
mai 68 - mai 88:
libre assemblage

israël face aux palestiniens,
aux origines d'un débat

la réhabilitation de boukharine,
un moment de la perestroïka

comment on écrit l'histoire
de l'afrique

abonnement

pour la Belgique
pour l'étranger

700fr
800fr

faites vous et faites nous plaisir en effectuant sans tarder un versement au compte de 001-1047600-76 des CM
20, av. de Stalingrad, 1000 Bruxelles

comité de patronage:

Edmond Dubrunfaut, Augustin Duchateau, Robert Dussart, Roger Somville

comité de rédaction:

Jacques Aron, Francis Chenot, Claudine Cyprès, Pascal Delwit, J.M.De Waele, Anne Drumaux, Pierre Gillis, Michel Godard, Serge Govaert, J.J.Heirwegh, J.P.Keimeul, Rosine Lewin, Bérengère Marquès-Pereira, Jacques Moins, Jacques Nagels, Marc Rayet, Claude Renard, Christian Vandermotten, Benoit Verhaegen.

mise en page: Hélène De Noose.

rédacteur en chef: Rosine Lewin.

avec l'appui de la Commission française de la Culture de l'agglomération bruxelloise

édité sous le patronage de la Fondation Jacquemotte.

sommaire

- | | |
|--|----------------------|
| <input type="checkbox"/> dossier: mai 1968 - libre assemblage
abramowicz/courtens/dedye/faccenda/gillis(p.et j.)
godard/goldman/guisse/kniebs/le paige/marquès-
pereira/parmentier/simon/somville/rayet | 2 |
| <hr/> | |
| <input type="checkbox"/> israël face aux palestiniens,
aux origines d'un débat | dominique vidal 48 |
| <hr/> | |
| <input type="checkbox"/> la réhabilitation de Boukharine,
un moment de la "perestroïka" | rosine lewin 64 |
| <hr/> | |
| note sur un débat | 77 |
| <hr/> | |
| <input type="checkbox"/> comment on écrit l'histoire de
l'afrique | jacques depelchin 78 |
| <hr/> | |
| <input type="checkbox"/> livres: | |
| - à propos du "surréalisme wallon" | 88 |
| - mourir, par claude javeau | 90 |
| - le harcèlement sexuel | 91 |
| <hr/> | |
| <input type="checkbox"/> revues: | |
| - les jeunes -l'école- la société | 93 |
| - critique régionale 16 | 95 |



mai 68

MAI 1988

68-88: libre assemblage

avertissement	marc rayet
prises de paroles	micHEL godard
regard 88(1)	laurent courtens
regard 88 (2)	evelyne kniebs
regard 88 (3)	paul faccenda
regard 88 (4)	benoît parmentier
une révolution?	hugues lepaige
wilfried et ludo	henri goldman
la farce et le prix d'un lifting	bérenGère marquès- pereira et marie guisse
une référence pour l'école	jean - marie simon
il y a participation et participation	etienne dedye
"aimer à l'ulb":	marco abramowicz
un enfant de mai 68?	
à bâtons rompus	roger somville
à propos de la "musique populaire créative"	jeannot gillis
droit à la ville et	micHEL godard
droits des citoyens	
la critique du scientisme	pierre gillis

avertissement:
ceci n'est pas une commémoration.

mai 68

marc rayet.

MAI 1988

S'il est tout à fait légitime de ne pas donner à cette "célébration" du 20e anniversaire une touche "ancien combattant", c'est-à-dire une vue plus anecdotique que politique, il importe tout autant de ne pas délayer l'apport de mai 68, ses échecs comme ses acquis, dans une appréciation trop globale de la société d'aujourd'hui.

Car il me semble qu'en contrepoids à une tentation fréquente des aînés soixante-huitards de "fétichiser" l'événement, il y aurait bien une tendance, chez les "enfants de 68" à y voir la référence principale des difficultés actuelles. Par ses échecs, mai 68 serait une sorte de paradis perdu, la cause d'un gigantesque retour de manivelle politique, culturel, idéologique. Mais cette attitude procède du même fétichisme.

Donc, de la même façon qu'il est bon de se rappeler que le 68 parisien (et, pour nous, son reflet bruxellois) n'est qu'une manifestation concrète - parmi d'autres moins totales, moins violentes, moins médiatisées - d'un mouvement qui a mûri pendant des années, qui s'est nourri de la guerre du Vietnam, de la culture hippie, de la fascination maoïste, de la contestation de grandes villes européennes (Rome, Berlin, Varsovie...), tout cela sur un fond d'expansion économique, de relative aisance matérielle, d'euphorie tiers-mondiste post-coloniale, de même faudrait-il reconnaître que "l'après mai 68" résulte d'une transformation de la société qui dépasse largement mai 68, et dont les causes ne sont pas uniquement, pas principalement peut-être, à chercher dans ses limites, dans ses errements (ceux-ci étant peut-être eux-mêmes le reflet d'autres choses).

Dans cette perspective, il serait sans doute plus aisé de dégager - et cela me semble aujourd'hui plus impérieux qu'hier - ce que mai 68 a laissé de traces positives dans les années 80 (positives, pas au sens moral, politique, mais au sens de "pas en réaction contre"). Au nombre de ces traces, dont certaines en l'occurrence sont de profonds sillons, on peut ranger l'écologie (idéologie, mouvance, mouvements...), l'émergence et la structuration des "nouveaux mouvements sociaux", de nouvelles

mobilisations, dont en premier lieu les mouvements féministes, mais aussi de mouvements sociaux de contestation interne, comme celui des scientifiques. Une approche plus frontale aussi des valeurs éthiques et de la sexualité (avortement, recentrage de la morale familiale, homosexualité...). Sur le plan culturel on pourrait sans doute parler aussi de la rupture de tabous et de la libération de nouvelles créativités, comme de façon plus générale d'une politisation nouvelle de ce champ.

Ces phénomènes ont l'avantage de révéler clairement leurs racines, de sorte qu'on pourrait difficilement reprocher au mouvement de mai d'être responsable de leur essoufflement ou de leurs déviations actuelles.

Il est beaucoup moins simple par contre d'évaluer l'effet de ce que mai 68 a stoppé, a brisé, sur des terrains qu'il a labourés et parfois ensemençés, puis laissés en jachère. Sur ces terrains-là, qui seraient peut-être bien ceux de la gauche, de ses idées, de ses pratiques, de ses institutions, les herbes folles se sont transformées en terrains vagues d'autant plus rapidement que dans les forteresses lézardées et juste un peu replâtrées sur la façade, on a vite eu bien d'autres choses à faire que de soigner son jardin d'idées.

Pour revenir à nos projets, tout cela n'enlève rien à l'intérêt qu'il y aurait à chercher dans le regard des jeunes de 88 le reflet de 68. Il faudrait simplement prendre la précaution de ne pas considérer ces jeunes comme un produit de 68. C'est une telle filiation qui me semble fausser l'analyse dans le dessin de Wolinski montrant un Junior très BCBG à la main de son père barbu en ringard, qui nous touche par sa nostalgie, mais qui à la réflexion me semble bien superficielle.

prises de paroles

mai 68

michel godard

MAI 1988

Au nom des quadragénaires privés de médailles, de défilés, et contraints dans leur droit au radotage par la rédaction des CM, je voudrais dire d'abord que le cadre fixé -et décrit par Marc Rayet ci-avant- n'a pas été reçu comme un carcan. C'est qu'il y a bien des choses à dire sur ce qui a changé ces années-là. Vous trouverez ci-après une série de

textes assez courts et de compte-rendus d'entretiens demandés à des acteurs de 68 par Rosine Lewin et Maria-José Sanchez: des textes parfois très personnels, parfois plus généraux, et aussi quatre documents qui témoignent de l'opinion de jeunes d'aujourd'hui.

Les quatre entretiens avec ces jeunes agaceront sans doute les aînés qui tiendront le reflet de 68 pour trop pâle et déformé. L'histoire passée à la moulinette médiatique et idéologique laisse rapidement des cadavres exquis, des amalgames, des sélections incongrues et des contre-sens, dira-t-on. Critique mal venue sauf à reconnaître que déjà, en 68, si on avait interrogé les jeunes de vingt ans sur la Résistance et l'après-guerre...

Il a fallu d'ailleurs insister pour que des opinions s'expriment. On retiendra que Laurent Courtens, 17 ans, lycéen, membre de Rebelle (mouvement de jeunes lié au PTB), Evelyne Kniebs, 23 ans, étudiante à l'UCL, Paul Faccenda, 29 ans, ouvrier, membre de la JC, et Benoit Parmentier, 29 ans, secrétaire général de l'institut central des cadres du Conseil de la jeunesse catholique, nous interpellent en fait sur notre capacité collective à intégrer notre histoire, à générer une mémoire collective, à construire une culture politique. La question n'est pas neuve il est vrai, mais elle demeure.

Pour en rester à mai 68 -la période et le mouvement- on s'interrogerait utilement sur les chronologies et les enchaînements. Le risque est toujours présent de raccourcis excessifs qui font lire les années 80 dans la fin des années 60. Par exemple féminisme et écologie n'étaient pas des problématiques formulées en 68.

L'intervention de Hugues Le Paige nous interroge ainsi sur la portée politique exacte du mouvement en mettant en quelque sorte entre parenthèses la formidable poussée à gauche de la première moitié des années 70 (au Portugal, en Grèce, en Italie, et même en France avec l'union de la gauche en 72-76). Pour lui, comme pour Henri Goldman, le bilan politique est plutôt maigre, du moins à l'aune des illusions rétrospectives.

Mai 68 et les femmes? Vive les contradictions! nous disent en dialogue Bérangère Marquès-Perelra et Marie Guisse, pour mesurer le chemin parcouru et la transformation des modes d'action féministe.

Un entretien avec Jean-Marie Simon, enseignant à Liège, nous fera ensuite revenir à ce lieu-symbole de 68 que fut l'école. Etienne Dedye, syndicaliste à l'ULB (personnel administratif) fait pour sa part un bilan universitaire, sur base de l'expérience locale de ce qu'on a appelé alors "la participation".

Enfin pour rester à l'ULB, Marco Abramowicz qui fut en 1967 et 68 président du cercle de psychologie nous présente "Aimer à l'ULB", dont il est un des animateurs et qui passe pour un enfant de mai 68. Quant à Roger Somville, il présente quelques réflexions "à bâtons rompus".

Le lecteur trouvera sans doute le panorama fort bruxellois, et assez incomplet sous tel ou tel aspect. C'est que les amicales d'anciens combattants n'ont jamais fait reconnaître leurs glorieux et multiples mouvements. Où situer par exemple la vague des grèves sauvages qui est contemporaine de mai 68: une certaine communauté d'attitudes, des solidarités, parfois, et des mondes si étrangers les uns aux autres...

Décidément l'histoire rest à faire. Dans cette optique trois interventions un peu plus analytiques -en tout cas trois interventions plus prolixes- clôturent provisoirement l'assemblage: Jeannot Gillis sur la musique, Pierre Gillis sur la critique du scientisme, et, moi-même sur l'urbanisme.

Camarades lecteurs, il vous reste à tirer sur le comité de rédaction, comme disait l'autre.

mai 68

entretien avec laurent courtens MAI 1988

CM: *Qu'est-ce que cela veut dire pour toi Mai 68?*

Mai 68 c'est une révolte étudiante, incitée en partie par des groupuscules, dont les revendications peu claires concernaient l'organisation des cours. En France ce mouvement a abouti à une grève générale. C'est un mouvement d'intellectuels mais aussi ouvrier. Même si les étudiants n'ont pas obtenu tout ce qu'ils voulaient, Mai 68 a permis au moins de changer les rapports professeurs/élèves. Le corps enseignant est moins vénéré, un dialogue est possible. Malgré tout, il faut dire que depuis

quelques années tout bascule, la crise ramène progressivement chacun à son rôle originel.

CM: Qu'est-ce que c'est pour toi la génération de 68?

La génération de 68 est un exemple de générosité et de solidarité entre étudiants et ouvriers. Ce n'est plus vrai aujourd'hui. Les manifestations étudiantes de ces dernières années sont corporatistes, ils ne pensent à défendre que leurs intérêts. Même s'ils remettent en cause les schémas politiques traditionnels de notre société, leur action reste fondamentalement apolitique. Cependant, il ne faut pas oublier que si les étudiants d'aujourd'hui ne tiennent pas compte de Mai 68, c'est aussi parce qu'ils en sont peu et mal informés. Les étudiants sont pourtant potentiellement des révolutionnaires, car ils sont de futurs exploités.

CM: Comment s'est exprimée cette solidarité étudiants/ouvriers en Mai 68?

L'action étudiante de 68 a permis de conscientiser la classe ouvrière, ce qui a débouché sur un large mouvement révolutionnaire. L'histoire des idées révolutionnaires montre que les intellectuels (Marx, Lénine, Trotski,...) ont un rôle idéologique important. Cependant la classe ouvrière doit prendre une part active dans le processus. Pour que cela soit possible il est nécessaire que les intellectuels connaissent et d'une certaine manière "fassent partie" de la classe ouvrière. Ce fut en 68 la démarche des "établis". Aujourd'hui cette initiative des intellectuels de s'intégrer au monde ouvrier est encore plus importante car il n'y a plus de solidarité intellectuels/travailleurs.

CM: A part l'exemple de solidarité étudiants/ouvriers perdue aujourd'hui, est-ce que Mai 68 a laissé néanmoins un héritage palpable encore en 1988?

Le mouvement féministe en garde un grand héritage, car c'est Mai 68 qui a permis de soulever certains tabous d'ordre sexuel. La contraception est aujourd'hui un droit évident pour les jeunes. Même s'ils n'en connaissent pas les origines, la possibilité de vivre leur sexualité librement et sans danger est un acquis important. Ce que la civilisation chrétienne a réussi à "sauver" contre Mai 68, c'est le non-dialogue sur ce thème au sein des familles. A part quelques parents soixante-huitards,

la sexualité reste un sujet tabou entre parents et enfants, surtout dans la classe ouvrière. A côté de cela, Mai 68, nous laisse un idéal scolaire que notre système social malheureusement est incapable de réaliser. Pour moi cet idéal c'est Summerhill, bien que je crois que ni les professeurs ni les élèves n'y soient préparés.

mai 68

entretien avec evelyne kniebs MAI 1988

CM: *Comment définiriez-vous les événements de Mai 68?*

C'est un mouvement large de contestation des étudiants et des intellectuels de manière générale. En 68, on remet en question toute une série de valeurs culturelles. Je ne pense pas que Mai 68 ait été à l'origine de nouvelles théories conceptions de la société. Elles pré-existaient mais c'est en 68 qu'elles s'exprimeront avec le plus de force. Il faut dire qu'à cette époque le contexte socio-économique était favorable à ce mouvement contestataire. C'est une période d'abondance, de richesse économique, de bien-être plus ou moins généralisés. En somme Mai 68 c'est une remise en question de la société de consommation qui atteint à cette époque un certain degré de saturation.

CM: *Quelles sont ces valeurs culturelles remises en cause en Mai 68?*

D'une certaine manière se sont les mêmes thèmes repris aujourd'hui par des mouvements sociaux, bien qu'ils n'aient plus de relais dans les "masses". Ce sont par exemple les sujets qui traitent des rapports nord-sud, abondance contre famine etc. Mais ce sont aussi les valeurs familiales, tout ce qui touche aux tabous et aux interdits sociaux. La question sexuelle sera un sujet important du débat de 68. Je dirais que Mai 68 c'est l'avènement de la liberté absolue dans tous les domaines.

CM: *Pouvez-vous expliquer cette notion de remise en question des sujets tabous tel la sexualité? De quelle manière et dans quel sens y a-t-il remise en question?*

A cette époque on commence à parler d'amour libre, le mariage cesse d'être le contrat qui autorise l'amour. La contraception qui naît dans ces années-là contribue à la prise de conscience par les femmes qu'elles sont

libres d'aimer. La pillule devient l'enjeu de la femme libérée.

CM: Le mouvement féministe en sera-t-il marqué?

Je crois qu'avant 68, le féminisme se limitait à être une série de théories sur l'émancipation de la femme, mais sans qu'il n'y ait accomplissement dans le vécu des femmes. Dès le moment où les moyens de vivre son émancipation apparaissent, les théories se concrétisent. Les idées d'émancipation se structurent plus, et les femmes s'organisent.

CM: Vous m'avez dit que Mai 68 c'est surtout un mouvement de masse étudiantin, pourquoi à votre avis ce sont eux qui ont porté la contestation en Mai 68?

Je ne pense pas que les étudiants soient en soi une catégorie sociale très active. A mon avis si 68 c'est d'abord un mouvement étudiantin c'est parce que des leaders extérieurs à l'université ont organisé le mouvement. Les médias ont également été un élément important dans l'élargissement de la contestation. Ils ont permis la propagation des idées dans d'autres universités européennes.

CM: Que reste-t-il des valeurs de Mai 68?

Globalement je pense que le principal acquis de mai concerne le monde du travail. Les travailleurs ont peut-être une autre conscience d'eux-mêmes mais aussi du patron. Les conflits se règlent différemment, la négociation a une place plus importante. Il n'est sans doute pas correct de dire que les changements datent de Mai 68. Il faudrait parler plus généralement de l'ensemble de la période d'après-guerre. Par exemple juste après la 2ème GM, une autre explosion dans un domaine tout différent, allait modifier la face du monde occidental, c'est celle de l'électro-ménager. Je ne sais pas par contre s'il est possible de parler des acquis de 68 comme étant désormais inaliénables car on assiste de plus en plus à un retour en arrière notamment dans le domaine du travail. Sans doute les acquis du combat pour la liberté sexuelle sont les seuls dont on peut dire qu'il n'y a plus moyen de revenir à une situation antérieure. Pour ce qui est du féminisme, je pense que si la femme a réussi à imposer son égalité intellectuelle, elle reste dans une position d'infériorité sur le plan physique. Le mouvement féministe est un mauvais exemple de combat pour l'émancipation des femmes car il est trop rigide. J'ai

l'impression qu'il réduit l'homme à la femme et vice versa car il se limite à un combat pour l'égalité des sexes au lieu de s'attaquer au statut légal de la femme dans la société.

CM-Peut-on faire un parallèle entre le mouvement étudiant de Mai 68 et celui de ces dernières années?

La seule chose qui permette de faire un parallèle c'est que certains leaders des actions d'aujourd'hui s'identifiaient et identifiaient leur actualité à Mai 68. D'une certaine façon ils se sentent à nouveau investis d'une mission de combat contre les tentatives de l'institution universitaire d'imposer ses choix. Ceci dit je crois que l'engagement de 68 était plus fondamental car il visait l'ensemble de la société. C'est sans doute dû au fait que les années 60, prospères, se prêtaient plus aux grandeurs d'esprit, à un certain altruisme. La crise rappelle à chacun qu'il y a des intérêts propres à défendre. D'une certaine façon le mouvement de Mai 68, bien que plus essentiel, était aussi plus "gratuit". Mais donc aussi plus riche en idées, en débats, etc. Quel sens y aurait-il aujourd'hui de penser à "l'être et le néant"? Mai 68 c'était aussi une forme de luxe intellectuel.

mai 68

entretien avec paul faccenda MAI 1988

CM: *Peut-on parler de mouvements politiques ou sociaux héritiers de Mai 68?*

Il n'existe pour ainsi dire plus d'héritiers de Mai 68. A peine quelques gauchistes, surtout parmi les mao. S'ils étaient déjà peu nombreux en Mai 68, aujourd'hui c'est pire car Mao n'est même plus un modèle. Quant aux autres partis traditionnels, ils ont juste essayé de récupérer le mouvement, ou s'y sont opposés comme les communistes français. C'est d'ailleurs encore vrai lorsqu'on voit la manière dont les partis ont essayé de récupérer le mouvement étudiant en France contre la loi Devaquet. En fait ils ont chaque fois été pris au dépourvu par les mouvements étudiants; c'est ce qui explique qu'ils s'en méfient.

CM: *Crois-tu que les étudiants d'aujourd'hui ressemblent à ceux de Mai 68?*

Je crois que l'université de 1988 n'est plus comme avant. Mai 68 a donné naissance à un esprit de contestation chez les étudiants qui ne

s'est plus éteint. Les grèves de l'année passée en France, et dans une moindre mesure en Belgique, prouvent que cet esprit existe encore, même si aujourd'hui les mouvements de grève sont plus "sages", plus "disciplinés", encadrés par des comités. La spontanéité qui a caractérisé Mai 68 n'y est plus et ce n'est pas forcément une mauvaise chose. Même s'ils n'ont pas obtenu grand chose, j'aime cette génération non-conformiste qui contestait tout, et voulait transformer toute la société. Bien sûr tous n'étaient pas là pour changer la société, certains n'y voyaient que le côté défoulement. Mon modèle à ce sujet c'est Sartre qui était du côté des étudiants et qui disait qu'il fallait "foutre l'université par terre". Il avait raison je crois. De plus les étudiants ont su en 68, aider la classe ouvrière à se mobiliser autour de certaines revendications et je sais qu'en France ils ont obtenu certaines choses, même le départ de De Gaulle et c'était pas rien.

CM: Qu'est devenue cette génération de 68 et les idées qu'elle a avancées?

Ils sont tous devenus des cadres bien rangés. Ils ont perdu leurs illusions et leur esprit contestataire. Je ne crois pas que leurs idées d'alors aient été très novatrices, mais elles ont pu à ce moment là s'exprimer. Je crois que le plus grand héritage de Mai 68 c'est une plus grande liberté de pensée, d'expression et de contestation. Et je crois que cet acquis, nous nous en servons encore. Par exemple je ne pense pas que le féminisme se soit beaucoup modifié, les revendications des femmes n'ont pas changé. Par contre ce qui est différent c'est que le sujet "femme" n'est plus tabou. Tout ce qui traite de la condition des femmes, mais aussi les rapports homme-femme, de tout ordre, sont modifiés, ils se libéralisent.

CM: Comment expliquer cette modification de l'esprit contestataire de 68, au conformisme qui l'a suivi?

Je crois que les illusions sont perdues, ils se sont rangés car ils n'ont plus cru pouvoir faire autre chose. Bien sûr ce n'est pas le cas pour tous.

CM: C'est dans les groupuscules gauchistes que sont restés les purs?

Ils ne représentent plus rien. De plus ce furent les plus démagogues. "Les établis", c'était de la démagogie. Ça n'a pas marché d'ailleurs car les ouvriers se méfiaient de ces étudiants qui se faisaient passer pour des

ouvriers et qui après avoir foutu le désordre s'en retournaient dans les livres. Après un séjour en usine ils se rendaient compte que dans le fonds ils préféraient être des petits-bourgeois plutôt que des ouvriers. Pourtant je trouve que l'idée en soi n'est pas mauvaise. Ce ne serait pas plus mal que les étudiants après leurs études aillent voir ce que c'est qu'être simple ouvrier. Au moins quand après ils feraient de beaux discours démagogiques, ils sauraient de quoi ils parlent.

mai 68

entretien avec benoit parmentier MAI 1988

CM: *Que signifie Mai 68 pour vous?*

Mai 68 est un moment symbolique, révélateur d'une évolution de la société occidentale au cours des années 60. Il n'est pas l'aboutissement de cette évolution, mais plutôt un moment de cristallisation. En ce qui concerne le scoutisme, les changements structurels s'amorcent bien avant 68, aux alentours de 1962-63-64. A cette époque, arrivent une série d'animateurs "progressistes" qui vont tenter de modifier les images classiques du scoutisme, en y apportant une dimension plus "sociale". Pour ce qui est de l'objectif même du mouvement, on oriente plus les activités, jusque-là strictement ludiques, dans le sens d'un engagement social. L'activité acquiert une utilité sociale. Dans le domaine interne, structurel, on s'avance vers une démocratisation des organes du CJC.

CM: *Comment caractérisez-vous cette évolution des années 60?*

Après une période difficile de pénurie, mais aussi de guerre, le début des années 60, avec l'amorce d'une croissance économique, est une période de renaissance de la foi dans le bien-être, aboutissant à des valeurs idéologiques et culturelles nouvelles. Mai 68 est comme je l'ai dit, un moment de cristallisation de ces valeurs.

CM: *Peut-on dire à partir de votre raisonnement que cette période que nous symboliserons en Mai 68, est caractérisée par une révolution des idées, des valeurs?*

Je ne pense pas qu'il s'agisse d'une révolution. La jeunesse de cette époque me semble vouloir perfectionner les institutions plutôt que de les

transformer. C'est une explosion d'idées -portées par les classes moyennes (notamment les étudiants)- à laquelle se joindra la classe ouvrière. Ce qui me semble important dans ces valeurs nouvelles, c'est la dimension fondamentale de l'HOMME, même si la perception qui en est faite diffère selon les milieux. Tout le monde réfléchit sur la notion de l'HOMME libre, sur les idées de richesse, de justice, de partage... On dépasse d'ailleurs le débat strictement économique, puisque l'enjeu c'est aussi la question du pouvoir sur la culture par exemple.

CM: Qu'en est-il de ces débats, de ces idées aujourd'hui?

Ces questions n'ont plus aucun sens. Aujourd'hui les jeunes se préoccupent surtout de leur propre survie dans un monde en crise. Je ne pense pas d'ailleurs qu'il y ait de mouvements qui se revendiquent directement de Mai 68, et s'il y en a, je crois qu'ils sont "à côté de leurs pompes". En outre si l'on peut dire que certaines valeurs sont entrées dans les mentalités, elles sont actuellement battues en brèche. Tout ce qui concerne le domaine de la culture, reste en marge des soucis prioritaires du monde politique. Il suffit de voir qu'hier on subsidiait des projets culturels, alors qu'aujourd'hui les subsides sont attribués après examen des projets.

CM: Que pensez-vous de l'évolution du féminisme au cours de cette période d'explosion des valeurs?

Je crois que le mouvement féministe, sans lui nier son importance, situe mal son combat dans la société. Aujourd'hui on a surtout besoin de transformer les relations HOMME-FEMME. C'est l'émancipation de l'humanité qui est prioritaire sur l'émancipation des femmes.

CM: Et dans le domaine de l'enseignement peut-on être plus optimiste? Que reste-t-il de l'expérience du rénové par exemple?

Le rénové fut une tentative de démocratisation de l'école et en cela c'est bien sûr positif. Même si ce type d'enseignement existe encore, je crois pourtant que son bilan est celui de l'échec, car on ne lui a pas donné les moyens nécessaires à sa réalisation. En prime, ce sont les enseignants qui s'en culpabilisent. Néanmoins, dans ce domaine je ne crois pas que l'échec soit total. Une majorité du corps enseignant montre clairement qu'il veut autre chose. Le monde scolaire est en état de réagir

tôt ou tard. Le débat pour la démocratisation de l'enseignement n'est pas terminé, même si les capacités de mobilisation sont faibles pour le moment.

CM: Par rapport aux mouvements de jeunesse chrétiens, ce débat d'idées et de valeurs a-t-il eu des conséquences?

Je ne reviendrai pas sur les exemples que nous avons déjà abordés au début de l'interview. Il est pourtant un domaine sur lequel il me semble qu'un éclairage doit être donné. D'une longue évolution de la société qui s'étale depuis plusieurs dizaines d'années et qui trouve entre autre son origine dans la révolution française, il apparaît que la référence chrétienne communément admise et véhiculée depuis des siècles n'est plus partagée aujourd'hui par tout le monde. Mai 68 et les débats d'idées sur une conception de l'homme ne sont sans doute pas étrangers à cette évolution qui fait que notre société contemporaine connaît une pluralité de convictions. Ce constat est important et en même temps, il me semble riche. En effet, force nous est également de remarquer que des valeurs comme celles de justice, de liberté, de solidarité, peuvent être partagées par des chrétiens et des non-chrétiens. Dans l'action, chacun peut s'y retrouver même si les références sont différentes. C'est donc que ces valeurs ne sont pas la propriété des chrétiens mais qu'elles sont universelles. Pour les chrétiens, il s'agit alors d'articuler action, valeurs et foi d'une façon qui fasse que non-croyants ne se sentent pas récupérés dans une action commune, mais à la fois que les chrétiens ne perdent pas leur spécificité. Cette articulation, ils peuvent la trouver en un Dieu qui ne s'impose ni en termes de dépendance ou de soumission, ni en termes de manipulation ou de totalitarisme, mais qui se vit comme une relation d'amour en toute autonomie. C'est là, je pense, pour un non-croyant la garantie du respect de ses convictions profondes et pour un croyant la découverte d'un Dieu qui mérite d'être rencontré et avec qui une relation vaut la peine d'être vécue. Dans de telles conditions, il est alors possible, chrétiens comme non-chrétiens, de faire ensemble un bon bout de chemin en se battant pour ce à quoi il semble important d'attacher de la valeur mais aussi pour rechercher et partager le sens que l'on donne à la vie. Cette démarche dans laquelle des chrétiens et les organisations de jeunesse chrétiennes se sont engagés est peu évidente, synonyme de perte d'identité pour les uns, de nouvelles récupérations pour les autres. Elles doivent sûrement continuer à se construire et à s'affiner. Elle me paraît pourtant, comme je le disais, riche pour les années à venir

"Nous l'avons tant aimée..."

"Qu'elle était belle la révolution..."

O nostalgie!

A la recherche de mai et de leur vingt ans, les acteurs de 68 s'éparpillent en témoignages plus ou moins culpabilisés de leurs reniements. Les anciens gardes rouges reconvertis au Talmud, les trotskystes passés à la pub, les révolutionnaires fous de Dieu ou de gestion et les libertaires repeints en libéraux, ou les simples militants inclassables qui ont revêtu les vieux habits du prêt à porter idéologique. Tous le jurent: aveugles, sourds, nous avons un "comité central dans la tête" mais au moins nous avons été la dernière génération à croire à la Révolution (avec un grand R). Et ils n'ont pas tout à fait tort quant au dernier terme du constat. Car -et j'y viens- que reste-t-il (de nos amours) de mai? Difficile de cerner. Car il y a de l'impalpable dans l'héritage. Et si mai avait été d'abord un *radicalisme* (un peu politique ou plutôt: politique pour une petite partie de ses acteurs) un radicalisme anticapitaliste et une *dérision* (de la société civile?). L'émergence d'un courant -donc d'une certaine expression *collective* (faire la politique "autrement") et d'un *individualisme* (pour le meilleur et pour le pire). A l'époque nous disions à la revue "Mai": "politiser la contestation". La faiblesse - voire le refus- de la politique dans le mouvement était net.

La société archaïque (relations hommes-femmes, sexualité, enseignement, communication, etc...) mais aussi ses classiques structures d'opposition (partis, syndicats, groupuscules) sont bousculés par les coups de boutoir d'une génération qui ne supporte pas le carcan des règles d'un autre âge. De tout cela, il reste certainement quelque chose, aujourd'hui, dans la société belge (disons plus largement occidentale). L'apprentissage de la libération des femmes, des enfants, des militants et des moeurs, laissera des traces. Est-il significatif aussi que la *représentation* du monde ait été plus secouée par le mouvement de mai: le cinéma, le théâtre, la radio-télévision. Curieuse alchimie entre une "génération" politique formée à la guerre d'Algérie et à celle du Vietnam par les luttes anti-colonialistes, anti-impérialistes et une famille où les neveux situationnistes côtoyaient les oncles surréalistes. Entre l'anti-

capitaliste militant et "l'anarcho-désirant", la synthèse ne fut pas vraiment réalisée. Le gauchisme politique rêvait de la "répétition générale".

"Ce n'est qu'un début"...

Alors qu'une génération se heurtait peut-être d'abord au divorce entre le développement économique ("golden Sixties" et consommation) et l'organisation de la société civile (autoritaire et rétrograde). A-t-on oublié que le mouvement à Nanterre éclate un jour de mai 68 pour une question de dortoir, de mixité de logement?

Etait-ce aussi ce malentendu qui fera dire un jour à Pierre Mendès-France s'adressant à un des animateurs de mai, de surcroît son neveu: "vous avez perdu politiquement mais vous avez gagné culturellement"? (1) Il est vrai que "mai" laisse d'abord ses traces dans ces champs: les rapports hiérarchiques (dans l'école, l'entreprise, la famille, etc...) qui ne seront plus jamais tout à fait comme avant 68.

Des disciplines du savoir et de sa transmission (sociologie, psychologie, psychanalyse...), ne pourront plus fonctionner exactement de la même manière. Sur le plan politique et idéologique c'est autre chose. Pour beaucoup l'anticapitalisme sera jeté sur les eaux sales du socialisme "réel".

Changer LA société plutôt que changer DE société?

C'est devenu un cliché: 68/rupture-révolution
88/refus de l'exclusion-intégration.

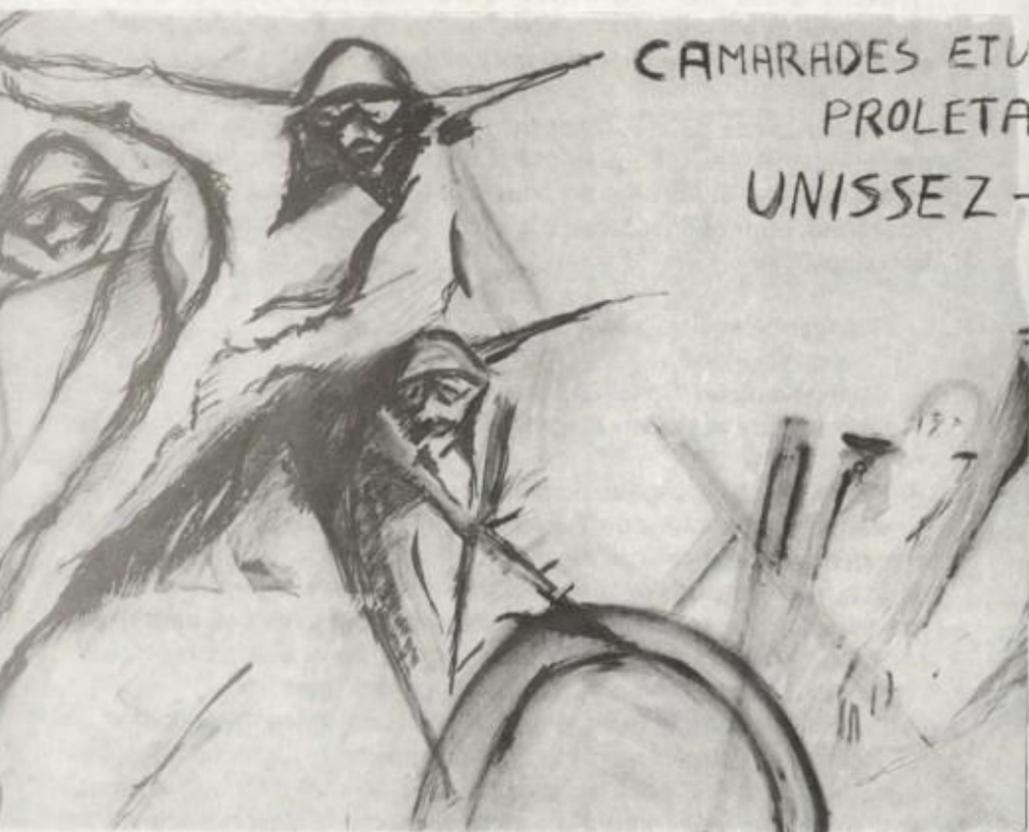
Pas le temps ni l'espace de développer ici l'accolade de ces mots-concepts, illustrations de deux époques. Evolution significative des changements profonds dans le refus de la société -ou le simple constat de son inadéquation- et la volonté de la transformer plus ou moins radicalement. Répondant à une invitation des CM je ne peux terminer sans aborder deux thèmes qui peuvent paraître provocateurs mais qui se veulent tout au contraire constructifs à l'égard de mes hôtes.

Dans le livre passionnant et parfois très contestable, "Génération", (2) Hamon et Rotman rapportent en conclusion les témoignages de quelques - uns des principaux animateurs du mai français. Ils sont unanimes sur un point: ils ont la conviction profonde d'avoir amplement

contribué à la faillite du PCF, d'avoir cassé son hégémonie sur le monde intellectuel français, d'avoir en quelque sorte légitimé l'anti-communisme de gauche.

Quelles que soient leurs intentions et l'interprétation actuelle de leur action d'alors, ils n'ont pas tort pour ce qui est de l'analyse.

Au-delà de toute polémique sur le constat, comment ne pas admettre que la crise profonde du courant communiste s'est manifestée pour la première fois avec autant de vigueur en 68? Crise d'identité, interrogation sur le déclin et même sur la raison d'être qui vont se multiplier du début des années 70 à la fin des années 80. Avec des nuances selon les lieux et les circonstances, les PC n'arriveront pas à comprendre ce qui se passait alors dans cette société qu'ils combattent. Et le "retard" n'a

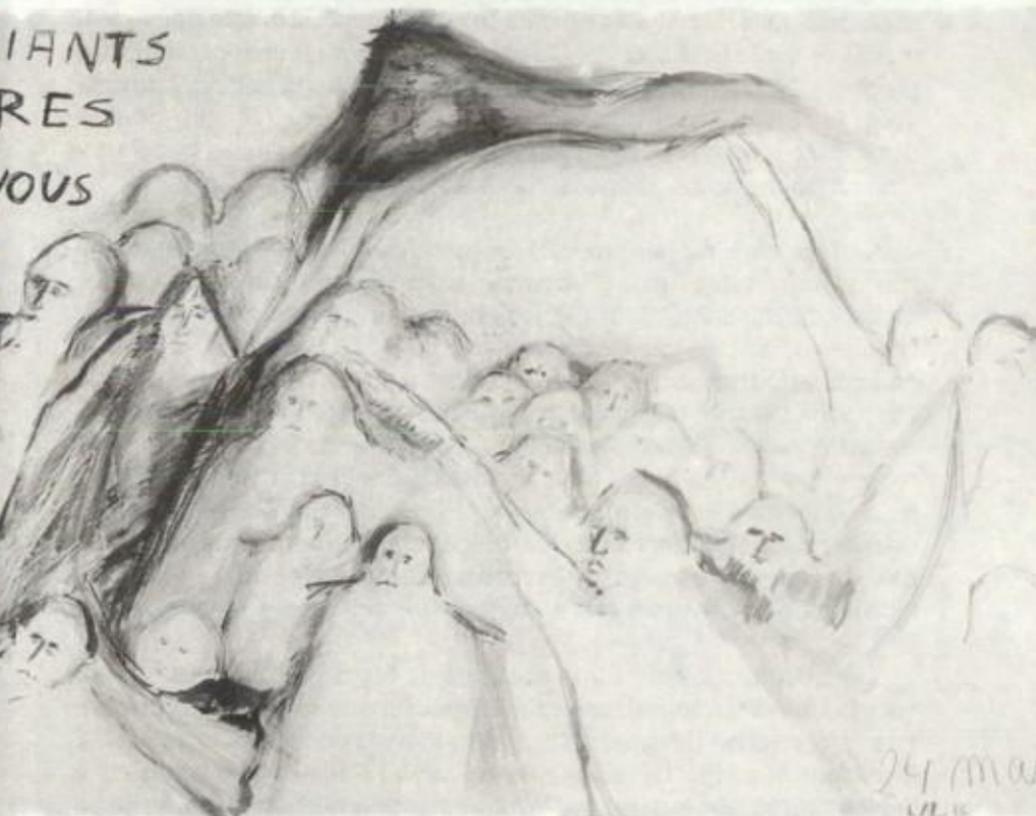


jamais été comblé. En tout cas par les structures officielles. Parallèlement et peut-être paradoxalement, je dirais que ce qui reste de 68, ce qui s'est même parfois développé, c'est une volonté, un besoin, une exigence renouvelée mais jamais remplie par la gauche traditionnelle (qu'elle soit gauchiste, communiste ou social-démocrate): faire la politique "autrement", rêver les pieds sur terre, refuser "sérieusement", contester sans être confisqué et proposer sans se trahir. C'est peut-être d'ailleurs ce que l'on retrouve aujourd'hui dans la mouvance de la candidature de Pierre Juquin aux élections présidentielles en France. Juquin qui revendique le titre de communiste mais qui affirme sa candidature "plurielle".

Une autre manière de dire qu'il y a encore quelque chose de 68 en 88?

notes.

(1) et (2) Génération-Hervé Hamon et Patrick Rotman. Tome 1 et 2. Seuil.



Pastel réalisée par Arie Mendelbaum

wilfried et ludo

mai 68

henri goldman

MAI 1988

Vingt ans après. Qu'en reste-t-il? Au premier regard, je ne vois rien. Je cherche mieux. Il faut d'abord que je remonte vingt ans. Et que je m'explique avec ce qui m'apparaît aujourd'hui (pardon, mes camarades) comme une énorme farce. Je me suis bien amusé en sentant sur ma peau le souffle tant espéré de l'Histoire majuscule. Pour le reste...

Mais qui suis-je, et "de quel lieu je parle", comme on dit justement depuis 68? En l'occurrence, j'avais vingt et un ans. Etudiant en architecture à La Cambre, à deux pas de l'ULB où j'allais régulièrement frissonner d'aise aux escarmouches oratoires du grand hall de la fac de philo. Mes principaux faits d'armes de ce printemps-là furent de m'être trouvé le 9 mai assis sur le boulot Mich au Quartier Latin à vivre un happening où le prophète Dany démasqua le duplice Aragon, et, plus tard, de m'être rasé avec le Philishave de monsieur Leblanc, président du conseil d'administration de l'ULB, un jour que j'avais découché de chez Papa-Maman pour occuper glorieusement les locaux.

Cette ironie n'est pas amère. Mais c'est vrai que, très rapidement, je n'ai pu voir "notre" mai 68 comme autre chose qu'une pantomime mimétique dérisoire. Nos discussions reproduisaient au rythme des voyages à Paris les débats de Nanterre ou de La Sorbonne, jusqu'à la caricature. On parlait bien de démocratiser l'université: je n'avais cure de ces peccadilles réformistes, alors que nous étions pris dans la tourmente révolutionnaire, que nous vivions un de ces moments privilégiés où le monde change de base, alors qu'hier à Berlin et à Berkeley, alors qu'aujourd'hui à Paris et au Vietnam... Et pendant que nos monologues onanistes se déroulaient, la société belge vaquait comme si de rien n'était à ses petites affaires, avec juste un zeste d'amusement ou d'agacement face à cette Saint-Verhaegen d'un genre particulier.

On a beaucoup écrit sur la postérité de 68. Ses protagonistes l'ont vécu comme l'ouverture d'une brèche définitive dans la société occidentale: la révolution devenait à l'ordre du jour au coeur des pays nantis. Dans leur ouvrage "La pensée 68", Ferry et Renaut montrent qu'une "révolution" a bien eu lieu: une révolution moderne, qui a débarrassé en

peu d'années les sociétés qui en furent le cadre des vieux archaïsmes pré-capitalistes qui les parasitaient. Le paradoxe fut que cette révolution des modernes fut initiée au nom d'une stratégie politique empruntant toutes ses catégories de pensée au 19ème siècle. Il est finalement extrêmement logique qu'on retrouve tant de soixante-huitards dans des habits de technocrates, tant privés que publics.

Ceci n'empêche qu'en France, il y a bien eu un traumatisme social. Mais en Belgique? L'affaire n'a jamais débordé sur "la population", malgré toutes les commissions universitaires qui furent chargées d'établir une fantasmagorique jonction avec les travailleurs. Seuls les artistes et quelques professions plus ou moins libérales (architectes, avocats) furent sérieusement secoués. Je suis incapable de juger l'amplitude de ces secousses. Quelques milliers de personnes furent touchées. C'est beaucoup et dérisoire à la fois.

Pourtant, il y a bien eu un 68 belge. Mais pas en Mai. Car si rien ne se serait passé à l'ULB sans le désir de jouer Paris, le mouvement des étudiants louvanistes pour "Leuven Vlaams" qui éclata quelques semaines avant (et fit tomber un gouvernement) plongeait, lui, profondément ses racines dans la société belge. Ou, plus exactement, dans la société flamande, catholique et rurale. Cette authenticité a porté ses fruits, "à la française". Dans un premier temps, ce fut l'émergence d'une nouvelle extrême-gauche (AMADA), marquée par ses origines et qui se rua avec délices sur l'arsenal le plus rétro de la tradition communiste. Sans aucun doute, par son langage et ses pratiques d'ex-chrétiens culpabilisés, les maoïstes flamands collèrent à un moment de l'histoire sociale de leur peuple. Depuis, la vérité du 68 flamand s'est révélé, et le malentendu dissipé. La Flandre était déjà la force dominante en Belgique, le seul lieu d'un certain dynamisme économique. Tandis que sa formation sociale restait dominée par un conglomerat de paysans enrichis et de notables provinciaux. Il fallait qu'une nouvelle génération marque son entrée sur la scène publique par un acte clair de rupture. L'enfant du 68 flamand s'appelle bien Maertens. Mais son prénom, c'est Wilfried, et pas Ludo.

En Belgique francophone, nous n'avions pas un tel retard à combler. Nous n'étions ni la Flandre ni la France. Et personne ne nous attendait pour accoucher d'une crise sociale nécessaire.

Alors, ce qu'il en reste... Peut-être qu'à l'ULB, on a réussi à engranger quelques réformes démocratiques utiles: à ce niveau, Mai s'est trouvé cent fois justifié. Mais ailleurs? Tout ce qu'on peut en dire (les nouvelles valeurs, le parcours de l'extrême-gauche, le cheminement d'une génération, le féminisme, etc...) ne trouve pas sa source dans le non-événement dont nous nous crûmes acteurs. Si nous avons été transformés, c'est par l'onde de choc du Mai parisien, lui-même amplificateur quelque peu mystificateur d'événements charnières au plan mondial.

Et ce qu'il me reste, à part des souvenirs d'émotions adolescentes... Le goût d'agir sur la scène publique, et l'hypothèse qu'il est possible de modifier le cours des choses, ne fut-ce que dans d'étroites marges. Et, peut-être aussi, le regret d'avoir passé quelques années de trop à courir derrière des cerf-volants.

la force et le prix d'un lifting

Mai 68

MAI 1988

dialogue: bérengère marques-pereira/marie guisse.

BMP: C'est une idée reçue que l'essor impétueux du mouvement féministe autour de Mai 68 étant aujourd'hui éteint, le féminisme est mort. C'est vrai que la visibilité des groupes de base a cessé depuis la fin des années 70. Aux groupes de base ont succédé les groupes de pression, ce qui modifie le visage du féminisme -sans signifier sa mort. Car les acquis des luttes antérieures demeurent: ils sont même tellement acquis que certains et certaines oublient le prix payé pour les arracher. La mémoire collective est défaillante: pour les jeunes générations, la contraception et la possibilité de recourir à un réseau d'IVG, fût-il illégal, vont de soi, comme s'il s'agissait de bienfaits octroyés par le pouvoir...

MG: Dans d'autres domaines aussi, la mémoire collective est défaillante. Je pense à la grève des ouvrières de la FN de Herstal, en 1966. Elles réclamaient l'application des articles du Traité de Rome sur l'égalité des rémunérations entre hommes et femmes, pour un travail équivalent. Quel chemin parcouru depuis lors, même s'il subsiste encore de scandaleuses discriminations. De nouveaux instruments juridiques ont été

conquis, qui permettent de prolonger, de diversifier les pressions sur le pouvoir. Et ces pressions sont effectivement exercées, par exemple par le Comité de liaison des femmes. Cela ne règle pas tout, c'est peu spectaculaire, mais ça existe et cela prouve que le féminisme n'est pas mort!

BMP: On peut évidemment s'interroger sur les capacités de mobilisation des femmes dont disposent les groupes de pression. Mais la crise est une réalité. Elle secrète un besoin de sécurité qui s'identifie très facilement à un besoin d'ordre et qui passe par le repli sur soi. Le phénomène est général. Je me pose néanmoins une question à propos de l'effet démobilisateur qu'aurait pu avoir une composante de l'après-Mai 68. La politique traditionnelle a été violemment remise en cause, et avec elle la figure traditionnelle du militant syndical. Ce n'était certes pas un rejet de l'action collective, mais une volonté de faire de la politique "autrement" - sur base d'un radicalisme fort individuel. Le vécu personnel, les facteurs subjectifs ont soudain pris une place considérable, notamment dans le mouvement féministe. Alors la question que je soulève est celle-ci: n'y a-t-il pas eu dérive de ce radicalisme individualiste en un individualisme pur et simple, pas du tout "radical"?

MG: Ta question mérite réflexion...

A propos de crise, il me paraît important de souligner qu'elle n'empêche pas la montée des effectifs salariés féminins: les femmes sont de plus en plus présentes dans l'économie du pays. Leur rapport au travail a tout à fait changé. Mais tout cela est profondément contradictoire, car en même temps que se produit cette avancée, les chômeuses sont la cible d'attaques gouvernementales et le travail à temps partiel gagne du terrain, surtout parmi les femmes.

BMP: Oui, et là interviennent des facteurs d'ordre familial, qui nous rappellent la subsistance de discriminations sexistes au sein de la famille. En fait, ces discriminations traditionnelles dans la famille (le ménage et même l'éducation des enfants sont l'affaire des femmes) alimentent les discriminations dans l'entreprise: les revendications féminines pour un salaire plus décent et pour l'accession à des responsabilités sont freinées par le poids des charges familiales.

MG: On pourrait même ajouter que la revendication syndicale, tout à fait fondée, d'une réduction de la durée du travail pour tous (femmes et

hommes) est pensée autrement par les femmes et par les hommes, les premières visant d'emblée à "gagner du temps" pour les courses, les enfants ou le ménage -les seconds visant le foot, le bricolage ou d'autres loisirs. Il y a là une différence de mode de vie, de culture...

BMP: Je voudrais revenir à notre point de départ, à savoir ce qui reste du mouvement de mai. Le passage des groupes de base aux groupes de pression pose pas mal de problèmes. Les groupes de pression ne restent-ils pas un phénomène élitaire? Il me semble que les militantes disposent en général d'une marge de liberté beaucoup plus grande que le reste de la population. Y-a-t-il réellement une médiation entre elles et la masse des femmes? J'aperçois clairement leur influence sur le plan des mentalités, sur le plan idéologique. Mais qu'en est-il sur le plan de la pratique politique?

MG: Depuis le début, les différentes "coordinations" -qui constituent les groupes de pression dont tu parles- se sont heurtées à la difficulté de mobiliser les principales intéressées -femmes victimes de mesures discriminatoires, (p.ex. celles que, le premier, De Wulf a désignées comme cohabitantes), ou les femmes soucieuses d'un changement de législation (p.ex. toutes celles qui ont subi une IVG): les appels à manifester massivement ont été quasi vains, qu'ils aient été lancés aux bureaux de pointage ou dans les quartiers. Il est donc exact, à mon sens, que l'action des groupes de pression est une action de militantes. Mais, comme tu l'as indiqué, leur influence dépasse largement cette "élite". Qu'on songe à l'évolution remarquable des femmes adhérant à "Vie Féminine", et on se rendra compte de la vitalité du féminisme.

BMP :Autre contradiction, qui trouve sa source dans le mouvement de mai 68: le refus, chez celles qu'on pourrait appeler les "féministes historiques", de la délégation de pouvoir. Par souci de rompre avec la bureaucratie, la discipline de parti, les structures pyramidales, elles ont, pendant un temps, refusé tout contact avec le monde parlementaire, le monde syndical, les partis politiques.

MG :En effet, je me souviens très bien des obstacles qu'il a fallu surmonter pour faire admettre qu'une amélioration ou une multiplication des crèches nécessitait un relais institutionnel. De même, pendant toute une période, ces "féministes historiques" refusaient de se commettre avec des syndicalistes et celles-ci refusaient de s'allier à des "bour-

geuses" pour qui la lutte des classes était une vieille lune. Cela a provoqué bien des tensions, toutes ne sont pas aplanies...

BMP: Tensions, contradictions, nous n'en ferons pas l'économie, le combat féministe est tissé de contradictions. Ces contradictions peuvent nous faire avancer. Je songe à une réflexion proprement féministe qui est en train de s'élaborer; ce bagage culturel est encore marginal. Mais il peut à terme constituer le creuset d'un bagage beaucoup plus largement répandu, grâce notamment aux discussions dans la famille ou à l'école. Discussions sur la place relative de l'économique et de l'idéologique, du public et du privé, du politique et du culturel. Et dès à présent, le féminisme est confronté à la question de l'Etat, alors qu'au départ il s'y refusait, au nom d'un libéralisme plutôt anarchique... Vive les contradictions!

une référence pour l'école

mai 68

entretien avec jean-marie simon

MAI 1988

CM: Demeure-t-il quelque chose, vingt ans après, des bouillonnements et remises en question qu'ont connus les lycées en 1968?

Premier constat: le mouvement de contestation de 68 dans les lycées n'a pas atteint, en tout cas dans notre pays, l'ampleur qui l'a caractérisé au niveau universitaire. Cela s'explique notamment par la condition lycéenne elle-même: ténuité de l'implication dans la réalité sociale, surprotection par la famille et par l'école, hyperindividualisation des problèmes... Cela n'a pas empêché des initiatives et des manifestations dont les objectifs -plus ou moins ponctuels- étaient liés à la défense de la démocratie. Autre chose a été, dans la foulée de 68 mais bien plus tard, le mouvement d'opposition au projet de VDB pour une armée de métier. Là l'enjeu social -les sursis- était immédiatement perceptible; la mobilisation lycéenne a été massive et a tendu à mettre en cause les diverses dimensions politiques du projet -et jusqu'à même ses fondements inavoués. Autre élément: le mouvement de 68, en France et en Belgique, a favorisé l'émergence d'une réforme scolaire -"le rénové"- très proche au départ de l'ancien projet Wallon-Langevin. On réagissait à la sclérose de l'enseignement, on aspirait à plus de démocratie, on voulait plus de moyens pour l'école, on rêvait d'une école plus égalitaire. Et dans bien

des têtes fleurissait l'idée qu'en changeant l'école, on changerait la société... Evidemment, aujourd'hui, on ne peut faire état de bouillonnements... Le rénové a été l'objet d'attaques successives qui ont contribué à le vider de son contenu. Il est quasi inapplicable, faute de moyens.

CM: Est-ce que dans ces conditions, 68 est encore une référence aujourd'hui?

A première vue, on est tenté de souligner que 88, c'est une autre époque: le recul du mouvement social est généralisé et, bien entendu, ce recul affecte aussi les possibilités d'action offensive et même défensive de l'école. Mais en y réfléchissant, je perçois qu'au-delà des apparences l'héritage de 68 demeure, en termes de références intellectuelles même si c'est de manière diffuse ou confuse. Mai 68 a laissé des traces dans la mémoire collective.

CM: Référence intellectuelle, cela veut dire quoi?

Je suis frappé de voir que si l'enseignement a été organisé dans une optique néo-libérale, la droite n'a théorisé cette expérience que de manière ponctuelle et fragmentaire. Plus précisément elle n'a jamais présenté une charte de l'école réactionnaire. Pragmatisme? Calcul tactique? Crainte du débat d'idées? Toujours est-il que les attaques contre Mai 68 n'ont pas débouché en matière d'enseignement sur un contre-projet global défini comme tel. Les idées dont Mai 68 était porteur n'ont pas disparu; elles subsistent à l'état latent. Il existe à mon avis un très grand malaise dans l'enseignement secondaire. Il est alimenté par l'incertitude des lendemains, par les ravages du "chacun pour soi" néolibéral. Mais la possibilité (à terme) d'une revitalisation du mouvement dont 68 reste un point de référence m'apparaît clairement, au sein de et malgré ce malaise. Pour nombre d'étudiants, me semble-t-il, 68 n'est pas perçu avant tout comme un échec, mais bien plutôt comme la preuve que quelque chose était possible. Les manifestations qui se sont déroulées en France contre le projet Devaquet -et leurs retombées en Belgique- n'ont-elles pas illustré cette disponibilité à l'action? Une disponibilité qui a paru étonnante, tant elle tranchait avec le climat ambiant, mais qui par delà de très réelles différences avec 68 était marquée par une volonté de démocratie. Face au volet enseignement de Val Duchesse, l'irruption des valeurs d'égalité et de solidarité n'a-t-elle d'ailleurs pas été au coeur des luttes? A ce propos, une déclaration d'André Damseaux, alors ministre

de l'Education nationale, au "Soir", mérite d'être rappelée. L'homme proclamait que les mesures prévues contre l'enseignement l'étaient moins pour des raisons budgétaires qu'idéologiques. Cet aveu a eu un effet considérable, car l'idée de la fatalité de l'austérité était assez généralement répandue; en mettant en avant le facteur idéologique, Damseaux a lui-même démystifié le discours sur la nécessaire austérité. Je redis donc qu'à mon sens, une reprise du mouvement lycéen est possible, mais cette reprise ne se conçoit guère isolée: elle me paraît liée au redémarrage d'un mouvement plus global de résistance et d'offensive.

il y a participation et participation

Mai 68

etienne dedye. MAI 1988

Pour évaluer ce qui est demeuré du mouvement de Mai 68 (compris dans son sens le plus large) dans la vie de l'Université de Bruxelles, deux champs de vision s'offrent à nous: d'une part, le champ proprement institutionnel, d'autre part l'évolution des comportements étudiants.

Le champ institutionnel d'abord. Le mouvement de Mai 68 a entraîné une refonte complète des statuts organiques de l'Université de Bruxelles, aboutissant, au terme d'un long processus de réflexion auquel prirent part professeurs, membres du corps scientifiques, étudiants et agents techniques et administratifs à l'adoption, le 10 juillet 1970, de statuts consacrant la gestion participative de l'Institution. Un mouvement semblable et simultané se développe à l'U.C.L., à l'occasion de son transfert en Brabant wallon. Ultérieurement, la loi organique relative aux Institutions universitaires de l'Etat consacra le principe de la représentation de tous les corps de la Communauté universitaire au sein des organes de gestion de ces Institutions.

"Participation" avait été un maître-mot des manifestations qui s'étaient déroulées sur le campus contre l'autoritarisme et le mandarinat. L'impact de Mai 68 est donc ici fort clair et il est durable. Cependant, la traduction dans les faits de cette gestion participative n'est pas la même aujourd'hui et hier, particulièrement en ce qui concerne la participation étudiante.

La première génération d'étudiants, après 68, a pris la loi très au sérieux, et avait tendance à donner un caractère politique à sa participation. A l'époque, maints débats au conseil d'administration ont relayé cette politisation des problèmes. Et peut-être même ont-ils, à certains moments, réduit l'efficacité de l'action du Conseil.

Depuis lors, et surtout depuis une dizaine d'années, les étudiants conçoivent leur participation à la gestion de manière beaucoup plus étroite, plus pragmatique. On discute beaucoup moins de problèmes politiques, on s'applique à empêcher la détérioration du secteur social. L'évolution -de 71 à 88- est grosso modo semblable chez les administratifs ou les enseignants, mais il est plus malaisé de la cerner dans ces secteurs en raison de la relative continuité des personnels.

En tout état de cause, la multiplication des organes de participation a entraîné une fatigue assez générale, et ces organes ont cessé d'être des lieux de débats actifs: il s'agit plutôt, dans l'ensemble, de chambres d'entérinement. Mais on peut s'interroger sur le point de savoir ce qui, dans ce processus, est la cause et ce qui est l'effet. La lourdeur des organes de participation a sans doute contribué au déclin de leur dynamisme. A mon sens, il n'y a pas eu néanmoins un refus systématique et délibéré de cette participation mise en place en 71.

On a rejoint ainsi le second champ de vision: les comportements étudiants. Ils ont fortement évolué -avec des flux et des reflux- mais même encore aujourd'hui, 68 reste une référence, fût-elle révolutive. La génération étudiante des années 70 était gauchiste à tout crin, avec une politisation parfois frénétique du côté des sciences humaines. Par contre aujourd'hui, et depuis quelque cinq ans, la mode est à l'étudiant ingénieur commercial, "battant" de type Tapie. Bien entendu, c'est aussi un effet de la crise et du chômage.

Il y a influences réciproques entre marché de l'emploi et engouements étudiants: il est clair qu'un diplômé de Solvay a plus de chances de trouver un emploi qu'un psychologue ou un sociologue, très en vogue il y a 20 ans.

Après la génération gauchiste qui suivit le mouvement de 68, on a pu noter à l'ULB, jusque vers 1975, une génération "bon chic, bon genre" qui se démarquait explicitement de la précédente. Puis il y a eu une

génération "bauf", sceptique ou Indifférente. Bien sûr, ces indications ne sont ni tranchées ni tranchantes. Surtout, on ne peut les dissocier d'éléments extérieurs à l'Université à commencer par les conséquences néfastes d'une mise en application de l'enseignement rénové, tronquée dès le départ. Le fait que les passerelles (dont la souplesse) prévues dans le schéma initial n'ont pas connu une réalisation effective, ce fait a eu des conséquences négatives au niveau universitaire: préparation insuffisante, paresse intellectuelle,...

Quant à la vie associative étudiante, elle a évolué depuis 1968 du politique vers le corporatif. En d'autres termes, les cercles politiques qui étaient extrêmement actifs vers 69/70, se sont étiolés et ont laissé le terrain aux cercles facultaires. Alors que les premiers impliquaient une adhésion volontaire, les seconds fonctionnent sur base d'adhésions quasi-automatiques. Les problèmes traités sont évidemment plus circonscrits d'intérêts le plus souvent spécifiques à la faculté.

Cependant, il ne faudrait pas trop vite conclure à une indifférence généralisée de la Communauté étudiante aux débats de société. Les événements qui ont secoué l'Université française, et dans une beaucoup plus modeste mesure, les campus belges en hiver 1986, ont traduit la saine réaction d'une jeunesse aux excès toujours plus violents du discours néo-libéral.

Mais, contrairement à ses précédentes de 68-70 soucieux de cautionner leur révolte et leur engagement par le choix d'une "étiquette politique" reconnue (maoïstes, trotskistes, anarchistes, spontex,...) la génération actuelle, revenue des "emballages" idéologiques prédéterminés, se mobilise quasi-exclusivement aux appels de son coeur.

"aimer à l'ulb"
un enfant de mai 68?

mai 68

marco abramowicz

MAI 1988

On serait très tenté de répondre d'emblée "oui" à cette question, tant les filiations paraissent évidentes. Mais la réalité est beaucoup plus touffue; elle ne se laisse pas réduire à des filiations, à des apparences.

Chacun en convient: Mai 68 en Belgique a fait écho aux éclats des étudiants parisiens. Mais on oublie parfois que bien avant cette date, un courant contestataire très vivace avait remué le monde de l'ULB. Syndicalisme étudiant dès 1962, Livre blanc des étudiants en psycho contre l'autoritarisme professoral, les cours ex cathedra et les échecs aux examens; remplacement du baptême étudiant "humiliant" par un baptême "accueillant"... voilà quelques échantillons de la contestation d'avant 68.

C'est aussi d'avant 68 que date l'ancêtre d'"Almer à l'ULB": une antenne de "La Famille heureuse", organisme de planning familial y plantait sa modeste tente en 1963. Bien entendu, les turbulences de Mai 68 ont donné au mouvement pour la parenté responsable un élan nouveau et puissant. On découvre Reich, on interdit d'interdire, on s'emballe pour l'"empathie" de Rogers, les recherches de nouvelles formes de psychothérapies ont la cote.

Si en avril 1970 une loi officialise le planning familial et organise sa subsidection, c'est bien évidemment sous la poussée de cet élan. L'antenne de "La Famille heureuse" change son nom; elle va s'appeler Planning familial ULB; ensuite Information Orientation du Couple (IOC), et pour finir "Almer à l'ULB".

On aurait tort de croire que ce processus dissout l'apport de 68, ce climat qu'on peut appeler autogestionnaire. Certes, le stade de l'anarchie est dépassé depuis longtemps. D'ailleurs, l'autogestion n'est pas du tout l'anarchie. En l'occurrence, il s'agit de quelques pratiques essentielles: "Almer à l'ULB", qui se méfie de la bureaucratie et des tentations du pouvoir, n'engage que des mi-temps; seuls l'ensemble des travailleurs de la maison, réunis en assemblée bimensuelle est habilitée à prendre des décisions politiques; chaque équipe élit son responsable, mais ce mandat ne peut dépasser la durée de trois ans.

Parallèlement, "Almer à l'ULB" s'efforce d'autonomiser les personnes qui lui demandent aide ou conseil. Autonomiser, cela signifie d'abord, sur un plan topographique, bannir toute barrière (bureau, guichet) entre le "client" et le travailleur social. Cela signifie aussi un effort pour "décomplexer" les gens, pour leur faire assumer -le cas échéant en groupe- leurs problèmes, pour casser d'antiques tabous.

Tout cela est encore de pratique quotidienne en 1988. Or, depuis que l'organisme existe, deux tiers des personnes qui font appel à lui viennent de l'extérieur, seul un tiers provient du monde étudiant (ULB).

Actuellement pour AAU, comme pour tout organisme militant, le plus difficile est le manque de soutien social. Notre action/combat n'est plus sous-tendu(e) par la vague féministe des années 70.

Au total: 1968 a laissé des traces importantes non seulement par l'existence et le mode de fonctionnement d'"Aimer à l'ULB", mais aussi par une approche nouvelle de problèmes sexuels, de la vie du couple. Non seulement à l'ULB, mais en dehors du campus...

entretien à bâtons rompus

mai 68

roger somville

MAI 1988

Il est très difficile de mesurer ce qui reste(ra)it de Mai 68. D'autant plus difficile qu'on ne peut isoler ce fameux mois de mai de ce qui l'a précédé et suivi.

Mai 68 a été un mouvement tumultueux, ambigu, contradictoire. Il a été l'objet de diverses manipulations.

Fondamentalement, il a exprimé de manière explosive la contestation d'une société fondée sur le profit, d'une culture fondée sur le marché. Une des sources de l'explosion me semble avoir été la prolétarianisation massive des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur auxquels étaient offerts peu de débouchés et beaucoup de frustrations.

Je crois qu'il reste quelque chose de cette contestation de fond, dans une petite partie de la population, dans la mesure où elle se pose des questions sur le sens de la vie, sur la qualité de la vie. j'en repère des traces dans le mouvement pour le désarmement. Terre du pragmatisme, la Belgique n'est pas très accueillante à ce type de démarche ou de réflexion, mais elle n'y est pas fermée.

Depuis mai 68, le capitalisme s'est modernisé (1) davantage internationalisé. Le capitalisme à la de Gaulle paraît poussiéreux aujourd'hui.

Au plus fort des tumultes de mai 68, la manipulation allait bon train, notamment grâce aux situationnistes (organisés quasi militairement), grâce aussi aux faiblesses et retards d'analyse du PCF qui a été débordé sur son aile gauche et sur son aile droite. L'engagement à gauche a été détourné et a conduit au renforcement de la politique droitiste et attentiste du Parti socialiste français. Il continue de l'être aujourd'hui avec le concours diligent des "Nouveaux Philosophes".

Objectif de ces opérations : faire douter de tout. Les attaques réussies contre l'enseignement y ont fortement contribué : comme l'avait recommandé la Trilatérale, une série d'acquis de l'enseignement ont été bousillés. En matière d'enseignement artistique, c'est un massacre. La force destructrice de certaines circulaires ministérielles est terrible ; elle s'explique par la volonté d'enserrer les artistes et la création dans un étou (2).

Le parcours de certaines vedettes de 68 est significatif : Garrot en Belgique, July ou André Glucksmann en France.

Mais je le répète : tout n'a pas été aboli. Je me permets un témoignage personnel : à Leuven en 1972, une de mes toiles exposée dans un salon a été retirée sur ordre des autorités académiques. En 1987, à Louvain-La-Neuve, les autorités académiques inaugurent solennellement mon mural intitulé "Qu'est-ce qu'un intellectuel?"

Et je citerai comme signe des contradictions du mouvement de 68 - un signe plaisant d'ailleurs- la présence dans la salle du Conseil d'administration de l'ULB de l'un des tissus que j'ai peints en 68 pour les assemblées libres qui se tenaient sur le campus...

(1) Ex. Tapie

(2) A signaler le recul en Belgique d'un certain nombre "d'acquis démocratiques".

à propos de la "musique populaire créative"

mai 68

jeannot gillis

MAI 1988

Après quinze ans de pratiques musicales diverses, sur les scènes "alternatives" de Belgique et d'ailleurs parmi les tentes vertes du SNJ, derrière le stand "mieux vivre", dans la fumée des brochettes pas cuites ou au détour d'une tartine-salade au pain biologique, après avoir vu apparaître des générations d'iroquois, de post-punks, de branchés au look-noir, de minimalistes, répétitifs ou "nouvelle-vaguistes" qui reprennent inlassablement les mêmes recettes dans d'autres décors, j'ai senti le besoin (parmi mes camarades de Julverne) d'une réflexion assez large à propos de notre présence musicale au sein de ce que nous croyons être un "courant".

Mai 88 approche, nos silhouettes se sont épaissies, nos crânes sont un peu moins garnis, quelques bambins sont déjà dans les écoles de musique, c'est l'époque du bilan d'un héritage soixante-huitard, du moins en ce qui nous concerne dans le domaine étroit de la musique marginale.

D'abord une présentation, pour les incultes profonds qui ne connaîtraient pas Julverne (en un mot svp!). Quelques babas respectables ont pris en marche (1973) le train du folk wallon (les Coulonneux). Devant l'absence de matière musicale, il a bien fallu en fabriquer et de fil en aiguille nos babas se sont retrouvés compositeurs de grrrande musique.

Julverne rassemble en 88, 9 musiciens titulaires qui interprètent (quand on le leur propose) des oeuvres inclassables de leur cru, sur des instruments anachroniques comme des cordes et des bois.

Une telle persévérance, quasiment désintéressée, peut sembler curieuse, voire anormale en tout cas singulière. Eh bien non! Il en existe d'autres, mutants culturels de 68 toujours vivants, mais aussi quelques nouveaux venus, prêts à tenter l'aventure, démodés avant de commencer, embarqués dans des formules infinçables qui faute de territoire médiatique sont vouées à la marginalité.

Une première tentative de contact a été reçue avec indifférence, si pas méfiance, par les intéressés. Ceux qui vivent actuellement de la musique ont (heureusement pour eux) trouvé un créneau plus commercial -jazz, variété, accompagnement de chanteurs, musiques pour le théâtre, le cinéma, et l'idée que leur "créativité" ne s'exprime que dans des activités ponctuelles et marginales n'est certainement pas un élément mobilisateur. Ils ne se reconnaissent pas dans le portrait musical que je tente de tracer.

D'autres par contre acceptent d'être situés dans les plates-bandes que nous cultivons. Par exemple: Métarythmes de l'air (Leroy-Bedeur-Saucez), Combo belge (héritiers des fanfares), Charmant de sable (Jean-Christophe Renault, un "nouveau") et Julverne.

Puisqu'une telle activité musicale rapporte peu d'argent, demande beaucoup d'efforts, offre peu de gloire et existe malgré tout, c'est qu'elle relève de l'art, le mot est lancé. Pourquoi, comment? Je me suis donc livré à une approche historique (un peu lourde) mais instructive. -Des origines du paysage musical créatif de la variété belge d'aujourd'hui-.

Au commencement (que nous situerons vers la fin des Beatles (environs années 70) les tendances intellectuelles du rock anglais (Soft machine, HenriCow, King Crimson...), du jazz rock (Chick Corea, Mahavishnu, Carla Bley, Phillip Catherine (chez nous)), des dérivés du folk (Alan Stivell, Fairport Convention, Magma?) qu'on peut classer dans un grand panier "variété créative".

Cette époque me semble avoir été porteuse d'un bourgeonnement artistique particulier (sans jouer les anciens combattants). Ce qui pouvait apparaître alors comme une simple mode -vestimentaire, capillaire- était porté par un mouvement social très large de contestation des institutions et ces quelques artistes de variétés (il y en a bien sûr une foule d'autres) sont donc les représentants (inconscients souvent) d'un courant créatif suffisamment important pour que le "Show bizz" l'ait jugé incontournable. Tous les modes d'expression artistique ont bien sûr été touchés (littérature, arts plastiques, cinéma, théâtre, etc...); nous n'aborderons ici que le domaine précis de la musique dite "légère".

Une page a été tournée, les hippies sont recyclés dans l'informatique, le jazz-rock s'est éteint, le folk est retourné au musée. Le marché de la

variété est devenu plus dur (les "affaires" du show biz vont moins bien), les courants de mode ont nivelé le son commercial.

La Belgique a bien sûr été touchée par ce mouvement -au départ marginal- mais dont sont issues quelques (souvent éphémères) stars internationales. La particularité du marché de la variété belge est d'être tellement exigu (même la frontière linguistique est presque infranchissable) que pour les marginaux de la musique, peu de choses ont changé chez nous.

Les musiciens qui travaillaient à cette époque avec des perspectives commerciales étroites ont continué (ça pouvait difficilement être pire) et on peut dire que s'est créée chez nous une tradition de "musique populaire créative" (quel vilain mot!).

Pour fixer les idées quelques exemples historiques. Arcam puis Univers Zéro (Daniel Denis), Placebo (Marc Moulin), Abraxis (Charles Loos), Solis Lacus (Michel Herr), Cos (Daniel Shell), Julverne, Act big band Flexibles (Denis Van Hecke, Frank Wuyts), Aksaq Maboul (Marc Hollander), Marc Herouet, Dominique Lawalrée, Christian Leroy, plus récemment Wim Mertens, Maximalist, Jean Christophe Renault, Combo belge etc... le tissu est riche, la liste est longue, on serait bien en peine de trouver les équivalents ailleurs.

Certains ont fermé boutique, d'autres flirtent avec les circuits commerciaux, quelques acharnés continuent.

Les institutions francophones belges ont toujours soutenu, petitement, discrètement mais fidèlement ce courant (coup d'oeil vers Art et Vie). Quant à la production des disques "nécessaires mais peu vendables" laissée jusqu'alors à quelques firmes privées (IBC, Vogue, etc...) qui depuis ont "rentré" leurs antennes belges et à l'autoproduction (pour ceux qui en ont les moyens), elle a été reprise (en partie) par Daniel Sotiaux et Igloo.

L'initiative Igloo date de 10 ans. Il s'agit d'une maison de production de disques, subsidiée, entièrement "montée" par Daniel Sotiaux pour répondre à un défi personnel; produire ce qu'il juge intéressant ou indispensable, dont personne d'autre ne veut (donc non commercial) - un acte de culture pure. (C'est beau!) Les pouvoirs publics ont suivi, ce

qui corrobore mon idée d'"espace culturel belge entretenu". Quelles que soient les conditions du marché, une production à caractère local belge doit être soutenue par les institutions sous peine de disparaître.

Les années 70, qui étaient propices à l'éclosion de courants "bourgeois" ont été le révélateur de cette situation qui marque profondément notre paysage culturel actuel. Par ex. les troupes de théâtre foisonnent (en particulier celles pour enfants) activité typiquement culturelle subsidiable et non rentable.

En musique, le pli a aussi été pris et l'effondrement du marché lié au courant 68ard a peu affecté nos babas locaux, d'où l'héritage.

Dans l'écurie Igloo on trouve des électroniciens fous, des contemporains "hard" liégeois (musique nouvelle...), les jazzmen proches des Lundi d'Hortense et des "divers inclassables".

A côté d'Igloo on doit citer les Grammed Discs de Marc Hollander, non subsidiés, donc plus commerciaux et spécialisés dans l'ultra-branché de même que quelques maisons de distribution indépendantes dont " B sharp".

Voilà pour le paysage et l'historique. Il reste la discussion esthétique que j'esquisse ici. Un groupe marginal, qui n'intéresse donc personne, qui ne fait pas partie d'une institution détentrice de la "vraie" culture (cf classique, jazz folklore), qu'on peut difficilement classer, en vertu de quoi revendique-t-il le droit à l'existence? Question dérangeante pour les obstinés (malgrément) subsidiés que nous représentons et sommes toute, objet de cette réflexion.

La musique est un langage abstrait, c.à.d. Incapable d'évoquer des informations précises du genre "qu'est-ce qu'on mange ce soir chérie?" ou "l'avortement hors du code pénal!". C'est cependant un langage dans la mesure où il y a codage/décodage d'une information. L'association musique-information passe par un conditionnement sentimental plus ou moins complexe. C'est de l'élaboration de ce conditionnement que dépend la richesse de l'information.

Tous les courants artistiques de ce siècle sont passés par une recherche sur le langage. Les "émotions" à transmettre étant sans doute

universelles, les artistes du début du siècle obsédés par les codages plutôt que par l'information émotionnelle se sont sentis enfermés dans ces codages traditionnels, noyés dans les procédés. En musique, en particulier ils ont alors inventé le langage atonal, qui rejette l'élément de code le plus puissant en musique, celui de la tonalité et donc de la mélodie tonale. Plus de chanson à siffler sous la douche mais de "l'émotion brute" (est-ce que ça existe?).

Le résultat se fait sentir encore de nos jours: la musique sérieuse contemporaine parle une langue incompréhensible sauf (peut-être?) par un très petit nombre d'initiés. Aux autres il reste le musée (la musique d'avant le XXe siècle) et la variété dont la pauvreté du langage n'est pas à démontrer.

Partant du principe que pour se comprendre il faut parler la même langue, nourris d'une expérience de musique populaire, nous essayons d'élaborer une musique "sérieuse" architecturée, construite à partir d'éléments assimilés passivement par un public non spécialiste. L'acquis "passif" de l'auditeur moyennement curieux de notre époque est riche de références multiples qui n'ont pas ou peu été exploitées par les compositeurs contemporains (ils n'ont pas "vécu" ces références). Chanson, jazz, musiques syncopées blues, rythmes de danse, réminiscences classiques improvisations, etc... deviennent matière première d'un langage compréhensible que nous essayons d'employer et de développer.

Le cadre de cette tentative est le concert. La forme traditionnelle du spectacle a dû subir la concurrence de la télévision. La lourdeur de son infrastructure ne laisse pas de place à la curiosité (taux d'écoute oblige).

Tous les lieux de rencontre "physique" sont en régression (cinéma, théâtre, cirque, concert, meeting politique, même le football).

Dans ce domaine, nous représentons aussi les survivants de l'explosion culturelle des années 70, bien calmée depuis: maisons de jeunes fermées, festivals défunts, cabarets moribonds, cafés-théâtres disparus, universités peuplées de jeunes cadres en devenir.

Tentative de maintenir le contact entre les curieux non spécialistes et une forme de spectacle, événement unique, non médiatisable utilisant un

langage souple, transparent et ouvert. Tentative de retrouver la fonction première du spectacle, moment privilégié d'écoute et d'émotion, fonction qui tend à disparaître au profit du décor sonore à consommer, enrobé d'images et de références stéréotypées.

Tentative de proposer une forme d'expression actuelle sans rupture de langage.

Nous représentons donc une espèce en voie de disparition, héritière de vertus suffisantes pour justifier ce long plaidoyer pro domo, et sa propre sauvegarde.

A bon écouteur (curieux!) Salut.

droit à la ville et droits des citoyens

mai 68

michel godard

MAI 1988

Dans le domaine de l'architecture et de l'urbanisme, 1968 et les années qui suivirent marquent notamment l'aboutissement d'un processus de dégénérescence des doctrines hégémoniques de l'immédiat après-guerre plus ou moins inspirées des CIAM. "Plus ou moins", il faut y insister car entre les réflexions de la fin des années 20 et les réalisations des années 50 et 60, la distance est en général considérable: il faut pas mal de naïveté ou beaucoup de mauvaise foi pour ne pas apercevoir les différences et pour globaliser en un seul procès "à Le Corbusier" et aux faiseurs de cubes.

En 1968 la mode architecturale est encore loin d'avoir changé, les doctrinaires d'un néo-culturalisme aujourd'hui triomphant n'ont pas encore donné sa revanche à l'académisme.

Précisément, c'est l'académisme pseudo-moderniste qui est bousculé par une critique essentiellement socio-politique et non pas esthétique. C'est le monde des collusions immobilières qui est dénoncé, au nom des droits des citoyens. Contre la rénovation-déportation et le bulldozer, contre la camelote-logement et les prix spéculatifs, contre la domination du fric et de ses immeubles symboles.

Dans les écoles d'architecture on réclame une formation aux sciences sociales, économiques et politiques, et un engagement social dans des projets alternatifs à ceux du capital et de ses notables, au service des habitants en général, des "comités de lutte" en particulier. Le "droit à la ville" ne se conçoit pas sans une action pour "la ville au peuple".

des acquis...

Le mouvement social qui va se développer sur ces bases réussira en tout cas à arrêter la casse. A partir du milieu des années 70 en tout cas, la "rénovation urbaine" change de contenu -et parfois aussi de nom: on dit souvent "réhabilitation"- pour désigner une politique qui vise à utiliser le patrimoine immobilier existant au profit des habitants des quartiers concernés, les objectifs sont socio-économiques (coûts/loyers, relogement), architecturaux (maintien du bâti traditionnel) et urbanistiques (conservation de la morphologie existante). Ils vont marquer durablement les pratiques d'aménagement et le champ des discours sur la ville, et obliger en particulier quelques ténors de la période précédente à de fameux virages (par ex. à Bruxelles: Vanden Boeynants et Cudell).

La force et la pérennité du changement intervenu se caractérisent d'autre part par une rupture spécifique de légitimité: le secret des accords entre promoteurs et responsables politiques est fondamentalement contesté, et pratiquement combattu, la transparence devient une exigence, bientôt formalisée dans des procédures réglementaires nouvelles (au regard de la loi sur l'urbanisme). Les comités de quartier et diverses associations réussissent en tout cas à devenir des groupes de défense et de vigilance: dans les tranchées, invisibles, la plupart du temps, mais mobilisables à la moindre alerte; fédérés entre eux, sans espace pour le poujadisme localiste.

L'analyse de ces changements relève évidemment d'une histoire de l'urbanisme qui ne peut pas être développée ici. Quelques questions méritent toutefois d'être soulevées.

A propos des doctrines de rénovation urbaine, il faudrait notamment examiner les changements d'échelle intervenus. L'architecture comme fabrication d'objets isolés -chef d'oeuvre ou tête de cochon sur plateau avec persil- et l'urbanisme conçu comme aménagement du territoire, équipement général de villes entières sont effacés au profit d'un nouvel

élément le "tissu urbain".

C'est en particulier à cette échelle qu'est prônée la mixité des fonctions logement et travail. C'est ainsi de même qu'on passe de la protection des monuments à celle des sites urbains. Et de façon analogue d'ailleurs que le grignotage des espaces naturels des campagnes est mis en question au profit de projets de rénovation rurale et de restructuration des espaces villageois.

Pour ce qui concerne la transparence, on ne saurait sous-estimer l'attaque frontale qui fut menée contre les architectes-mandarins, préposés fidèles et discrets à la légitimation académique de tout projet généralement quelconque soutenu par des promoteurs ou des pouvoirs publics. La prévalence d'un réel service au public a été un moment reconnue, sous la pression d'habitants organisés et avec l'aide d'architectes "aux pieds nus". Là aussi il y a eu rupture de légitimité, sur fond d'évolution sociale de la corporation et du monde étudiant.

...et quelques questions pendantes.

On a déjà souvent glosé sur les capacités de récupération et de transformation du système capitaliste. Monsieur de La Palice, gauchiste avant l'époque, aurait dit qu'un quart d'heure avant le socialisme, ... le capitalisme se portait toujours bien. Sans mésestimer ni sous-évaluer les transformations intervenues on ne saurait nier que quelques problèmes essentiels ont été contournés.

On a promis la priorité pour les transports en commun. Il y a eu un peu de métro, pour les navetteurs et quelques habitants, et beaucoup moins de trains, de trams et de bus pour tout le monde.

On a voulu la rénovation urbaine. Il y a eu des primes pour aider le secteur de la construction et motiver la demande solvable, c'est-à-dire celle des ménages à revenus moyens et supérieurs. Il y a eu aussi de la réhabilitation de luxe, sur fonds publics, pour permettre à des potentats locaux de rénover leur électorat.

Pour le reste on a oublié toute idée de planification, par exemple du développement du secteur tertiaire en ville.

Mais les esthètes se sont recyclés. Une resucée du style "Art Déco" des années 20 a été baptisée "post-moderne" par les cercles compétents. Les mêmes architectes travaillent pour des mêmes promoteurs. Mais il paraît que c'est moins méprisant pour le goût des petitsbourgeois. Ce n'est qu'un début..

la critique du scientisme

mai 68

pierre gillis

MAI 1988

Mai 68, c'est à la fois une date et un mouvement.

Mettez l'accent sur l'une ou sur l'autre, et vous célébrerez deux anniversaires n'ayant que peu de choses à voir l'un avec l'autre: votre lecture de l'événement sera polarisée en fonction de la grille que vous choisirez. La première retiendra que l'histoire de nos sociétés n'a pas connu de rupture fondamentale et que tout ce qui caractérise aujourd'hui ces sociétés était en germe, en bouton, en fleur ou en fruit il y a vingt ans. On peut donc parler de tout à propos des traces de Mai 68. A l'autre pôle, si l'on pense mouvement, on discutera héritage plutôt que traces, et les plus pointus des protagonistes du mouvement pourraient démontrer que le patrimoine des héritiers, véritable peau de chagrin, est aujourd'hui réduit à sa plus simple expression.

La fixation de repères, dans un domaine aussi flou, a donc quelque chose d'inévitablement arbitraire.

Le bilan du courant critique de la science, très actif durant la première moitié des années 70, n'échappe pas à cette difficulté. Mouvement réel, qui a laissé des écrits, modifié des institutions, provoqué ruptures et regroupements, il est indissociable de la prise de conscience engendrée par la guerre du Vietnam, et du remue-ménage idéologique associé à la révolution culturelle chinoise -ces deux événements élargissant à l'évidence la problématique de départ, et brisant le cadre hexagonal dans lequel on l'inscrit d'ordinaire.

un peu d'histoire.

Commençons donc par un rappel sommaire, nécessaire à la

compréhension du sujet. Le cadre: les Etats-Unis d'Amérique, à la fin des années 60. Une constatation: dans sa croisade vietnamienne, l'US Army a enrôlé la technologie la plus sophistiquée (bombes à fragmentation, défoliants, mines anti-personnes, systèmes de détection infra-rouges, etc.). Les agents recruteurs ne sont pas n'importe qui: les conseillers du Pentagone en la matière, regroupés au sein de la commission Jason, sont d'éminents savants, parmi lesquels une brochette de prix Nobel (notamment les physiciens Gell-Mann, Wigner, Drell). Cela donne à réfléchir, et pas seulement distraitement. Cette réflexion alimente une revue bimensuelle. "Science for the People", liée à l'association SESPA (Scientists and Engineers for Social and Political Action). Cette association en est vite venue à dépasser la dénonciation du mauvais usage de la science pour définir une stratégie d'opposition collective, particulièrement dirigée contre l'Association Américaine pour l'Avancement de la Science, connue comme éditrice de la revue Science, et que ses détracteurs avaient pris l'habitude de désigner par les initiales AAA\$. Il fallait en effet une stratégie collective pour aller au-delà des gestes de refus individuel, comme ceux posés par des chercheurs de renom qui arrêterent leurs recherches (à l'instar de Shapiro, un des microbiologistes qui participa à l'isolation d'un gène pur) et à refuser aussi bien la science par amour de la science que la science pour le progrès du capitalisme.

La science pour le peuple, donc! Slogan qui a rapidement trouvé un écho dans le bouillonnement français de l'après 68. Traversée de l'Atlantique, et passage simultané du pragmatisme anglo-saxon au cartésianisme français: le mouvement français systématise un effort de théorisation qui garde encore un grand intérêt à l'heure actuelle.

Dans l'air du temps, il s'agissait de faire voir le chercheur derrière le savant, le travail d'équipe derrière la domination d'un leader, le mandarin derrière l'expert. La cible principale des contestataires, c'est la division sociale du travail -ce qui nous ramène à Mao et à la lecture européenne de la révolution culturelle. On tire sur la hiérarchisation, sur l'antiféminisme, on met en valeur techniciens, secrétaires et petites mains. En guise d'illustration, voici comment Jean-Marc Lévy-Leblond, physicien théoricien et figure de proue des contestataires français (faute d'un terme plus approprié...) pastichait Bertolt Brecht (d'après "Questions que pose un ouvrier en lisant"):

QUESTIONS QUE POSE UNE LABORANTINE EN LISANT...

*Qui donc construit télescopes et accélérateurs géants?
Dans les journaux, on donne le nom des savants.
Les savants serrent-ils les écrous,
Von Braun fabrique les fusées de la NASA.
Tout seul?
Gell-Mann découvre les mystères des particules élémentaires.
N'a-t-il pas à ses côtés au moins une secrétaire?
Quand la bombe éclata, Oppenheimer trembla.
Personne d'autre ne tremblait?*

*A chaque page, une découverte.
Qui imprime les livres?
Tous les ans, un Prix Nobel.
Son laboratoire, qui le balaie?
Autant de récits.
Autant de questions.*

Ce questionnement prend forme dans plusieurs publications, depuis *Labo-contestation* (fondé au printemps 1970) jusqu'à *Impascience* (de l'hiver 1975 à 1977).

Il est facile, plus de dix ans plus tard, d'expliquer la disparition du mouvement. Il parcourait une voie étroite: analysant la science comme une pratique sociale, il a considéré comme essentiel de distinguer cette pratique des seuls énoncés théoriques de la science. C'est qu'il fallait éviter deux écueils connus et signalés de longue date: l'irrationalisme d'une part, et le jdanovisme de l'autre, avec son introuvable science prolétarienne à opposer à la science bourgeoise. Dans ces conditions, le voyage a tout de la navigation à vue, un coup de barre à droite, un coup de barre à gauche, et personne ne sait si l'Amérique est au bout du périple. D'autant que, puisque l'objet de la critique n'est pas la science comme ensemble d'énoncés théoriques, seule une pratique sociale autre (et laquelle?) pouvait amener de nouvelles questions, susceptibles de déboucher sur de nouvelles réponses. Cette nouvelle pratique ne fut qu'ébauchée, à un niveau beaucoup plus bas que les ambitions déclarées - la tenue de quelques colloques alternatifs, la démocratisation d'unités de recherche où le courant avait marqué des points. Pour l'essentiel, le mouvement dut se contenter de succès médiatiques,

comme lorsque Gell-Mann fut chahuté au Collège de France (1973).

On peut donc dire que le mouvement s'est éteint parce que les espoirs de mise en cause de la division du travail n'ont pas été réalisés -que du contraire. Et cela ne dépendait évidemment pas des seuls scientifiques... Il aurait fallu que la critique des scientifiques soit relayée par des forces sociales plus importantes, le mouvement ouvrier notamment, de toute évidence peu préparé à ce genre de combat, marqué par des réminiscences scientistes, ou tout simplement extérieur à ces préoccupations.

beaucoup de bruit pour rien?

Peut-on en conclure pour autant que toute cette agitation fut vaine? La réponse coule de source, au moins dans cet article: si tel était le cas, il serait parfaitement ridicule d'en reparler dix ou quinze ans plus tard. Même si la critique n'en vient pas à bout, même si la réalisation de pratiques alternatives ne répond pas aux espérances, la vie se charge de faire resurgir les vieilles contradictions non résolues.

Premier exemple: le lancement de l'IDS (la guerre des étoiles, pour parler comme tout le monde) par Ronald Reagan, est une confirmation éclatante que les impulsions décisives, celles qui orientent l'activité de centaines de milliers de chercheurs, et donc le développement de la science, ne viennent pas de l'intérieur de la cité scientifique. Si ce programme se poursuit (ce qui dépend davantage des rapports de force internationaux et des élections américaines que des états d'âme des scientifiques), c'est par milliards que les dollars afflueront dans les labos dont la spécialité correspond à la demande (mise au point de lasers à rayons x, ordinateurs plus rapides et plus puissants, voire optiques, ...). Parmi ceux qui n'occupent pas le bon créneau, on peut prédire quelques spectaculaires reconversions. Cet ancrage du développement scientifique dans l'ensemble des activités humaines, ancrage économique et culturel, a été superbement éclairé par un livre issu du mouvement critique de la science en Italie, *L'Araignée et le Tisserand*. Les auteurs y affirment la non-neutralité sociale de la science, au sens où ses priorités et ses axes de développement sont déterminés par son mode d'organisation, par le type de division du travail qui y règne, parce que le succès ou l'oubli d'une élaboration tiennent à sa capacité à engendrer des modes d'intervention sur la nature adaptés aux "valeurs" de la

formation sociale où elle s'insère. Répétons-le, la problématique mise en avant n'a pas pour but de définir une autre(?) rationalité, mais elle revient à dire: changez de question, vous obtiendrez d'autres réponses.

Prigogine et Stengers défendaient un point de vue analogue -peut-être faudrait-il plutôt écrire compatible- dans *La Nouvelle Alliance*, lorsqu'ils affirmaient l'importance du questionnement philosophique, extérieur à la démarche scientifique stricto sensu, dans la fondation d'une oeuvre aussi monumentaire que la thermodynamique statistique de Boltzmann.

La problématique que Reagan nous impose brutalement ne nous trouve donc pas désarmés: le travail critique accompli il y a dix ans nous a préparés à entrer de plain-pied et sans hésitation dans ce nouveau débat, dont les enjeux sont probablement parmi les plus importants d'aujourd'hui.

Deuxième thème, issu lui aussi du mouvement critique, qui se rappellera à notre bonne attention: celui de l'inexistence d'une culture scientifique. Il faut entendre ici culture scientifique au sens où l'on parle de culture générale. La science ne connaît que les professionnels. Ce n'est évidemment pas le cas d'autres domaines où se donnent libre cours créativité et imagination. En musique, par exemple, les mélomanes et les musiciens amateurs comprennent et dominent le discours musical; on trouve ainsi dans le monde des millions de connaisseurs qui entourent les créateurs professionnels, avec qui ils peuvent dialoguer, qui constituent leur "base de masse" en quelque sorte. Il en va de même en ce qui concerne la technique: votre petit voisin est peut-être un génie de l'électronique, et vous avez certainement entendu parler des pervers de l'informatique dont la plus grande joie est de pénétrer les réseaux les mieux protégés. Les seuls amateurs éclairés que je connaisse en science sont les chasseurs de papillons et les mycologues, dont les activités sont très loin de la science contemporaine, celle qui se veut moderne.

Je distingue en tout cas deux types de répercussions de ce tragique isolement, toutes deux attribuables à l'hermétisme de la science contemporaine, formant une barrière infranchissable pour toute critique venue d'ailleurs.

gare aux faux prophètes.

La première, c'est qu'on en arrive à présenter comme scientifique un discours irrationnel dont le jargon est construit à l'aide de locutions empruntées à la physique ou à la biologie, mais dont la cohérence interne, contrairement aux énoncés scientifiques, est introuvable. Cette ouverture vers l'irrationalisme a d'ailleurs été cautionnée par des stars de la science, comme lors du fameux colloque de Cordoue, en 1979, où France-Culture a mis en présence médiums, gourous, voyants et physiciens, matheux, biologistes, pour constater avec ravissement qu'il y a des savants préoccupés par la parapsychologie, férus de sagesse orientale, enclins à la métaphysique. Même Uri Geller, qui plie les cuillers rien qu'en pensant, a pu faire illusion puisque des physiciens avaient été dupés par ses capacités de prestidigitateur. La science serait donc un géant aux pieds d'argile, ou un tigre de papier pour rester dans un style plus soixante-huitard? C'est en tout cas le revers de sa prétention à l'universalité, et c'est le prix qu'elle paie pour les extrapolations qui s'appuient abusivement sur ses acquis. La réinsertion de la science dans la culture reste un objectif important, mais il est sans doute hors de portée d'une science qui pousse l'hyperspécialisation au-delà de toute limite.

L'autre retombée de l'isolement des scientifiques est plus délibérée; il serait dangereusement naïf de l'interpréter comme un dysfonctionnement. La science est une pièce maîtresse de l'idéologie dominante: il lui arrive même de jouer les religions de secours. C'est le cas lorsque d'éminents représentants du monde scientifique sont amenés à valider de leur autorité des décisions politiques, comme pour le développement du programme électro-nucléaire. Pourtant, si certains physiciens sont de vrais spécialistes des réactions nucléaires, que connaissent-ils à l'hydraulique, à la résistance des matériaux, à l'écologie (l'effet d'une élévation de température d'un fleuve) et à d'autres problèmes qui relèvent de l'art de l'ingénieur, de la compétence du technicien, voire de l'expérience du paysan?

C'est sans doute lorsqu'il démonte ces mécanismes que le courant critique de la science est le plus efficace, parce que la problématique qu'il a mise en avant a pris racine dans un mouvement de masse (les Grünen en Allemagne, le mouvement anti-nucléaire français dans lequel s'est engagée la CFDT des années 70). Mettre à nu les enjeux politiques masqués par des considérations technico-scientifiques, montrer les

choix de société derrière les choix technologiques, c'est sans doute ce qui reste de plus vivant, de plus fécond des efforts déployés par les scientifiques contestataires. Et en tout état de cause, on aurait tort de n'y voir que mode idéologique, radotage d'ancien combattant ou égarement d'utopiste indécrottable: les problèmes soulevés à l'époque sont bien réels, et nombre d'entre eux ne sont pas résolus.

Quelques références, pour ceux que le sujet intéresse:

-(Auto-)critique de la science, textes réunis par Alain Jaubert et Jean-Marc Lévy-Leblond, Seuil, 1973.

-L'Idéologie de/dans la science, H. Rose, S. Rose et al., Seuil, 1977.

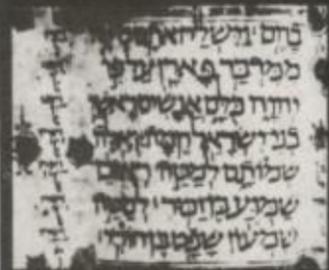
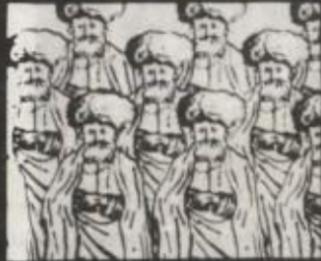
- L'araignée et le tisserand, G. Ciccotti, M. De Maria, G. Jona-Lasinio, Seuil, 1979.

- La nouvelle alliance, I. Prigogine et I. Stengers, Gallimard, 1979.

-L'esprit de sel, J.-M. Lévy-Leblond, Fayard, 1981. Ce dernier ouvrage est déjà un bilan du mouvement, auquel j'ai beaucoup emprunté, et d'où est extrait le pastiche de Brecht cité dans le texte.

N.B. Les titres sont de la rédaction des CM.

L'article de J. Gillis est publié d'autre part dans la revue boraine "Enfin" que nous recommandons à votre bonne attention. ("Enfin"; 20 rue des Cerisiers, 7210 Cuesmes)



le 40^{me} anniversaire de l'état
d'israël a été célébré dans un climat
dramatique.

en israël et hors d'israël,
les commentaires sont rarement
dépourvus de passion.
et la passion occulte parfois
l'histoire.

auteur de plusieurs ouvrages
sur le proche-orient, collaborateur
du "monde diplomatique",
dominique vidal rappelle comment
se situait à ses origines,
le débat israël/palestiniens.

Illustration: dépliant du musée Beth Hatefutsoth à Tel-Aviv.



Israël face aux Palestiniens: aux origines d'un débat

dominique vidal

Jamais sans doute le débat qui passionne les opinions israéliennes et juives n'a été aussi grave, aussi passionné, aussi crucial et conscient de l'être. C'est que l'Etat d'Israël s'apprête à commémorer, le 14 mai 1988, son quarantième anniversaire en pleine "révolution des pierres". Or ce soulèvement sans précédent des Palestiniens des territoires occupés modifie profondément les données du conflit qui, depuis quatre décennies, ensanglante cette terre et l'ensemble de la région. Tombent les mythes: celui de David et de Goliath s'inverse, c'est Israël qui dit non à la paix proposée par Yasser Arafat, le fameux statu quo s'écroule - «J'ai appris une chose, déclare même le général Rabin, ministre de la Défense, responsable de la répression en Cisjordanie et à Gaza: vous ne pouvez régner par la force sur un million et demi de Palestiniens». Un symbole des changements intervenus: le vieux mot d'ordre, selon lequel "le temps travaille pour nous", si longtemps vérifié dans les faits accomplis successifs de l'expansion sioniste, apparaît soudain caduc. D'autant que, si les Juifs, actuellement les plus nombreux dans Eretz Israël (le "Grand Israël" incluant les territoires arabes occupés), ne parviennent pas à venir à bout des jeunes insurgés, qu'en sera-t-il lorsque, dans vingt ans, les Palestiniens deviendront majoritaires?

Voilà de quoi alimenter les passions des citoyens et -bientôt- électeurs israéliens. La difficulté des dirigeants travaillistes à présenter une alternative claire et nette aux extrémistes du Likoud handicape, hélas, l'affrontement des idées. L'ampleur des interrogations relève toutefois le niveau des polémiques dans lesquelles se cantonnent les grands partis. Mais, au sein de chaque famille israélienne, le problème palestinien, comme du temps de la guerre civile de 1947-1948, travaille les consciences, du moins les plus éveillées. Si bien que, paradoxalement, malgré le caractère inédit de la situation créée par l'actuelle révolte palestinienne et sa répression, les discussions qui enflamment présentement les Israéliens offrent bien des similitudes avec celles que connut le mouvement sioniste dans le passé.

Comparaison n'est pas raison, dit le proverbe. Il ne convient certes pas de pousser trop loin le rapprochement, mais la correspondance de la question posée -la "question arabe"- et des différentes réponses proposées -Eretz Israël, partage, Etat binational ou fédéral- éclaire le mécanisme sanglant qui se mit alors en place, et dont les peuples palestinien et israélien continuent de souffrir. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, il est évidemment souhaitable que le débat d'aujourd'hui tire toutes les leçons de ceux d'hier (1).

«*Nous avons l'habitude de penser que tous les Arabes sont des hommes sauvages du désert, ne voyant pas et ne comprenant pas ce qui se passe autour d'eux; mais c'est une grande faute. Les Arabes, spécialement les citadins, voient et comprennent ce que nous faisons et ce que nous voulons en Palestine (...). Si jamais nous nous développons au point d'empiéter sur leur espace vital de façon appréciable, ils ne cèderont pas facilement la place*»(2). Ainsi Asher Ginsberg, dit Ahad Haam, met-il en garde ses amis sionistes, au retour d'un voyage en Palestine, en 1891. Texte rare, s'il en est: la plupart des penseurs de l'immigration juive en Palestine ignorent alors -ou feignent d'ignorer- ce qu'ils appelleront, bien plus tard, la "question arabe". Qu'on réfléchisse d'ailleurs à cette étonnante dénomination: le renversement logique qui la sous-tend en dit long sur une des dimensions du sionisme, la dimension coloniale (3), également sensible dans la déclaration Balfour qui, le 2 novembre 1917, après avoir promis un "*Foyer national pour le peuple juif*", prévoit la protection des droits "*des collectivités non-juives existant en Palestine*" (4). A l'époque, les Juifs forment moins de 10 % de la population palestinienne...

«*Si vous jetez un coup d'oeil sur la littérature sioniste d'avant-guerre -reconnaitra Haïm Weizmann, le président de l'Organisation sioniste mondiale, en 1931-, vous y trouverez à peine un mot sur les Arabes*»(5). Il en est ainsi parce que les sionistes n'entendent pas s'embarrasser d'un nationalisme perturbant pour la réalisation de leur objectif central. La construction du Foyer national juif va, de surcroît, bénéficier des conditions plus favorables créées par la Déclaration Balfour, puis, en 1922, avec l'attribution par la Société des Nations à la Grande-Bretagne du "*mandat*" sur la Palestine. Rien ne compte alors que l'organisation de l'immigration (*l'aliya*), l'expansion territoriale et le développement économique, inséparables pour rendre viable, économiquement et militaire-

ment, l'entité dont les premiers pionniers avaient jeté les bases.

"Une terre sans peuple pour un peuple sans terre": la formule est aussi fausse qu'habile. Et pourtant le *Yichouv* (la communauté juive de Palestine) ne commencera à prendre conscience de son absurdité, après bien des incidents annonciateurs, qu'avec les révoltes arabes de 1921, 1929 et plus encore de 1936-1939. Par-delà les victimes des combats, ce sont les effets politiques et diplomatiques de ceux-ci qui préoccupent les dirigeants sionistes: car plus s'intensifie la résistance au Foyer national juif, et plus Londres, tout en réprimant les Arabes de Palestine, s'efforce d'amadouer leurs "frères" des Etats voisins. Petit à petit, les impératifs de l'alliance contre l'Axe prendront le pas, dans les positions britanniques, sur leurs promesses aux sionistes. *"Mieux vaut gagner et se parjurer que perdre"*, soutenait Lawrence d'Arabie, dont les serments aux dirigeants arabes furent, il est vrai, les premiers trahis (6).

C'est donc en fonction du problème, "stratégique", des rapports avec la Grande-Bretagne, que la "question arabe" prend, au fil des années trente, une place croissante dans les préoccupations du *Yichouv*. A l'extrême-gauche, mobilisée pour libérer le pays de la tutelle britannique, on propose lucidement mais sans grand écho de résoudre le problème en créant un Etat judéo-arabe, binational ou fédéral: c'est l'opinion du Parti communiste palestinien, unique formation judéo-arabe et qui se définit comme antisioniste, mais également de mouvements sionistes de gauche tels l'*Hachomer Hatzaïr* (Le Jeune Gardien), le *Poale Sion Smole* (Les Travailleurs de Sion de Gauche), et l'association *Brit Chalom* (Alliance de la Paix) du rabbin réformé Judah Magnès. A l'extrême-droite, en revanche, les révisionnistes entendent imposer par la force un Etat juif autoritaire, qui plus est sur l'ensemble de la terre de Palestine, Transjordanie incluse (7): ils se révoltent d'autant plus aisément contre l'"occupant britannique" que Mussolini, voire Hitler, les fascinent. Représentants de la droite "libérale", les Sionistes généraux préfèrent camoufler leur objectif d'Etat juif -dont ils excluent, eux, la Transjordanie- pour préserver l'alliance avec Sa Gracieuse Majesté, du moins jusqu'à la conquête de la majorité démographique en Palestine. Quant aux deux partis religieux, l'un (*Agoudat Israel*), antisioniste, récuse l'idée même d'Etat juif, tandis que l'autre (*Mizrachi*, l'Oriental) s'attache à réconcilier religion et nation dans le judaïsme (8).

Unifié en 1930 par David Ben Gourion, le parti socialiste (*Mapai*, Parti

des Travailleurs d'Eretz Israël) balance entre ces positions. Majoritairement, il privilégie l'alliance, au sein du *Yichouv*, avec la droite non-révisionniste, et, à l'extérieur, avec la Grande-Bretagne: il participe donc de la tactique consistant à bâtir l'Etat juif sans jamais le dire. Simultanément, sans doute pour balayer le terrain sur sa gauche, tout en reflétant les sentiments de nombre de ses adhérents, il se réclame de la perspective binationale. *«Nous n'accepterons pas, ni maintenant ni dans le futur, le pouvoir d'un groupe national sur un autre. Pas plus que nous n'acceptons l'idée d'un Etat juif, qui pourrait finalement signifier la domination juive sur les Arabes»*, assure Ben Gourion en 1931 (9). Devenu entretemps chef de l'Exécutif de l'Agence juive, il répétera en 1937, devant la Commission Peel: *«Si la Palestine était inhabitée, nous aurions demandé un Etat juif, car cela n'aurait fait de tort à personne. Mais il y a d'autres résidents en Palestine, et de même que nous ne voulons pas être à la merci d'autres, eux aussi ont le droit de ne pas être à la merci des Juifs»*(10). Ce qui ne l'empêche pas d'accueillir favorablement le projet britannique, vite oublié, de partage de la Palestine. Car, écrit-il à son fils Amos, *«un Etat hébreu partiel n'est pas une fin, mais seulement un début (...) on ne nous empêchera pas de nous installer dans d'autres parties du pays, soit en accord avec nos voisins arabes, soit par tout autre moyen»*(11).

Cinq ans plus tard, Ben Gourion emboîte le pas à Haïm Weizmann, qui fixe au mouvement sioniste la tâche *«d'atteindre leur liberté et leur auto-gouvernement en établissant leur propre Etat»* (12). Le leader socialiste vient aux Etats-Unis défendre cette orientation: *«Non pas, précise-t-il, comme un but final, mais comme un moyen de transférer, après la guerre, au rythme le plus rapide possible, des millions de Juifs en Palestine»*(13). Et de proclamer le 6 mai 1942, dans son rapport à la Conférence sioniste réunie à l'hôtel Biltmore de New York: *«Une victoire contre Hitler ne devra pas être une fin, mais le commencement d'un nouvel état de choses pour le monde et pour nous-mêmes. La réussite de notre oeuvre passée en Palestine (...) sera le roc solide sur lequel s'édifiera un commonwealth juif»*(14). Plus franc, Nahum Goldmann avoue dans ses Mémoires appartenir *«depuis de nombreuses années au groupe de ceux qui s'étaient refusés à exiger officiellement la création d'un Etat juif. Ce n'était pas, bien sûr, une position théorique, mais purement tactique»*. Goldmann, en fait, rêve déjà à la partition, mais, ajoute-t-il, *«je pensais avec mes amis qu'il était tactiquement préférable de ne pas présenter nous-mêmes cette idée»*. Seule sera donc

développée la propagande pour l'«*Etat juif, ou bien, selon l'expression plus souple que nous employons aux Etats-Unis, d'un commonwealth juif*»(15).

Si la Conférence de Biltmore adopte sans grande résistance le programme qui lui est soumis, c'est que le contexte évolue dramatiquement. Même si l'on ne sait rien encore de la *"solution finale"* mise au point secrètement, le 20 janvier 1942, à Wannsee, et donc de l'ampleur réelle du génocide entrepris par les nazis, chacun pressent l'effroyable sort des Juifs européens. Or en Palestine, au même moment, les autorités britanniques s'accrochent au Livre blanc publié en mai 1939 et toujours en vigueur: réduction brutale de l'immigration juive, limitation drastique des achats de terre, indépendance d'ici à 1949 pour une Palestine aux deux tiers arabe. Tout en demeurant allié de la Grande-Bretagne dans la guerre contre l'Axe, le mouvement sioniste prépare déjà l'autre *"guerre"*, celle qu'il livrera à Londres, s'il le faut, pour *"libérer"* la Palestine. Telle est la toile de fond de Biltmore. «*La conférence -proclame la résolution finale- demande instamment que les portes de la Palestine soient ouvertes, que l'Agence (juive) soit chargée de diriger l'immigration en Palestine et soit investie de l'autorité nécessaire pour construire le pays (...); que la Palestine soit constituée en commonwealth juif intégré dans l'organisation du monde démocratique*»(16).

A vaincre sans péril, on triomphe sans gloire. Mais la Palestine n'est pas l'Amérique. Parti binationaliste outre-Atlantique, revenu étatiste de New York, David Ben Gourion éprouvera plus de mal à rallier les sionistes palestiniens que leurs homologues américains. Certes, il peut compter sur les révisionnistes, tenants de toujours de l'Etat juif, mais dont les forces vives glissent déjà vers le terrorisme antibritannique. L'autorité de Weizmann lui garantit, en outre, le soutien des Sionistes généraux. Et, contrairement à leurs rivaux de l'*Agoudat*, les religieux du *Mizrahi* l'approuvent. Par contre, les militants d'une solution binationale, qui ne cessent de gagner du terrain, jusque dans le *Mapai*, font face.

C'est en 1939 que Hayyim Kalvaryski, l'ancien chef du *"bureau arabe"* du Conseil national du *Yichouv*, crée la Ligue pour le rapprochement et la coopération judéo-arabe. Mais son succès date de Biltmore. Hostiles au programme étatiste, des organisations influentes y rejoignent les personnalités, prestigieuses mais peu nombreuses, issues en particulier de *Brit Chalom*: après le *Poale Sion Smole*, ce sera la puissante fédération de *kibboutzim* de l'*Hachomer Hatzair* et son relais

politique, la Ligue socialiste. Réunis au sein de la Ligue pour le rapprochement, ils affirment que «*a construction de la Palestine comme patrie commune du peuple juif y retournant et du peuple arabe y résidant doit être fondée sur une compréhension et un accord mutuel durables*». Dont: «*l'acceptation du droit des Juifs à revenir dans leur patrie pour y bâtir leur vie nationale indépendante*» et «*l'acceptation du droit des Arabes palestiniens à leur vie nationale indépendante*», donc «*la non-domination d'un peuple par un autre indépendamment de leur force numérique respective*», c'est-à-dire un «*régime binational en Palestine*» (17). Le rabbin Magnès, avec son nouveau groupe, *Ihud* (Union), propose même une parité non seulement politique, mais numérique.

Deux autres forces, sans appartenir à la Ligue, appuient son action. Ferrallant contre Ben Gourion, la gauche du *Mapai* ira, avec l'appui d'une importante fraction du syndicat *Histadrout*, de la dissidence à la scission: en mars 1944, elle crée l'*Ahdout Haavoda* (Unité du Travail), co-fondatrice, en 1949, du *Mapam*. Quant au Parti communiste palestinien - essentiellement juif: les Arabes ont constitué leur propre formation en 1943-, il entend explorer la «*possibilité d'une collaboration des forces antibiltmoriennes*» (18). Sans jouer au jeu dangereux des "si...", imaginons, rien qu'un instant, que les binationalistes aient alors gagné: que de drames auraient peut-être été épargnés aux deux peuples!

Mais les partisans d'un Etat judéo-arabe, s'ils s'appuient sur des forces importantes, présentent également des faiblesses. Le traumatisme du génocide et l'angoisse pour le sort des rescapés plaident pour la solution apparemment plus rapide des étatistes. La crédibilité des binationalistes souffre de «*absence d'un partenaire arabe avec une politique franche et courageuse*» (19). Les tentatives de dialogue judéo-arabe sont écrasées dans l'oeuf, d'un commun accord, par Britanniques, dirigeants arabes et officiels sionistes, aussi inquiets les uns que les autres de l'essor significatif des actions communes aux travailleurs juifs et arabes. Enfin David Ben Gourion se livre, non pas à un échange d'idées sur le fond, mais à une campagne plébiscitaire, recourant de plus à des méthodes pour le moins expéditives, au sein de son propre parti comme dans le cadre de l'Agence juive. Ainsi les élections syndicales et politiques de 1944 accordent-elles respectivement aux étatistes 58% et 66% des suffrages du *Yichouv*, si bien que sa nouvelle assemblée entérine, par 82 voix sur 114 présents, le programme de Biltmore dans son interprétation maximaliste, c'est-à-dire écartant tout partage de la Palestine.

C'est pourtant, deux ans plus tard, vers cette solution que l'Exécutif sioniste s'orientera. Sans raconter ici au terme de quels zigzags, il importe cependant de rappeler, pour mémoire, que les biltmoriens ne forment nullement un ensemble homogène. Unis par l'idée d'Etat juif et l'action prioritaire pour y organiser sans attendre l'immigration juive, ils divergent tant sur le but précis que sur les moyens. Tandis que les plus modérés, Weizmann en tête, continuent envers et contre tout à parier sur Londres pour obtenir au terme d'une longue transition une partie de la Palestine, les plus radicaux, les révisionnistes, croient qu'ils s'empareront de toute la Palestine, Transjordanie comprise, par la seule vertu des armes.

Pour se lancer dans le terrorisme, le *Lehi* (initiales de Combattants pour la Liberté d'Israël, ex-groupe Stern) n'a même pas attendu la fin des combats au Proche-Orient -il est vrai qu'en son nom, Itzhak Shamir avait proposé une alliance au Reich... *L'Irgoun Zvai Leumi* (Organisation militaire nationale) de Menahem Begin bascule à son tour dans la violence en 1944. «*Il fallait*, expose cyniquement le lehiste Yalin-Mor, *que nous puissions convaincre le monde qu'il y avait deux forces en présence pour le contrôle de la Palestine: l'impérialisme britannique et les forces de libération nationale du peuple juif. Vue sous un tel éclairage, notre lutte ne pouvait manquer d'attirer la sympathie (...)* Mais la perspective changerait radicalement si les Arabes participaient au combat car, alors, la lutte se déroulerait entre deux adversaires, Juifs et Arabes, qui avaient des droits comparables sur le pays» (20).

Entre ces deux extrêmes, une nébuleuse balance, rassemblée autour de Ben Gourion. Dans l'espoir de s'entendre avec Londres, le chef de l'Agence juive lancera tout d'abord une chasse sans merci aux terroristes, au point de collaborer avec la répression britannique -ce sera la "Saison". Puis, déçu par le retournement de ses camarades travaillistes Attlee et Bevin, arrivés au pouvoir à Londres à l'été 1945, il ordonne dès l'automne à la *Hagana* et au *Palmah*, les forces sionistes "officielles", de prendre part à la lutte armée aux côtés des milices révisionnistes. Nouveau virage en juillet 1946, alors que le *Lehi* et l'*Irgoun* font sauter l'hôtel King Davis: à la carte militaire, Ben Gourion substitue la carte diplomatique. Car tout, désormais, dépend de Washington, où le pro-sionisme très électoral du président Truman -comme de Roosevelt avant lui- se heurte à l'orientation pro-arabe du Département d'Etat, du Pentagone et des milieux d'affaires. Pour se concilier la Maison Blanche, une

proposition de compromis apparaît opportune. Réuni en toute hâte à Paris, l'Exécutif sioniste se prononce donc, le 4 août 1946, pour l'établissement d'"un Etat juif viable dans une partie de la Palestine" (21). C'est avec cet atout en poche que Nahum Goldmann s'envole pour Washington, où, le 9 août, il arrache l'accord de Harry Truman. De fait, deux mois plus tard, le président choisit la fête juive de *Yom Kippour* -et la proximité des élections au Congrès- pour proclamer sa «conviction qu'une solution de ce type obtiendrait l'appui de l'opinion publique aux Etats-Unis». Plus: au partage proposé, dit-il, «notre gouvernement pourrait apporter son soutien» (22).

Fort de ce succès, Ben Gourion, une fois encore, fera avaliser son nouveau credo par le mouvement sioniste. Fin décembre 1946, le Congrès de Bâle consent au partage, mais par un artifice de style: il rejette un amendement précisant que la revendication d'un Etat juif, réaffirmée par la résolution finale, concerne «la Palestine toute entière» (23). Pourquoi ce curieux jeu de mots? C'est que le "bloc travailliste", déchiré par la querelle entre étatistes et binationalistes, arrive très affaibli au Congrès. Pour écarter Haïm Weizmann et son clan probritannique, le président de l'Agence juive doit par conséquent pactiser à la fois avec les sionistes des Etats-Unis, conduits par le docteur Silver, et les activistes de Palestine, emmenés par Moshe Sneh, hostiles au partage sur une base, les premiers de "droite" et les seconds de "gauche". Mais les non-dits de Ben Gourion s'inscrivent également, on le verra, dans une perspective stratégique. Dans l'immédiat, le mouvement décide de boycotter l'ultime manoeuvre de Londres, après le plan Morrison-Grady de 1946: la conférence tripartite.

C'en est trop pour Sa Gracieuse Majesté. Epuisée par la Seconde Guerre Mondiale, confrontée à l'effondrement de son Empire, isolée par les "ambassadeurs" du sionisme et harcelée par ses terroristes, acculée par la pression américaine, la Grande-Bretagne transmet, le 14 février 1947, le dossier aux Nations Unies. L'UNSCOP, la commission élue en avril par l'Assemblée générale de l'ONU, visite les camps de "personnes déplacées", les pays arabes et, bien sûr, la Palestine. Ses "auditions" là-bas donneront d'ailleurs au courant binationaliste l'occasion d'une dernière manifestation.

Bravant l'interdiction de l'Agence juive, plusieurs opposants au partage plaident devant les délégués onusiens en faveur d'une option

judéo-arabe. Meir Vilner, communiste: *«Pour une solution unitaire binationale, mais dans des conditions d'indépendance complète. Une solution fédérale agréée par les deux peuples de Palestine répondra aussi, à notre avis, à leurs intérêts communs»*. Le docteur Simon, de la Ligue pour le rapprochement et la coopération judéo-arabe: *«La solution à la situation politique dans ce pays doit être fondée sur le principe du binationalisme, à savoir la pleine égalité en droit pour les deux nations»*. Défendant la même orientation, le docteur Magnès, de l'Ihud, insiste: *«Il y a une large proportion de la population qui prône un Etat binational, et une proportion encore plus grande encore qui l'acceptera indépendamment de son opinion actuelle»* (24). Signe révélateur, l'Agence juive avait averti les représentants de l'organisation internationale que *«le programme officiel sioniste était contre la conception binationale, mais il semble que cette idée a fait une certaine impression sur la commission d'enquête anglo-américaine, et ses proportions paraissaient destinées à un arrangement de cette sorte»* (25)...

Précaution inutile: l'UNSCOP s'avère moins réceptive à l'idéal binationaliste que la commission Morrison-Grady. *«Qui voudrait et serait capable de garantir que ce qui nous est arrivé en Europe ne se reproduira pas? La conscience de l'humanité peut-elle se laver de toute responsabilité dans ce génocide? Il n'y a qu'une sauvegarde: une patrie et un Etat»* (26). Ainsi interpellés par David Ben Gourion, les délégués de l'ONU, unanimes à exiger la fin du mandat britannique, ne seront qu'une minorité à préconiser un Etat judéo-arabe; la majorité estime que le fossé de plus en plus profond séparant les deux peuples exclut une telle utopie, et appelle en conséquence l'Assemblée générale de l'ONU à partager la Palestine en un Etat juif, un Etat arabe et une zone internationale intégrant Jérusalem et les Lieux Saints. Telle sera, en effet, après trois mois de débats passionnés fourmillant de "magouilles" en tous genres, la décision de l'Assemblée générale, le 29 novembre 1947, sur fond de consensus américano-soviétique. Et, dès le lendemain, les affrontements entre Juifs et Arabes en Palestine se muent en une guerre civile qui ira *crescendo*, jusqu'à la guerre généralisée dont l'intervention des armées arabes, le 15 mai 1948, au lendemain de la proclamation de l'Etat d'Israël, donne le signal.

A la faveur de cette escalade, le vent du nationalisme, sinon du chauvinisme, emportera comme un fétu de paille un courant binationaliste -de même qu'il balayera les tenants palestiniens et arabes de la

partition. «*Il n'ya avait plus lieu de discuter de binationalisme dans le futur Etat d'Israël, qui était appelé à occuper une partie seulement du territoire palestinien. Il était évident, aux yeux des anciens tenants du binationalisme, que cet Etat devait être un Etat juif*» (27). Chacun, en effet, capitule, même le Parti communiste palestinien, converti parallèlement à l'évolution soviétique, et qui pousse le sens du symbole jusqu'à s'intituler dorénavant *Makei* (Parti Communiste d'Eretz Israël). Shmuel Mikounis, en son nom, théorise le virage: «*L'impérialisme anglais a changé d'orientation. Ce n'est plus du Yichouv qu'il se sert comme moyen de pression, mais des réactionnaires arabes*» (28). Cette dialectique -considérant, à l'instar des Soviétiques, le mouvement sioniste comme la pointe avancée du combat anti-impérialiste, c'est-à-dire antibritannique, au Moyen-Orient- sert également aux fondateurs du *Mapam*, dont le "programme d'unité" annonce que "le parti, tout en demeurant fermement hostile au principe du partage territorial, participera avec toutes ses forces à l'édification de l'Etat juif et à sa défense" (29). Le nouveau parti glissera plus loin encore, vers «*une mixture plutôt bizarre d'activisme militaire, un penchant pour l'expansionnisme et un engagement profond pour la coexistence judéo-arabe. Israël devait donc conquérir la Rive-Ouest, créer un Etat pour la population palestinienne et s'assurer qu'il serait contrôlé par des éléments progressistes qui feraient la paix avec Israël*» (30).

Les binationalistes pensèrent-ils sincèrement, se ralliant au partage, choisir le moindre mal? Estimèrent-ils que, faute d'un Etat où Juifs et Arabes coexisteraient sur un pied d'égalité, la coexistence de deux Etats sauvegarderait l'essentiel? Si oui, ils furent doublement bernés. Car David Ben Gourion ne se contenta pas d'avoir étouffé la voix du binationalisme. Tactiquement rallié au partage, le futur Premier ministre d'Israël convoitait stratégiquement un tout autre objectif.

«*Les Juifs ont accepté le partage, les Arabes l'ont refusé*»: cette version, la plus courante, de l'histoire de cette période terrible ne résiste pas à un examen sérieux. Elle ignore la responsabilité écrasante de la Grande-Bretagne, qui a saboté le plan de partage pour réduire au maximum l'Etat juif, empêcher la naissance de l'Etat arabe et préserver de la sorte son hégémonie sur la région. S'agissant des Palestiniens, elle "oublie" que la direction effectivement suicidaire de leur mouvement - décimé par la répression de la grande révolte de 1936-1939- était usurpée par le *Mufti* de Jérusalem, de retour de Berlin... Elle passe de même sous

silence les Injonctions pressantes de la Grande-Bretagne, auxquelles ont cédé ses "clients" arabes en agressant le jeune Etat juif. Elle dédouane également les grandes puissances, incapables d'imposer au printemps 1948 leur accord de l'automne 1947, pour cause de guerre froide commençante- la Palestine, de problème à régler, se transforme dès lors en instrument du combat Est-Ouest. Mais surtout elle blanchit la direction sioniste.

«En vertu du droit naturel et historique du peuple juif et de la résolution des Nations Unies, nous proclamons par le présent acte la création de l'Etat juif de Palestine qui prendra le nom d'Israël...» (31). Ainsi commence la Déclaration d'Indépendance que lit, le vendredi 14 mai 1948, à 16 heures, David Ben Gourion. Rares sont, à l'époque, ceux qui perçoivent deux importantes omissions: le texte ne mentionne en effet, ni la décision de partager la Palestine, ni les frontières du nouvel Etat juif. C'est que Ben Gourion s'y est violemment opposé, deux jours auparavant, lors de la dernière réunion du Conseil des Treize. A Pinhas Rozen, son futur ministre de la Justice, il rétorque qu'*«il n'est pas nécessaire de dire quelles sont les frontières de l'Etat»*, car, en cas de guerre avec les Arabes, *«nous les contrecarrerons, et nous occuperons la Galilée occidentale, et la voie des deux côtés de la route de Jérusalem, et tout cela deviendra partie de l'Etat, si nous avons une force suffisante. Alors, pourquoi devrions-nous nous engager?»* (32). Au terme de la guerre de 1948-1949, effectivement, les forces israéliennes occuperont bien plus que la superficie allouée par l'ONU à l'Etat juif. Et elles auront accompli un autre haut fait, que Ben Gourion a programmé, mais dans le secret le plus total: l'éviction massive des Arabes palestiniens du territoire qu'elles contrôlent.

Fuite ou expulsion? Cette vieille querelle est définitivement tranchée, et non par des militants de la cause palestinienne: ce sont des journalistes et historiens israéliens, notamment Benny Morris et Tom Segev qui, ayant eu accès aux archives, un temps ouvertes, de l'Etat d'Israël concernant cette période, concluent sans hésitation à l'expulsion systématique. Je renvoie, sur ce point, le lecteur au chapitre de conclusion de notre dernier livre, qui fait état de leurs travaux, d'ailleurs bientôt publiés. *«Je n'ai pu dormir de la nuit. Ce qui est en cours blesse mon âme, celle de ma famille et de nous tous (...) Maintenant, les Juifs aussi se conduisent comme des nazis et mon être entier est ébranlé»*, déclarera Aharon Cizling, le 17 novembre 1948, au Conseil des ministres (33)...

Quand la première guerre israélo-arabe prend fin avec la signature de l'ultime armistice, le 20 juillet 1949, l'Etat juif a augmenté d'un tiers son territoire, l'Etat arabe mort-né est dépecé par Israël, la Transjordanie et l'Egypte, près d'un million de Palestiniens ont pris le chemin de l'exil. Pourquoi n'avoir pas libéré tout le pays, demande-t-on à Ben Gourion. *«Nous risquions, répond-il, d'être encombrés d'une majorité arabe hostile. Nous étions menacés de complications avec les Nations unies et les grandes puissances et par l'effondrement du Trésor (...) Maintenant, il nous faudra travailler pendant deux ou trois générations. Quant au reste, nous verrons plus tard»* (34).

Plus tard... Sept ans après, en 1956, Israël se lance dans un second conflit avec le monde arabe. Onze ans encore, et c'est la guerre des Six-jours, qui se solde par la conquête, outre le Sinaï et le Golan, du reste de la Palestine: la Cisjordanie et la bande de Gaza. Suivront 1973 et 1982. Aux ravages humains et matériels de ces explosions générales s'ajouteront les conséquences de l'état de guerre sur la vie des peuples: le calvaire de l'occupation et de l'exil pour les Palestiniens, le mal développement pour les pays arabes, la dégénérescence d'une société israélienne dans laquelle ses pionniers ne se reconnaissent plus. A l'échelle de la région tout entière, l'humiliation des nationalismes et le freinage du développement se conjugueront dans une escalade d'extrémisme, notamment religieux, de communautarisme, de terrorisme, au point de menacer le Moyen-Orient de "libanisation"...

Voilà, schématiquement résumé, le bilan de quarante années de cette spirale folle enfantée et alimentée par la négation brutale du fait arabe palestinien. Qui osera prétendre que le jeu d'alors valait cette chandelle? Et s'il est vrai que les mêmes causes produisent les mêmes effets, alors faisons en sorte que les Israéliens méditent, entre autres, les leçons de l'erreur tragique commise par leurs aînés -de même, d'ailleurs, que les Palestiniens.

Est-il nécessaire de posséder la foi de Paul Claudel pour espérer, comme il l'affirmait, que *"le pire n'est pas toujours sûr"*?

notes

(1) Cet article s'inspire largement du dernier livre que j'ai écrit avec Alain Gresh: *Palestine 47: le partage avorté*, aux Editions Complexe, 1987. Le lecteur y retrouvera une grande partie des textes évoqués ici avec leur référence originale. Mais surtout il y percevra mieux les autres données du problème, résumées ici d'une manière plus que

schématique, compte tenu de l'objet spécifique et des dimensions limitées de cet article.

(2) Cité par Alain Gresh et Dominique Vidal, dans *Proche-Orient: une guerre de cent ans*, Mesalidor, 1984.

(3) Je soutiens, personnellement, qu'on ne peut comprendre le phénomène sioniste sans appréhender son double visage: libérateur à l'origine pour les Juifs des ghettos d'Europe centrale et orientale, et à un moindre degré pour les survivants déracinés du génocide, en même temps que colonisateur, et de ce fait partie intégrante de la stratégie impérialiste.

(4) Cité par Alain Gresh et Dominique Vidal, dans *Les 100 portes du Proche-Orient*, Autrement, 1986.

(5) Cité par Walter Laqueur, dans *Histoire du sionisme*, Calmann-Lévy, 1973.

(6) Cité par Jean-Pierre Alem, dans *Juifs et Arabes, 3000 ans d'histoire*, Grasset, 1968.

(7) En 1922, Londres a décidé d'amputer le territoire de son "mandat" palestinien de la rive orientale du Jourdain, où elle crée l'Emirat de Transjordanie, dont l'Emir sera Abdallah, grand-père de l'actuel roi Hussein.

(8) Aux élections de 1931, les résultats des principaux partis sont les suivants: 42,3% pour les Travailleurs, 9,9% pour les Sionistes généraux, 22,5% pour les Révisionnistes, 7% pour les Religieux.

(9) Cité par Aharon Cohen, dans *Israel and the Arab World*, Allen, London, 1970.

(10) *Ibidem*.

(11) Cité par Michel Bar-Zohar, dans *Ben Gourion*, Fayard, 1986.

(12) Haïm Weizmann, "Palestine's Role in the Solution of the Jewish Problem", *Foreign Affairs*, Janvier 1942.

(13) Cité par Walter Laqueur, *op.cit.*

(14) David Ben Gourion, *La Palestine dans le monde d'après-guerre*, La Terre Retrouvée, 1945.

(15) Nahum Goldmann, *Autobiographie*, Fayard, 1971.

(16) Cité par Jacob Coleman Hurewitz, dans *The Struggle for Palestine*, Schocken Books, New York, 1976.

(17) Cité par Aharon Cohen, *op.cit.*

(18) Cité par Alain Greilsamer, *Les communistes israéliens*, FNSP, 1978.

(19) Aharon Cohen, *op.cit.*

(20) Nathan Yalim-Mor, *Israël, Israël*, Presses de la Renaissance, 1978.

(21) Cité par Michael J. Cohen, dans *Palestine and Great Powers 1945-1948*, Princeton University Press, 1982.

(22) *Ibidem*.

(23) *Ibidem*.

(24) United Nations Special Committee on Palestine, *Report to the General Assembly, Vol. III, Annex A: Oral Evidence presented at Public Meetings*, U.N. Lake Success, 1947.

(25) Aharon Cohen, *op.cit.*

(26) United Nations..., *op.cit.*

(27) Peretz Merhav, *La gauche israélienne*, Editions Anthropos, 1973.

(28) Cité par Alain Greilsamer, *op.cit.* Le Maki deviendra Maki (Parti Communiste israélien) après la proclamation de l'Etat d'Israël.

(29) Cité par Peretz Merhav, *op.cit.*

(30) Tom Segev, *1949 The First Israelis*, Free Press, New York, 1986.

(31) Cité par Walter Laqueur, *op.cit.*

(32) Protocoles gouvernementaux, cités dans *Sixty Years of the Communist Party of Israël*, Tel Aviv, 1980.

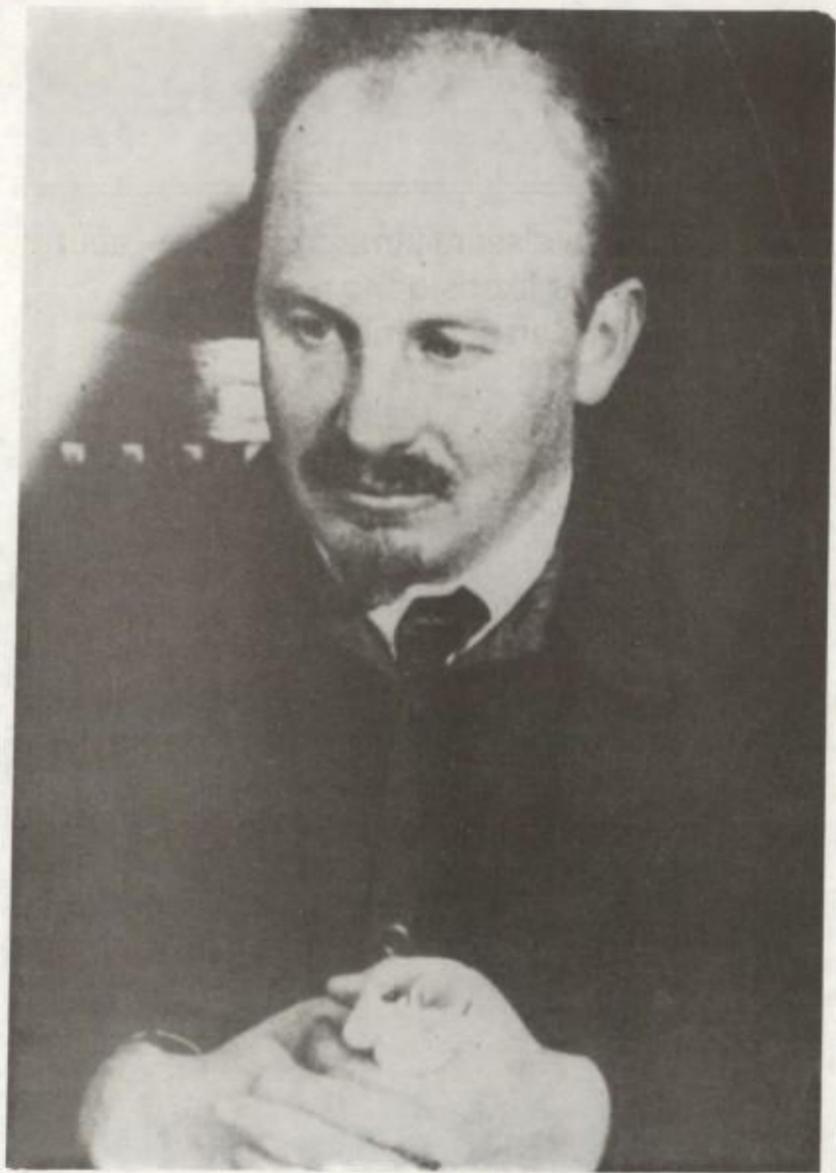
(33) Cité par Tom Segev, *op.cit.*

(34) Cité par Michel Bar-Zohar, *op.cit.*

Les CM ne paraissent jamais en juillet - août
Nous vous fixons donc rendez-vous
en septembre.

Pour la rentrée, l'équipe des CM
prépare (notamment)

- un dossier USA
- des études sur l'extrême-droite
- un débat sur la fonction des partis communistes, en Europe occidentale, à la fin du 20ème siècle
- une analyse de la situation au Chili



fusillé à moscou il y a cinquante ans, nicolas boukharine qui fut un dirigeant du parti communiste de russie bien avant la révolution de 1917, vient d'être réhabilité.

pourquoi maintenant, alors que le fils de nicolas boukharine réclamait justice dès les années soixante?

que signifie cette réhabilitation judiciaire en regard du processus de "réécriture" de l'histoire de l'urss, et singulièrement de sa période stalinienne?

c'est ce qu'essaie d'éclairer rosine lewin

la réhabilitation de boukharine un moment de la "perestroïka"

rosine lewin

Quel domaine choisir pour évoquer le développement -heurté, mais effectif- de la "perestroïka" en URSS? Les tensions entre centre et périphérie (aujourd'hui l'Arménie) ou la réforme de l'enseignement? La difficile restructuration économique ou le renouveau des sciences humaines?

Dans chacun de ces domaines, c'est une véritable bataille que se livrent forces de progrès et forces conservatrices. Ceux qui sont attentifs aux informations de provenance soviétique savent que la bataille, aujourd'hui encore incertaine, sera longue.

cinquante ans après

Nous avons pensé que l'annulation, le 4 février dernier par la Cour suprême de l'URSS, du jugement qui avait en 1938 condamné à mort Boukharine, Rykov et 19 autres révolutionnaires -était assez significative d'une évolution pour tenter de l'analyser.

Voici d'abord le texte de l'«information» datée du 5 février 1988, émanant de la Commission du Bureau politique du CC du PCUS «pour l'étude supplémentaire des documents se rapportant aux repréailles qui ont eu lieu entre les années 30 et 40 et au début des années 50»:

»La Commission a entendu, au cours de sa réunion du 5 février 1988, une information du Président de la Cour Suprême de l'URSS sur les résultats de l'examen du pourvoi formé par le Procureur général de l'URSS contre le jugement prononcé à l'encontre de N. Boukharine, A. Rykov, A. Rozengolts, M. Tchernov, P. Boulanov, L. Lévine, I. Kazakov, V. Maksimov-Dikovski, P. Krioutchkov et Kh. Rakovski dans l'affaire du "Bloc antisoviétique des droitiers et trotskystes".

»Ces personnes avaient été condamnées par le Collège militaire de la Cour Suprême de l'URSS en mars 1938 sous l'inculpation d'avoir monté pour le compte des services de renseignement de pays étrangers hostiles à l'Union soviétique une conspiration en vue de renverser le

système socialiste, social et étatique en URSS, d'avoir organisé des actions de subversion, de sabotage, de terrorisme, etc...

«Il a été établi que des violations grossières de la législation socialiste avaient été commises lors de l'enquête, que l'instruction avait été falsifiée, que des méthodes inadmissibles avaient été employées pour contraindre les accusés de passer aux aveux.

« La Commission a pris note de l'information du Président de la Cour Suprême de l'URSS à savoir que par un décret du 4 février 1988, la Cour Suprême réunie en séance plénière, a annulé le Jugement du Collège militaire condamnant N. Boukharine, A. Rykov, A. Rozengolts, M. Tchernov, P. Boulanov, L. Lévine, I. Kazakov, V. Maksimov-Dikovski, P. Krioutchkov et Kh. Rakovski et a conclu à un non-lieu pour absence de corps de délit.

«Auparavant, la Cour Suprême de l'URSS a totalement réhabilité, dans la même affaire et pour les mêmes motifs, N. Krestinski, G. Grinko, I. Zelinski, V. Ivanov, S. Bessonov, A. Ikramov, F. Khodjaev, V. Charangovitch, P. Zoubarev et D. Pletnev.

«Le Ministère Public de l'URSS n'a pas formé de pourvoi contre le Jugement prononcé contre G. Yagoda dans le cadre de la même affaire. La Commission du Bureau Politique du CC du PCUS poursuit ses travaux.»

Il aura donc fallu cinquante ans pour que soit officiellement reconnue une "absence de corps de délit".

le procès du procureur

Lors du procès de mars 1938, la culpabilité des accusés ne faisait de doute pour quasi aucun communiste au monde. Le Komintern, avec son centre à Moscou, encadrait efficacement les partis communistes: la solidarité avec l'URSS, bastion socialiste assiégé, était fervente. Et le danger nazi évident.

Ce n'est qu'après 1956 (rapport de Khrouchtchev au XX^{me} congrès du PCUS) que des communistes ont commencé à poser publiquement des questions. L'Autrichien Ernst Fisher, l'Italien Palmiro Togliatti furent parmi les premiers. Mais on notera qu'en 38, des militants socialistes tels

que Sidney et Beatrice Webb, un écrivain "humaniste" comme Lion Feuchtwanger (qui assista au procès) justifiaient sans réserve la répression, le dernier se disant convaincu que les aveux des condamnés étaient authentiques. Il écrivait à propos des accusés: «Voyez comme ils sont décontractés, comme ils parlent des choses d'une manière dépassionnée et naturelle. Si cela était une mascarade, cela aurait demandé des années de répétition, et encore, cela n'aurait jamais eu l'air aussi naturel. Ce qui est plus convaincant que tout, c'est le ton, l'attitude, les gestes des accusés...» (1)

A l'heure actuelle, un juriste soviétique du nom de Alexandre Yakovlev, lauréat du Prix d'Etat, écrit dans *Les Nouvelles de Moscou* à propos des minutes du procès: «Cette lecture me laisse un sentiment étrange, pénible. (...) Chose caractéristique pour ce procès: il est dominé, dirigé et mené par le procureur. L'accusateur dénonce et stigmatise, les autres font chorus. On n'entend pas les juges. Les avocats implorent la clémence. Il n'y a pas de débat. Pas d'objections des parties: ni arguments, ni contre-arguments, ni même étude des preuves. Ce procès se passe d'experts, l'expertise n'existe pas. A quoi bon d'ailleurs? Puisque les inculpés assument la tâche de décrire quels scélérats ils sont.» (2)

Oui, les inculpés s'accusaient des pires crimes. «La monstruosité de mes crimes n'a pas de bornes», déclarait Nicolas Boukharine.

militant en exil

Mais qui est donc Nicolas Boukharine?

Voici quelques indications sommaires pour situer le personnage.

Il est né à Moscou le 27 septembre 1888; son père et sa mère étaient tous deux instituteurs. A 17 ans, il adhère au parti bolchevik. «Ce fut l'adieu à la vie scolaire», note-t-il. Mais il entreprend des études de droit, qu'il n'achèvera pas; il est arrêté en 1909. Il semble bien qu'à l'université, son souci principal est de réussir ce qu'il appelle des "raids théoriques", savoir interrompre un cours pour en faire une critique marxiste. Relâché après quelques mois de détention, le jeune Boukharine (il a 21 ans) sera à nouveau arrêté, puis exilé en 1911 à Onega (province d'Archangelsk). Il s'évade en août 1911, et passera les années suivantes en Autriche, Allemagne, Suisse, au Danemark, en Norvège et enfin aux Etats-Unis. Il rejoindra Moscou en mai 1917.

Ces années d'exil lui permettront de beaucoup étudier, de rencontrer diverses sortes de socialistes, de ferrailler abondamment, de militer dans les rangs des groupes bolcheviks en exil. Il apparaît à l'époque comme un esprit brillant, vif, séduisant, d'une chaleureuse curiosité. Il s'intéresse aux théories sociales non marxistes qui méritent, pense-t-il, une critique rationnelle plutôt que des invectives.

C'est ainsi que Boukharine étudie les marginalistes autrichiens, se passionne pour Hilferding. Il travaille à un ouvrage qui sera terminé à l'automne 1915, mais publié seulement en 1918: "L'Economie mondiale et l'impérialisme". Lénine écrit en décembre 1915 une introduction louangeuse à ce livre, mais elle tombe dans les mains de la police et ne sera retrouvée que bien plus tard. Ce n'est évidemment pas à cela que se bornent les relations entre Lénine et Boukharine avant 1917. Relations souvent tendues, parfois dures, entrecoupées d'élan affectueux. Les divergences entre les deux hommes sont fréquentes. On retiendra le contexte de l'époque -clandestinité, exil- qui n'est pas de nature à faciliter les échanges. Pour son biographe, Stephen Cohen, un facteur négatif a pesé d'emblée sur les relations entre Lénine et Boukharine, c'est la conviction du second que le "militant" Malinovski est un agent de la police secrète. Lénine n'y croira qu'à l'heure des évidences.

Mais des positions politiques les opposent ou du moins les éloignent l'un de l'autre sur des problèmes importants: l'Etat, la question nationale. En bref, Boukharine qui consacre d'importants développements au problème de l'Etat dans son "Economie mondiale..." défend un anti-étatisme qui se réclame de Marx, mais qui apparaîtra par moments comme une manifestation d'anarchisme. Par ailleurs, Boukharine récusera comme anti-marxiste le mot d'ordre d'autodétermination. Les plus vives controverses avant 17 tourneront autour de ce problème: le nationalisme peut-il être libérateur, progressiste? A coup sûr, Boukharine est ici plus proche de Rosa Luxemburg que de Lénine. Les deux hommes se sont parfois emportés, Lénine traitant son jeune camarade d'"instable", défendant "des positions semi-anarchistes". Boukharine pour sa part se met en colère quand Lénine rejette comme "immatures" ses idées anti-étatistes. A l'obstination de l'un répond le défi de l'autre. Quand la rupture semble difficilement évitable, Lénine s'inquiète de la perte que représenterait pour le parti l'éloignement de Boukharine. Et celui-ci lui écrit (été 1916): «Je ne vous demande qu'une chose: polémiquez si vous voulez, mais ne le faites pas sur un ton qui conduirait

à la rupture. Je serai cruellement peiné, au-delà même de ce que je peux supporter, s'il nous devenait même dans le futur, impossible de travailler ensemble. J'ai pour vous le plus grand respect, je vous considère comme celui qui m'a initié à la révolution et vous aime.»

Quand Boukharine rentre à Moscou en mai 17, Nadejda Kroupskaïa lui remet un message de Lénine: «V.I. me demande de vous faire savoir qu'il ne vous est plus opposé en rien sur la question de l'Etat».

dirigeant

Très rapidement, Boukharine devient un leader national. Sa stature politique, son éloquence, sa culture le propulsent au premier rang à Moscou, il est rédacteur en chef de la *Pravda*, membre du Comité Central. Si son soutien à Lénine est acquis, Boukharine va néanmoins se dresser (avec d'autres membres du CC) contre les propositions de paix qui aboutiront au traité de Brest-Litovsk. Il reconnaîtra bientôt son erreur et soutiendra à fond Lénine dans la politique de la NEP. (Nouvelle Politique Economique). Son "ABC du communisme" lui vaut une grande popularité. En mai 1920 paraît "L'Economie de la période de transition" (dont Lénine critiquera le "sociologisme") et un an plus tard, "La théorie du matérialisme historique", où Boukharine poursuit sa quête d'une sociologie marxiste et ira jusqu'à affirmer le caractère de classe des sciences sociales. Quand la maladie frappe Lénine, Boukharine, responsable de l'idéologie, est promu membre à part entière du Bureau politique. Après la mort de Lénine, il joue un rôle important dans le débat crucial, qui connut de multiples phases, sur l'industrialisation et ses rapports avec la paysannerie. Contre ceux qui veulent "récupérer la plus-value paysanne" et réaliser l'industrialisation aux dépens de la paysannerie, Boukharine plaide pour une industrialisation qui consoliderait l'alliance ouvriers-paysans, qui éviterait les marches forcées. Petit à petit s'affirme sa conviction que la construction du socialisme n'entraîne pas une intensification de la lutte des classes. Il entend faire du parti bolchevik "le parti de la paix civile", attentif qu'il est à l'arriération du pays et à la nécessité de produire en masse des organisateurs issus de la classe ouvrière. A ses yeux, l'Etat soviétique doit avoir une fonction d'organisateur et doit réduire sa fonction répressive. Il propose une revitalisation des soviets, et écrit: «La légalité révolutionnaire doit se substituer à toutes les séquelles d'arbitraire administratif, même si elles semblent révolutionnaires». Cette condamnation explicite de méthodes propres

au communisme de guerre (auquel il avait adhéré en son temps), sa condamnation de la "dictature du prolétariat militaire" annoncent déjà de manière claire son "réformisme" ainsi que l'appellation "de droite" pour le groupe de dirigeants dont il sera le porte-drapeau.

C'est cependant ce Boukharine-là qui de 1925 à 1927, fera équipe avec Staline à la tête du parti bolchevik. Il est chargé de l'idéologie et de la politique économique; il est à la tête du mouvement de défense et d'extension de la NEP. Il dirige la *Pravda* et la revue *Bolchevik*. Il détient aussi le pouvoir au comité exécutif du Komintern. Il exerce de surcroît une influence notable à l'Institut des professeurs rouges. Avec Rykov, Premier ministre, et Tomsky, président du Conseil central des syndicats, Boukharine va bientôt constituer la "droite" du Bureau politique, la "gauche" étant incarnée par Trotski. A l'évidence, le duumvirat Staline-Boukharine est, comme le note Cohen, «une des plus curieuses alliances de l'histoire». Elle ne pouvait durer.

divergences et procès

Les divergences entre Staline et "la droite" s'accusent. Mais il faut rappeler que la "gauche" a déposé une plate-forme d'opposition en avril 1926. Cette plate-forme sera condamnée: Trotski sera exclu du Bureau politique en octobre 1926 -et du parti, l'année suivante.

Contre le trio Boukharine, Rykov et Tomsky, Staline utilise efficacement l'appareil du parti, afin de réduire leur influence. Le contexte est dramatique. Menaces de guerre, "crise du grain", disette vont mener au recours à des "mesures exceptionnelles", autoritaires. Staline les justifie au nom de l'aiguïsement de la lutte des classes. C'est sur l'extension et la systématisation de pareilles mesures que le Bureau politique se divisera, Staline l'emportant dès le début de l'année 1929. En septembre 28, Boukharine soutient encore dans la *Pravda*: «Nous vaincrons grâce à une gestion économique scientifique, ou nous ne vaincrons pas du tout.» C'était prendre publiquement le contrepied du volontarisme stalinien, auréolé d'héroïsme.

C'est donc en 1929 que, désavoués par le Bureau politique, Boukharine et Tomsky se voient retirer quelques-unes de leurs responsabilités politiques, même s'ils restent très provisoirement membres du Bureau politique. Boukharine est exclu du B.P. le 17 novembre. Une semaine plus tard, il signe avec Rykov et Tomsky une déclaration où ils donnent

raison au Comité central, reconnaissent leurs erreurs et s'engagent à combattre "la déviation de droite". Huit ans après, ils seront condamnés à mort.

Dans l'intervalle (29-33) se déroule la collectivisation des campagnes et se réalise le premier plan quinquennal (28/32). La société soviétique est complètement bouleversée. D'autant plus que se succéderont, entre 36 et 39, arrestations, déportations et exécutions, frappant surtout les cadres communistes.

Un certain combat politique se poursuit cependant au sein du Bureau politique, les "modérés" s'efforçant de limiter le pouvoir de Staline. C'est ainsi qu'au début des années trente, Boukharine, privé des pouvoirs qu'il avait détenus, est encore un symbole. Il est directeur de recherches au Conseil économique suprême; en 31, il conduit une délégation soviétique au congrès international de l'histoire des sciences, à Londres. En 32, grâce à Ordjonikidzé, il devient membre du présidium de la commission qui met en place le nouveau plan. En janvier 1933, il se livre à une nouvelle autocritique devant le comité central: il reconnaît ses fautes et "son erreur complète" pour la période 28/29. Un an après, il prend la parole au 17^{me} congrès du PC en associant critiques et félicitations à l'adresse du pouvoir. Curieusement, il se voit confier la responsabilité de la rédaction des *Izvestia*. Il aura encore l'occasion de se faire entendre et applaudir au 1^{er} congrès des écrivains (août 34). Un souci supplémentaire l'anime à cette époque: le danger fasciste: il y consacre divers articles des *Izvestia*, appelant à l'alliance des forces démocratiques. Cette apparente "remontée politique" est cependant précaire et Boukharine le sait. Le 19 août 1936, commence le procès de Zinoviev, Kamenev et de quatorze autres accusés (2bis). Certains d'entre eux mettent en cause Boukharine pour expliquer leurs "crimes contrarévolutionnaires". L'ouverture d'une enquête est annoncée. Tomsky se suicide. C'est à la session du Comité central de février 1937 que Boukharine et Rykov seront arrêtés avec l'approbation de cette haute instance.

un grand jeu tragique

Leur procès commence le 2 mars 1938. Le verdict de culpabilité est prononcé après onze jours d'audiences. Avec dix-sept de ses camarades, Boukharine est fusillé le 15 mars 1938.

Ce qui, aujourd'hui encore, stupéfie le lecteur des minutes du procès, c'est la manière dont l'accusé Boukharine -traité de chien galeux, de reptile maudit- répond au procureur Vychinski. Des aveux, certes. Effroyables: oui il a voulu restaurer le capitalisme. Oui il est criminel. Oui, il a trahi, organisé des groupes terroristes. Mais quasi dans le même temps, il parvient à tenir tête à Vychinski. Il truffe son "autoréquisitoire" de vérités accablantes pour le pouvoir. Il rappelle que trois mois durant, il a refusé d'avouer quoi que ce soit. Il dénonce "l'exploitation militaro-féodale de la paysannerie". Il proclame: «Les aveux des accusés ne sont pas obligatoires. L'aveu des accusés est un procédé moyenâgeux». Il refuse énergiquement d'endosser l'accusation d'avoir attenté à la vie de Lénine. De même rejette-t-il l'accusation d'espionnage. Il se permet de faire la leçon au procureur qui lui enjoint de répondre par oui ou par non à une question. «Il est des faits qui existent, dit-il, sans pour cela entrer dans la conscience d'un homme. C'est le problème de la réalité du monde extérieur. Je ne suis pas un solipsiste.» Il invoque Spinoza, Hegel. Au terme de sa dernière déclaration, il dira: «La question n'est pas dans les tribulations personnelles d'un ennemi repent, mais dans l'épanouissement de l'URSS, dans son importance internationale». C'est un grand jeu tragique qu'il joue, le jeu codé d'un accusé qui se sait condamné.

Car avant de se rendre à la session du Comité central dont il ne reviendrait pas, Boukharine avait laissé à sa jeune épouse, Anna Larine, (fille de bolchevik) un message qu'elle apprit par coeur et où il dit à la fois son impuissance devant une "machine infernale", sa totale innocence des crimes qui lui sont imputés, et sa confiance dans l'avenir. «Sachez, camarades, que sur ce drapeau que vous porterez dans la marche victorieuse vers le communisme il y a aussi une goutte de mon sang,» sont les derniers mots de ce message.

Anna Larine et son fils Youri (qui avait deux ans à la mort de son père) ont, depuis 1961 tenté d'obtenir la réhabilitation de Nicolas Boukharine. Ces efforts demeurés vains, furent relayés en 1978 par Enrico Berlinguer et la Fondation Russel présidée par le Britannique Ken Coates. (3)

C'est le tournant de 1985 et le 27^{me} congrès du PCUS qui, en mettant à nu les problèmes de fond de la société soviétique, ont rendu possible la réhabilitation judiciaire de Boukharine. Judiciaire: en effet., sa réintégration posthume dans le parti est encore à l'étude. Peut-être faut-il rappeler que Boukharine est un bolchevik parmi d'autres: ni superman,

ni pape. Un militant, un dirigeant -à une époque où le métier de militant était terriblement difficile et dangereux.

débat âpre, débat public

On comprend que sa réhabilitation même tardive -et au delà du cas Boukharine- la réécriture de l'histoire, la traque aux "taches blanches" de cette histoire, bouleversent un certain nombre de citoyens soviétiques. Plusieurs générations on été éduquées dans et par cette histoire tronquée et falsifiée. Aujourd'hui, les "traîtres" reçoivent l'hommage de juristes, d'historiens. Comment s'y retrouver? Comment faire la part des mérites et des crimes de Staline? Le débat est vif, âpre même. Il est public.

Youri Afanassiev, recteur de l'Institut d'histoire et des archives de Moscou, y prend une part active. Il veut voir dans l'histoire "un élément essentiel de l'écologie sociale.

»Le mutisme est la première plaie de notre science historique et de notre conscience sociale dont nous devons guérir dans les années qui viennent, comme le CC du PCUS nous y invite. Ce qu'il nous faut, c'est la vérité pleine et entière. Mais notre production historique présente d'autres maladies sérieuses. Jusqu'à une date récente, jusqu'à l'assemblée plénière d'avril (1985), notre société présentait censément une totale cohésion. En vérité, il ne s'agissait que d'une cohésion imaginaire, proclamée; dès que le vent de la transparence s'est mis à souffler, que chacun a eu la possibilité d'être lui-même, on s'est rendu compte que les gens étalent très différents, pas seulement en surface mais aussi au fond.

»Est-ce un mal? Pour ma part, je pense que c'est une bonne chose. Mais pour que nous nous acceptions tels que nous sommes, il faudrait que nous ayons à l'égard de nos contradicteurs, une attitude qui corresponde aux grands principes de la méthode historique marxiste. Ces principes présupposent notamment qu'une cohésion authentique ne peut se fonder que sur les différences mais, aussi paradoxal que cela puisse paraître, nous ne sommes pas habitués à cela. Il nous faut donc apprendre à vivre en assurant l'unité de notre société tout en consolidant les forces dont elle a tant besoin.»(4)

Dans une interview à *Sovietskaia Kultura*, le même Afanassiev

déclare: «Les bons livres d'histoire sur la période soviétique sont à compter sur les doigts. L'historien doit avoir le droit moral de brosser un tableau véridique, complet de la société où nous vivons, avec tous ses problèmes. Or, ce droit ne se conquiert qu'en combattant ceux qui vouent l'histoire en tant que science à la passivité sociale et à ses maux, comme par exemple l'inertie. Nous autres historiens, ne gagnons rien à considérer la société de l'extérieur. La restructuration est encore à faire dans notre profession.

«Nombre de mes collègues et moi-même pensons que pour soigner les maux dont souffre la société, l'on doit commencer par lever les obstacles bureaucratiques qui empêchent la recherche historique de progresser. Il s'agit là d'une tâche particulièrement ardue». Youri Afanassiev ajoute: «... Il faut lire Marx et Lénine et non pas des manuels et des commentaires; alors ils ne sont plus nos "maîtres", mais nos interlocuteurs éternels. La lecture de leurs oeuvres nous éveille intellectuellement, nous oblige à faire un effort de réflexion.» (5)

Même ton, même orientation chez Alexandre Iakovlev, membre du Bureau politique du parti communiste soviétique. Il écrit, entre autres choses, dans la revue *Kommunist*(N° 8-1987): «Dans les sciences historiques, un grand nombre de chercheurs se spécialisent dans la dénonciation des conceptions pseudo-scientifiques des auteurs bourgeois, sans s'occuper eux-mêmes de l'étude des sources et de l'élaboration d'idées scientifiques, de la réinterprétation critique des notions caduques.»

Et plus loin: «Il convient de recommencer l'éclairage d'un grand nombre de périodes importantes et complexes de l'histoire du parti, en tirant de chacune d'elles les leçons nécessaires, en s'en tenant rigoureusement au principe de l'historisme, au principe de la vérité. Dans les conditions spécifiques de la restructuration, la connaissance approfondie du passé est un soutien inestimable pour la connaissance du présent et du futur.»

Et Alexandre Yakovlev de plaider pour "le développement de la démocratie dans la science et de l'éthique des chercheurs.

affrontement

Enfin, un assez récent affrontement entre une "lettre à la rédaction", publiée par le quotidien *Sovietskaïa rossia* et la longue réponse fournie par la *Pravda*, indique l'ampleur du débat. L'organe du PC acte que "probablement pour la première fois", les lecteurs soviétiques trouvent dans une forme aussi concentrée "une négation de l'idée même de renouveau". Bien entendu, dans cette "négation", se trouve remis en question le regard critique porté sur l'oeuvre de Staline. La *Pravda* observe: «Restant infailliblement fidèles à la vérité historique, nous nous devons de reconnaître tant la contribution incontestable de Staline à la lutte pour le socialisme et à la défense de ses conquêtes que les fautes politiques grossières et les actes d'arbitraire que notre peuple a payés trop cher et qui se sont péniblement répercutés sur toute la vie de notre société. Il arrive cependant d'entendre que Staline n'était pas au courant des actes d'arbitraire. Si, il l'était et, qui plus est, il les organisait et les orchestrait. Ceci est déjà prouvé aujourd'hui. Et la faute de Staline, comme celle de son entourage immédiat, vis-à-vis du parti et du peuple, pour les repréailles massives et les innombrables actes d'arbitraire est immense et impardonnable.»

Dans Les Nouvelles de Moscou du 24 avril, on pouvait lire sous la signature de Borchtchagovski: «Non, le Socialisme et le Stalinisme sont deux notions incompatibles.»

Le débat/combat se poursuit.

notes.

(1) *L'Affaire Boukharine* par Y. Blanc et D. Kaisergruber, Maspero 1979, pages 121/122

(2) *Les Nouvelles de Moscou* 14/2/88, page 15

(2 bis) Ce procès n'a pas encore fait l'objet d'un réexamen, du moins à notre connaissance. Pour ce qui est de Trotski, la question d'une procédure judiciaire ne se pose pas formellement, puisqu'il n'y a pas eu procès, mais assassinat (au Mexique en 1940). Il s'agit plutôt de lui restituer dans l'histoire de l'URSS la place qui lui revient.

(3) La pétition adressée au gouvernement soviétique et lancée il y a dix ans par la Fondation Russell portait notamment trois signatures recueillies en Belgique: Celles de Pierre Joye, Marcel Liebman et Ernest Mandel.

(4) Leçon inaugurale de rentrée universitaire, 1^{er} septembre 1987-Traduction de la *Komsomolskaïa Pravda* par "La Documentation Française".

(5) *Sovietskaïa Kultura* du 27 mars 1987, traduction de la revue soviétique "Socialisme: Théorie et pratique".

NOTE SUBJECTIVE SUR UN DEBAT DES C.M.

Quelques graves questions ont dominé le débat, organisé le 5 mai à Bruxelles par les CM, avec Albert Carton, Geroges Debunne, Guiseppe Fajertag et Jean-Claude Vandermeeren. (x) Il s'agissait pour l'essentiel de la politique industrielle de la Société-Générale -nouvelle- manière.

Comment transformer en actions populaires, en actions efficaces, la déclaration commune FGTB/CSC qui a défini le 18 mars dernier les objectifs du monde du travail, face à une SG restructurée et transnationalisée? Comment imposer un minimum de transparence au processus de concentration économique et financière? Plus précisément, comment déplacer le lieu de négociation entre interlocuteurs sociaux -de l'entreprise, où veut la confiner le patronat- au niveau du groupe financier, détenteur du pouvoir de décision? Comment mobiliser, au-delà des frontières des entreprises et des secteurs, cadres, employés et ouvriers, ainsi que l'opinion publique, pour affronter ce pouvoir de décision? Comment amener le futur gouvernement Martens-Spitaels à agir pour résorber le tragique retard des forces sociales -morcelées, démoralisées- sur des forces financières agressives?

Aucun des invités des CM n'a tenté d'escamoter les faiblesses du mouvement syndical. Le diagnostic a été sévère. Structures et frontières syndicales inadaptées aux mutations du monde économique, lequel s'est à la fois concentré et mondialisé. Absence de conscience européenne et absence de "conscience de holding", c'est-à-dire atteintes graves à la solidarité interprofessionnelle. Absence de politique de relations publiques. Incapacité de faire appliquer même des dispositions légales quand celles-ci gênent le patronat...

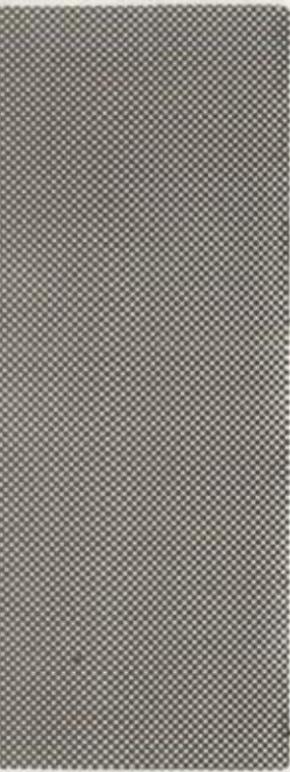
Sur le plan européen, un Parlement encore trop peu dynamique malgré de récents progrès, une Confédération européenne des syndicats encore disparate et privée de compétences de négociation.

Faut-il conclure de tout cela que les jeux sont faits et les syndicats voués à une impuissance sans appel? Ce n'est pas la conclusion des CM. Nous pensons que la mise à nu des faiblesses de la gauche est un préalable à la correction de ces faiblesses. Nous sommes convaincus que ce type de débat correspond à un besoin. Non seulement pour procéder à un inventaire critique, mais aussi et surtout pour tracer des perspectives à moyen terme et des voies d'accès à ces perspectives.

Nous reprendrons ce dossier dans nos prochaines livraisons, cette note étant par sa concision même, incomplète et subjective.

r.i.

(x) Carton est secrétaire national de la Centrale des employés (CSC), Debunne, ancien président de la CES, Fajertag chercheur à l'Institut syndical européen et Vandermeeren, secrétaire national FGTB.



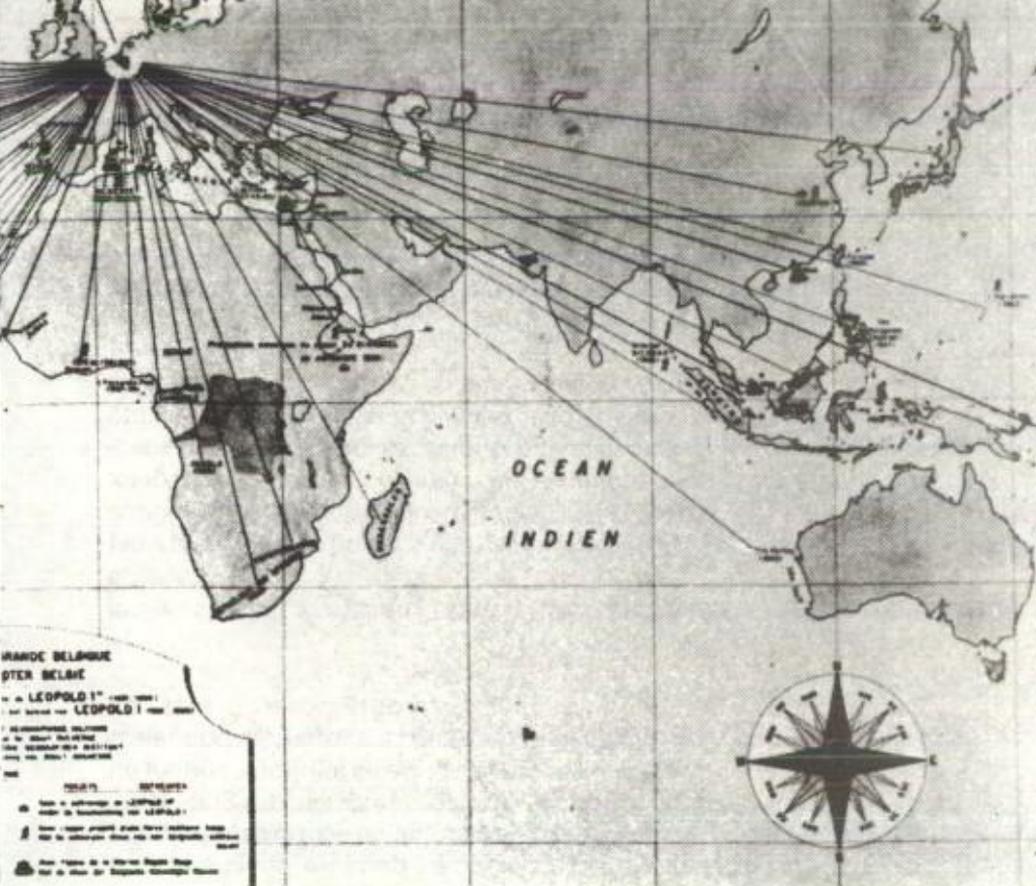
VERS UNE PLUS GRANDE CROISSANCE

Plan de développement économique et social
pour l'Amérique latine et les Caraïbes

Le Plan vise à accélérer
le développement économique
et social de l'Amérique latine
et des Caraïbes.

LES OBJECTIFS

- 1. Accroître le PIB de 2 à 3% par an.
- 2. Réduire le chômage de moitié.
- 3. Améliorer les conditions de vie de la population.
- 4. Promouvoir l'industrialisation.
- 5. Favoriser le commerce extérieur.



Voici la première partie d'un texte sur certains aspects de l'historiographie de l'Afrique, que nous a confié Jacques Depelchin, chercheur à l'Université de Berkeley (USA).

L'eurocentrisme pèse très lourdement sur la conception et l'écriture d'une histoire de l'Afrique. C'est ce que montre l'auteur, en éclairant l'impact des tensions Est-Ouest sur l'histoire des luttes de libération nationale, singulièrement en Afrique du Sud.

comment on écrit l'histoire de l'afrique.

jacques depelchin

l'anticommunisme et les essais de réécriture des processus de libération nationale en afrique du sud.

L'accession au pouvoir d'idéologues de droite tels que Reagan et Thatcher a remis en évidence cette sorte d'anticommunisme rabique qu'on n'avait plus guère rencontré depuis les beaux jours du mac-carhsme aux Etats-Unis. Il serait néanmoins erroné d'identifier ces deux personnages avec la croisade anticommuniste de droite. Le régime d'apartheid d'Afrique du Sud a, depuis 1948, joué un rôle dirigeant à cet égard, en fondant sa législation discriminatoire sur "la nécessité de défendre la démocratie occidentale contre l'expansioisme soviétique".(1)

S'il est vrai que les U.S.A. peuvent se vanter de disposer du réseau de communication le plus sophistiqué qui ait jamais existé, ils pourraient aussi se targuer d'avoir la population la moins bien informée, surtout en ce qui concerne la politique étrangère du gouvernement des Etats-Unis. La valeur éducative de n'importe quelle information est moins importante que sa valeur marchande. Dans une société dominée par le message publicitaire, l'étiquette (le slogan) est devenue plus importante que ce qui se trouve derrière, d'où l'usage et le l'abus de formules simplistes d'anticommunisme, fort répandues actuellement.

L'idée de rédiger le présent article est venue pour une grande part de la livraison 1984 de *Socialist Register*, consacré à ce thème. Malheureusement, elle ne fournissait aucun article sur l'anticommunisme en Afrique, même si on y trouvait des références à des événements survenus sur le continent africain, et directement liés au thème traité -et il n'y avait pas, de la part des responsables de la revue, une tentative d'expliquer cette lacune. Notre essai pourrait être considéré comme un effort pour contribuer partiellement à l'histoire d'un continent beaucoup trop peu étudié. Comme dans les articles publiés par *Socialist Register*, celui-ci examinera comment l'anticommunisme a contribué à empêcher une compréhension plus sérieuse des processus qui se sont déroulés sur le continent.

Un des problèmes centraux du débat sur communisme et anticommunisme procède de l'histoire de l'après-guerre 40-45, et de la confrontation des superpuissances, confrontation qui a mené à une sorte d'approche néocoloniale de l'histoire des anciennes colonies. Alors que sous le régime colonial, leur histoire était ignorée ou écrite dans une perspective colonialiste, à l'heure de la domination des super-grands, l'histoire des anciennes colonies et de tous les pays du tiers monde a servi d'aliment au conflit Est-Ouest et mis aux prises d'une part les U.S.A. et les autres puissances occidentales, d'autre part l'U.R.S.S. Du point de vue de l'histoire de ces pays, le résultat n'est pas différent de celui qui prévalait lors de la domination coloniale: elle est marquée par l'ignorance, la négligence, d'énormes contrevérités.

A cause de ce clivage imposé, tout pays du tiers monde qui cherche à établir sa souveraineté et entend la faire respecter, est immédiatement jugé en fonction de ce clivage et non selon les règles et principes du droit international. L'anticommunisme a été beaucoup plus virulent dans d'anciennes colonies, précisément parce que leur lutte de libération nationale a été automatiquement analysée en termes de confrontation Est-Ouest, et non en termes de revendication de souveraineté nationale. Ce cadre Est-Ouest d'analyse est de plus en plus anachronique, mais - comme l'ont montré l'administration Reagan et le régime d'apartheid - il peut encore être employé avec efficacité pour apporter ravages et destruction aux peuples qui refusent d'être vus au travers de ce prisme.

Cet article est écrit (janvier/juin 87) dans un contexte dominé par des tentatives vigoureuses et parfois brutales de l'administration Reagan et du régime d'apartheid pour mener une campagne d'intimidation envers ceux qui pensent qu'il n'est plus acceptable de subir les lois et règlements imposés et maintenus au moyen de la force, par les détenteurs de la propriété et du capital en Afrique du Sud.

Cette campagne n'est pas concentrée seulement sur l'Afrique du Sud et - avec des hauts et des bas - elle sévit depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Un des mots d'ordre de cette campagne est l'anticommunisme. Sa manifestation la plus récente a surgi en Afrique du Sud, par la présentation de l'ANC comme une organisation dominée et/ou dirigée par des membres du PC d'Union sud-africaine. Le procédé n'est pas particulier à l'Afrique du Sud. Mais dans ce cas-ci, l'accusation

acquiert une certaine apparence de crédibilité, par le fait qu'existe un PC d'Union sud-africaine. Prémisse essentielle à cette crédibilité: l'idée qu'une organisation communiste ou prétendant mener à une société communiste engendre la peur. Si bien que quand des journalistes rencontrent des dirigeants de l'ANC qui sont en même temps membres du Parti Communiste, (c'est arrivé souvent ces derniers temps) ils se croient obligés de souligner que ces gens ne sont pas aussi épouvantables qu'on l'avait dit. Relatant une rencontre avec Joe Slovo à Lusaka, Allister Sparks écrivait il y a peu: *"Comme homme et comme politicien, il ne correspondait pas à son stéréotype. L'ogre est apparu comme un homme spirituel et charmant"*.(2)

Stéréotypes et étiquettes sont économiquement et techniquement d'agréables raccourcis pour les producteurs d'information plus préoccupés de rentabilité que d'analyse de ce qu'un stéréotype ou une étiquette peuvent cacher de complexe et de subtil. Cette situation résulte notamment de la transformation des conditions de production et de reproduction du savoir en général, et de la connaissance de l'histoire en particulier. On peut en voir des exemples aux Etats-Unis. Le pays doté du réseau d'information le plus dense et le plus sophistiqué du monde ne peut informer convenablement de ce qui se passe en Afrique du Sud parce que le contenu de l'information constitue un acte d'accusation pour ceux qui contrôlent les médias.

Sans entreprendre ici l'étude des luttes de libération en Afrique du Sud, nous voudrions situer l'anticommunisme, en vogue en Afrique du Sud, dans une perspective historique, et montrer que l'anticommunisme, pratiqué parfois comme une fin en soi, fait partie de l'arsenal économique, social, politique et idéologique des puissances coloniales pour écraser les luttes de libération nationale. Quand il ne fut pas possible de les arrêter, les puissances coloniales et leurs alliés entreprirent des interventions contre les pays qui tentaient de se soustraire au joug colonial.(3)

Là où le communisme ne pouvait être mis en cause, on se servit d'un autre épouvantail. Ainsi, pendant un temps, le Département d'Etat des U.S.A. aidé par le gouvernement belge, tenta de présenter Patrice Lumumba, Premier Ministre du Congo en 1960, comme un homme piégé par l'Union Soviétique, plutôt que comme un héros nationaliste.(4) Quand il devint évident qu'il n'existait pas de preuve des liens qu'aurait

Lumumba avec une organisation communiste ou socialiste, une autre image de Lumumba fut diffusée: celle d'un personnage psychologiquement instable, mégalomane, violent. Tous ces qualificatifs devaient produire le même effet que l'étiquette communiste, c'est à dire la peur.

C'est qu'invariablement, au coeur de l'anticommunisme, on retrouve la même volonté: faire peur. Dans un article consacré à la politique étrangère des Etats-Unis, Richard Falk cite un propos d'un conseiller éminent de la Maison Blanche, disant: "Les hommes de Reagan sont venus à Washington avec la conviction que leur devoir était de faire peur au peuple américain."(5)

Dans le cas de l'Afrique, la peur du communisme a été combinée à une description d'un environnement aussi terrifiant qu'hostile, et par une présentation des Noirs comme de sauvages assoiffés de sang.(6) Plus récemment le SIDA est venu alimenter cette image de l'Afrique; on a prétendu que le mal venait d'Afrique, alors qu'une étude sérieuse du *New Scientist* souligne qu'aucun argument scientifique n'étaye cette thèse. (26 mars 1987)(7) Encore faut-il pour être efficaces, que ces images se voient offrir des antidotes. En matière d'environnement, les antidotes vont de l'histoire des "découvertes" de l'Afrique, aux récits exaltant l'ingéniosité de l'homme blanc, sa capacité de venir à bout des dangers de la jungle, comme dans les films de Tarzan, en passant par les formulations euphémiques sur la mission civilisatrice (son développement dira-t-on aujourd'hui) des la colonisation. Et pour rendre tout cela convaincant, on a simplifié les histoires de sociétés africaines jusqu'à les déformer complètement. Ainsi, quand Tarzan se balance d'un arbre à un autre, cela peut faire sourire ceux qui savent que les Africains ne vivent pas dans les arbres, mais cela laisse sans doute chez des spectateurs une impression durable sur l'inhérente arriération des Africains. Le but des films sur Tarzan -comme de l'anticommunisme- rejoint la constante préoccupation des missionnaires religieux et laïques: sauver les Africains d'eux-mêmes. C'est ainsi que sauf rares exceptions (par exemple Las Casas), la hiérarchie catholique a considéré l'esclavage comme positif, puisqu'il a sauvé les Africains du paganisme.

Jadis anxieuse de sauver l'Afrique du paganisme, l'Europe occidentale semble aujourd'hui anxieuse de la sauver du communisme (ou du socialisme). Mais l'objectif est toujours le même: ravir le pays aux Africains. Un quart de siècle après leur indépendance, les Africains, dotés

d'une Bible, se trouvent eux-mêmes trop faibles pour brandir cette bible, et reçoivent la charité -grâce à des affiches et des films montrant des enfants affamés. Alors que certains historiens académiques pensaient qu'ils participaient à un processus de décolonisation de l'histoire africaine, les anciens colonisateurs et leurs nouveaux alliés (certains issus des anciennes colonies) s'affairaient à empêcher la décolonisation. Dans cette entreprise, leur appui le plus systématique et le plus constant a été le régime d'apartheid d'Afrique du Sud.

Comme l'ont souligné dans leur introduction les éditeurs de *Socialist Register* en 1984, l'anticommunisme s'est nourri non seulement des fantasmes de l'extrême-droite, mais aussi de l'histoire véritable du stalinisme en Union Soviétique. Il faudrait y ajouter, au moins pour les Etats-Unis les traumatismes -cicatrices et peurs- laissés par l'expérience du maccarthysme. La crainte du communisme a trouvé une pâture dans l'identification du communisme avec les pires aspects de la période stalinienne, oubliant le rôle crucial joué par Staline et le peuple soviétique dans la défaite du fascisme. Tant qu'on ne retient que l'aspect répressif de cette période, on laisse peu d'espace à une vision globale des réalisations des peuples soviétiques. Et il devient alors plus facile d'établir un signe d'égalité entre communisme, violence et terreur.

L'objectif idéologique central de l'anticommunisme a été de choisir ce seul aspect de l'histoire des mouvements communistes, aspect hautement condamnable, et ensuite de réduire le communisme à ce seul aspect. Quel que soit l'avis qu'on se fait sur les dirigeants communistes, de Lénine à aujourd'hui, on ne peut gommer un fait: que cela plaise ou non, le communisme constitue une part intégrante des luttes historiques menées par les peuples exploités et opprimés contre leurs exploiters. C'est bien en raison de cette très longue histoire que l'on peut dire que l'anticommunisme est plus vieux que le communisme lui-même. (8) En d'autres termes, l'anticommunisme n'est qu'un des moyens par lesquels les détenteurs du capital et de la propriété ont cherché à maintenir leur suprématie économique, sociale, politique et idéologique. Le débat entre communistes et anticommunistes ne peut escamoter les combats fondamentaux pour une société plus équitable, pour des relations visant à éliminer toute forme de répression ou d'oppression. Il n'est pas nécessaire d'être communiste pour souscrire à pareils objectifs.

La situation en Afrique du Sud n'est pas très différente aujourd'hui de

celle qu'ont connue au début des années soixante nombre de colonies européennes se battant pour -et conquérant leur indépendance: les mouvements ou les organisations politiques qui refusaient de s'accommoder de la conception colonialiste de l'indépendance se voyaient dotés de toutes sortes d'épithètes négatives. On prédisait mort et ruine aux pays qui osaient emprunter un autre chemin que celui qu'avaient tracé les anciens maîtres. Et dans une certaine mesure, nombre de ces prédictions se sont vérifiées. Mais il est rare qu'on analyse comment on en est venu là, par exemple sur le plan économique, et les analyses entreprises se bornent à aligner des affirmations péremptoires. Il est vrai que juxtaposer des images ou des mots constitue une des techniques les plus efficaces pour vendre des produits via la publicité télévisée. Ayant démontré leur efficacité dans le commerce, ces techniques sont de plus en plus utilisées pour la vente de toutes sortes de connaissances, y compris les connaissances historiques. Mais cela exige un emballage commercial, et l'emballage exige des étiquettes. Des étiquettes aux stéréotypes, la distance n'est pas grande. Et puisque dans un certain monde nord-américain, "communisme", "marxisme", "socialisme" équivalent à des maladies mortelles, il devient tentant de coller ces étiquettes à n'importe quel mouvement politique qui ne se conforme pas à l'idéal américain, permettant ainsi leur destruction et mise à mort. C'est ainsi que dans une récente interview, Edgar Chamoro, un leader des "Contras" a déclaré à propos du sandinisme au Nicaragua "Nous devons les appeler communistes pour pouvoir les tuer".

La situation actuelle en Afrique du Sud et les alliances qui se sont nouées semblent indiquer un lien entre les virulentes attaques anticommunistes d'aujourd'hui et le refus des anciennes puissances coloniales et de leurs alliés d'accepter les pleines conséquences des luttes anticoloniales du dernier demi-siècle. L'enjeu est important non seulement par rapport à l'Afrique du Sud, mais aussi parce que la confrontation actuelle aura un impact sur la manière dont seront écrites les histoires de libération nationale. De fait, on peut montrer que les objectifs essentiels du massacre en cours en Afrique du Sud sont d'anéantir les succès obtenus par les luttes et ensuite de faire croire que toute l'histoire des libérations nationales n'a été que des mots, un mirage.

Or, en tous cas en Occident, la pratique de gommer et de réécrire l'Histoire est le plus souvent perçue comme le fait d'historiens soviétiques ou d'historiens des partis communistes. Il s'agit assurément

d'une schématisation extrême, mais il ne suffira pas, pour y répliquer, de dire que pareille pratique existe des deux côtés d'une frontière idéologique. Réécrire l'histoire peut se faire de diverses manières et ne nécessite pas toujours qu'on fasse préalablement table rase. Et gommer l'histoire peut s'effectuer sans qu'il ne faille manipuler textes ou photographies. Le régime d'apartheid par exemple, incapable de réduire au silence les oppositions qui se manifestent à l'intérieur et en dehors de ses frontières, a recours à une tactique et une législation de type nazi, savoir la prise en compte d'une seule face de l'histoire. Aussi Alan Boesak avait-il parfaitement raison de suggérer (en février 1987, lors d'une visite à San Francisco) que le moment était venu pour les journalistes de se demander s'ils devaient continuer à produire des récits insignifiants approuvés par le pouvoir -ou s'en aller.(9) Etant donné la manière dont les médias rendent compte de ce qui se passe en Afrique du Sud, il importe d'analyser de manière critique non seulement les événements, mais davantage encore les moyens, les méthodes et la forme utilisés pour relater les événements. Comme nous l'avons dit, l'emballage de l'information, c.à.d. les paramètres qui aident à vendre l'information, deviennent beaucoup plus importants que sa substance. Ce phénomène n'est d'ailleurs pas aussi nouveau qu'on pourrait le croire. Pendant la période dite des découvertes, les connaissances sur l'Afrique étaient déformées. Aujourd'hui les moyens de diffusion ont changé, mais on amène les téléspectateurs à se considérer encore comme des "découvreurs" de l'Afrique. Le divorce entre les images et les conditions dans lesquelles elles sont reçues ne saurait être plus complet.(10)

On peut vérifier sur pièces comment les impératifs économiques du marché de l'information transforment la production du savoir historique. On peut aussi s'apercevoir que l'histoire est transformée en une denrée mercantile. Or ce qui doit être examiné, ce n'est pas tant ce qui est visible, mais les processus qui au travers de faits qu'ils soient éphémères ou spectaculaires, finissent par déterminer les questions essentielles à propos des luttes en Afrique du Sud. L'histoire académique est encore fort influencée par des méthodes de recherche du 19^{me} siècle, alors que l'appareil critique reste loin en arrière sur les moyens technologiques qui sont actuellement au service du savoir historique.

(à suivre dans prochaine livraison des CM)

(traduction de l'américain par les C.M.)

notes.

(1) En substance, ce texte a été inspiré par les travaux menés au cours du séminaire d'histoire du Centre d'études de l'université Eduardo Mondlane. Certaines des idées qu'il présente ont fait l'objet de discussions avec Aquino de Bragança, tué le 19 octobre 1986, lors de l'accident d'avion où périt le président Samora Machel. Pauline Wuytu et Ed Ferguson m'ont fait des suggestions à la lecture d'une première version. Je les remercie de leur aide et de leur souci de mettre en commun leurs accords et désaccords.

(2) Un bon exemple de cette approche est fourni par l'article d'Allister Sparks sur le leader de l'ANC Joe Slovo "Bogyman shifts on the sands of time" (Un épouvantail se déplace sur le sable du temps), publié dans *l'Observer* de Londres, le 1er mars 1987, et reproduit dans *Facts and Reports on Southern Africa*, mars 1987, E II.

(3) De l'importante littérature sur le sujet, retenons comme point de départ *In whose interest?* (Dans l'intérêt de qui?) - Institute for Policy studies, Washington DC, 1984 - et *The Political Economy of U.S. Policy towards South Africa* (Les fondements économiques de la politique des Etats-Unis envers l'Afrique du Sud) Westview Press, Boulder, London, 1985.

(4) Pour un examen détaillé de ceci, on consultera notamment *Congo Cables* (Télégrammes congolais) de M. Kalb, New York, 1983.

(5) Richard Falk "The failure of american foreign Policy to adjust to the end of postwar world" (L'échec de la politique extérieure américaine à s'adapter à la fin de l'après-guerre) dans *Current Research on Peace and Violence* (Recherches contemporaines sur la paix et la violence) 2-3/1983, p. 87

(6) Quoiqu'il ne se centre pas sur cette idée, *The Lure of Africa* (Le piège africain) de Edward H. Mc Kinley (Bobbs-Merryl, N Y , 1974) la renforce immanquablement, par exemple dans le passage suivant (pages 15-16) : "L'Afrique tropicale a toujours paru interdite au monde extérieur .. Vers 1880, la Sierra Leone était connue comme "la tombe de l'homme blanc ... L'honnêteté force à préciser que la plupart des Africains, particulièrement dans les zones rurales, voyaient un danger dans l'homme blanc : on disait aux petits enfants de bien se comporter pour que l'homme blanc ne vienne pas les enlever. Rationnellement toutefois, cette crainte se justifiait davantage, vu l'histoire de l'esclavage."

(7) Voir en particulier l'article du Dr Jonathan Mann "AIDS in Africa" (Le SIDA en Afrique) pp. 40-43. Le Dr Mann dirige le programme spécial sur le SIDA de l'Organisation mondiale de la Santé.

(8) Rudi Van Doorslaer, "Anticommunist activism in Belgium" (L'activisme anti-communiste en Belgique) dans *Socialist Register*, 1984, p. 126.

(9) Dans une rubrique publiée par le *New York Times* et par *Oakland Tribune*, le 2 septembre 1987, un important producteur de nouvelles étrangères pour les informations télévisées du soir de la chaîne CBS, Richard M. Cohen, a décrit dans le même esprit : "Lorsque nous transigeons pour garder le droit de travailler en Afrique du Sud, nous ne couvrons plus les événements comme nous en avons l'habitude. Dès lors, le goût du lecteur américain pour notre récit s'amoindrit, puisqu'il ne peut plus s'identifier à l'opprimé en lutte. Je me demande si les Américains ne seraient pas mieux servis par des réseaux chassés d'Afrique du Sud ou laissés à leur sort."

(10) Voir Jerry Mander , *Four Arguments for the Elimination of Television* (Quatre raisons d'éliminer la télévision), N.Y. 1978, pour un travail intéressant et provocateur sur l'échec de la télévision à éduquer aussi efficacement qu'on pourrait s'y attendre.

à propos du "surréalisme wallon".

achile bechet et christine bechet,
Surréalistes wallons, Bruxelles, Labor, 1987,
238 p., ill., env. 2500 F.

Magritte et Chavée, bien sûr, mais aussi Colinet, Scutenaire, Ubac, Delvaux, Bury, Dumont... la plupart des artistes belges liés au surréalisme sont nés en Wallonie. Celui qui observe l'histoire de la culture dans ce pays ne peut s'empêcher de relever l'importance symbolique du phénomène. La réputation internationale de la peinture flamande avait, au siècle dernier, accrédité l'existence d'une "âme" nationale orientée vers l'expression picturale et assumant les deux caractères antinomiques de cette peinture: le mysticisme et la sensualité. La découverte récente du "surréalisme wallon" ne suggère-t-elle pas, de la même manière, que les artistes du sud du pays pourraient se prévaloir un jour d'une origine géographique légitimée par le succès des peintres surréalistes? Cette opération constituerait un savoureux renversement de l'histoire: elle donnerait aux Wallons (ou aux francophones) une identité et une reconnaissance culturelle inespérées. Mais, comme tous les "coups de force" de cette nature, elle s'effectuerait probablement contre la volonté des acteurs et au prix de multiples anachronismes.

L'idée d'un "surréalisme wallon", présentant des traits spécifiques, s'oppose en effet à tout ce que l'on sait d'un mouvement plus soucieux de "ruptures" que d'ancrage régional. Un Chavée, auteur d'une regrettable Ode à la Wallonie, a précisément dû dépasser le cadre étriqué de la revendication fédéraliste pour accéder à l'imaginaire du surréalisme. Et René Magritte, de son côté, énonçait une position sans ambages: "Les groupements d'artistes, parce qu'ils sont "wallons" ou parce qu'ils seraient par exemple "végétariens" ne m'intéressent en aucune façon (quoique des artistes "végétariens" auraient une petite supériorité sur les artistes "wallons": un comique appréciable)... "Le rattachement d'artistes verviétois, hennuyers, liégeois ou "bruxellois d'origine wallonne" à un quelconque "terroir surréaliste" présente donc tous les risques de la récupération institutionnelle.

Il reste pourtant, même si les Béchét n'en font pas la démonstration, que le succès du surréalisme en Wallonie ne s'explique pas seulement par des facteurs extrinsèques. Le tissu industriel serré et les traditions de révolte ouvrière ne sont pas sans influence sur l'émergence d'un mouvement culturel tel que le surréalisme. Fernand Dumont insistait sur cette "ambiance violemment contradictoire" qui avait mené au surréalisme des jeunes gens de bonne famille qui possédaient "tout à la fois et la culture et la conscience du social". Centrée sur la région du Centre, son analyse s'appliquerait sans doute à Liège ou à Verviers.

On regrette que l'ouvrage d'Achille Béchét et Christine Béchét ne se soit pas donné pour objectif d'approfondir ces questions. Les auteurs ont d'abord voulu faire oeuvre pie, en sauvant de l'oubli des peintres ou des écrivains peu ou mal connus. Ils montrent que le surréalisme wallon ne se borne pas à quelques grands noms, mais qu'il comprend aussi de nombreux autres artistes. Alexis Keunen, Hélène Locoge, Louis Van de Spiegele ou André Stas bénéficient grâce à eux de l'iconographie d'une qualité exceptionnelle habituellement réservée aux seuls Magritte et Delvaux. Pour le reste, ces Surréalistes wallons n'affichent aucune ambition critique. Les Béchét se contentent de délivrer aux artistes régionaux ce qu'ils appellent un "certificat de domiciliation".

Un des chapitres de leur monographie s'intitule l'album de famille. Prise au pied de la lettre, cette expression désigne très précisément les limites de l'ouvrage. A miser exclusivement sur la connivence affective qui les lie à certains artistes, les auteurs ont pris le risque de multiplier les approximations et les souvenirs allusifs. Un exemple, parmi d'autres: pourquoi ne pas mentionner dans la brève bibliographie qui ferme le volume, l'Apport wallon au surréalisme, ce catalogue d'une exposition du Musée des Beaux-Arts de Liège publié en 1955, qui semble pourtant préfigurer leur projet? Une comparaison des noms cités dans cet opuscule et dans les Suuréalistes wallons fait d'ailleurs apparaître plusieurs absences: Permantier, Jacqmin, Lambert, Basseur ou Schriewer... Oubliés ou exclus de surréalisme? On ne sait. De même, la disparité qui n'a pas su ou pas pu se donner les moyens de remplir tout son programme. Dans ces lacunes s'inscrit en filigrane le réseau de relations et d'amitiés qui a conduit certains artistes à figurer dans l'ouvrage, et d'autres à s'en voir écartés. De mauvais esprits ne manqueront pas de reconnaître ici les traces d'une organisation sub-régionale du surréalisme wallon. C'est la raison pour laquelle il est vraiment dommage

que les Béchet ne nous aient pas donné, en lieu et place d'un inventaire partiel, l'ouvrage définitif sur le surréalisme dans le Centre et à Mons que l'on attendait d'eux.

paul aron

mourir

claudé javeau.

Editions Les Eperonniers -collection Sciences pour l'homme-1988, 100p.

Claude Javeau est un sociologue "égotiste et intempestif", estime Pierre Mertens, qui préface "Mourir". Il ajoute que c'est le genre de sociologue qu'il prise. On partage ce penchant... "Mourir" est un recueil de réflexions à partir d'expériences vécues, de rencontres avec la mort, de souffrance donc, et aussi à partir de lectures.

Le livre est découpé en cinq chapitres, dotés de jolis titres, mais les mêmes thèmes se retrouvent d'un bout à l'autre du recueil. Au delà du constat, devenu banal, que la sociologie classique a ignoré la mort, Javeau s'interroge sur les causes et la signification du changement intervenu depuis quinze ans: car les écrits sur la mort abondent soudain, qu'ils soient historiques ou sociologiques. "Un discours thanatologique s'est ainsi constitué... voire une manière de thanatocratie", note C.J., qui analyse la place croissante occupée par la mort, par exemple à la télévision et dans la vie associative. Est-ce la crise des années 70 qui a déclenché le tournant -cette crise qui, envahissant tous les domaines de la vie, devait aussi toucher la mort?

Ce lien -évident, mais occulte- entre vie et mort, Javeau y insiste avec pertinence. Mourir n'a de sens, écrit-il, que si ce qui a précédé la vie a aussi un sens. Dans cet esprit, il conteste la revendication du droit à mourir dans la dignité, si elle ne va pas de pair avec la revendication du droit à vivre dans la dignité. L'idée est belle. N'est-elle pas un peu désincarnée? Le droit de vivre dans la dignité est depuis quelques années reconnu par la loi sur les CPAS. Elle n'a certes pas changé le cours de l'Histoire, ni instauré dignité et bonheur. Mais il n'est pas indifférent que cette loi-là existe, ni qu'elle ait mis tant de décennies à être promulguée. Le droit, même formel, de mourir dans la dignité doit encore être conquis.

Quant au "sens" de la vie, comment en donner une définition objective? Pour Harpagon, la vie n'a de sens qu'en ramassant des écus. Peu de gens admettraient que leur vie est dépourvue de sens, et sans doute y va-t-il d'un réflexe d'autodéfense. Admettre l'inverse serait insoutenable...

On a beaucoup parlé déjà de la mort escamotée dans (et par) notre civilisation industrielle, qui a "technicisé" la mort en lui assignant un lieu aseptisé, l'hôpital. Claude Javeau rappelle avec à propos que "le mourant des sociétés traditionnelles savait comment mourir. Il l'avait vu faire par d'autres". C'est vrai que tout un apprentissage, multiséculaire, s'est perdu, éloignant la mort des lieux de vie.

Outre de brillantes variations sur l'inégalité devant la mort, on trouvera dans le livre de Javeau des réflexions sur Auschwitz. Là, dit-il, le sens s'effondre, parce que la mort se noie et "perd sa raison d'être". Question cruelle: pour les producteurs de l'holocauste, la mort industrielle à Auschwitz n'avait-elle pas tout son sens?

Javeau n'oublie pas Hiroshima "au profit" d'Auschwitz. Il observe qu'aujourd'hui, la fin du monde est "entre les mains des hommes". Ce qui peut donner un sens supplémentaire à la vie de pas mal d'humains.

r.l.

Harcèlement sexuel sur les lieux du travail. Les moyens d'action juridiques (droit du travail)

Note établie par Jean Jacqmain.
Brochure du Secrétariat de la Commission du Travail des Femmes
(Ministère de l'Emploi et du Travail).

Février 1988 - 23 pages - en français et en néerlandais.

L'étude porte sur un problème réel mis en lumière par une enquête en milieu de travail, réalisée par l'U.C.L. et la K.U.L.

Elle définit le harcèlement sexuel comme comportement impliquant qu'une personne non consentante est contrainte à subir un contact sexuel ou est soumise à une attention sexuelle.

Limitée au secteur privé, elle s'attarde longuement à l'examen du droit de la preuve dont elle rappelle les principes et précise les moyens.

Elle étudie aussi les textes légaux sur lesquels la victime d'un harcèlement sexuel peut se fonder et, notamment, la convention collective de travail n°38 concernant le recrutement et la sélection des travailleurs, le titre V de la loi du 4.8.1978 de réorientation économique, la loi du 3.7.1978 sur les contrats de travail, la loi du 16.3.1971 sur le travail.

A la lumière de ces textes, de nombreuses situations sont envisagées : lors de l'engagement dans les liens d'un contrat, pendant l'exécution de celui-ci, lors de sa rupture.

Considéré comme un acte de discrimination sexuelle mais aussi comme un manquement de l'employeur à l'obligation d'assurer à son personnel des conditions de travail convenable, le harcèlement doit être combattu. Sans doute la législation devrait-elle le réprimer explicitement; à coup sûr les interlocuteurs sociaux ont-ils la responsabilité de le prévenir au sein des entreprises.

En attendant, et contrairement à une impression générale trop fréquente, les moyens d'une action juridique individuelle voire collective, existent; l'intérêt de l'étude étant de les faire mieux connaître.

j-cl. bodson

Cette brochure est gratuite. Elle peut être obtenue auprès du Secrétariat de la Commission du Travail des Femmes, 53, rue Belliard, 1040 Bruxelles. Tél. 02/233.40.16 ou 17.

les jeunes - l'école - la société.
revue d'action sociale, Sept.-Oct. 87, n°5

Ce numéro de la Revue d'action sociale nous plonge dans le monde de l'adolescence. A travers les quelques articles présentés, leurs différents auteurs tentent de nous faire découvrir ce monde.

N. Dopchie nous resitue le jeune au sein de la société, à travers les relations complexes qu'il entretient avec sa famille et à l'école.

Individus à charge de la société, les adolescents sont victimes d'une mystification de la part de l'adulte pour qui ce groupe "homogène" incarne la beauté, l'énergie, l'avenir, mais aussi l'insouciance et l'instabilité.

C'est à cette démonstration que se livrent M. Debry et P. Georis dans leur article "La jeunesse, partenaire de société: des mythes aux utopies". Pour ces auteurs, cette mystification amène à la non-reconnaissance du statut social de "jeune". A cheval entre l'enfance et l'âge adulte, encore scolarisés ou en décrochage scolaire, les jeunes forment un groupe sans fonction sociale dans le présent. Pour M. Debry et P. Georis il est indispensable -si l'on veut que les jeunes d'aujourd'hui soient les constructeurs de la société de demain- de définir un statut du "jeune". L'élément-clé étant l'octroi d'une indépendance économique afin que les jeunes puissent se prendre en charge totalement et librement.

Les auteurs avancent une proposition dans ce sens: l'octroi d'une allocation universelle pour tous les jeunes entre 15 et 25 ans qu'ils soient étudiants, travailleurs ou chômeurs. Cette allocation remplacerait toutes les autres -acquises à ce jour (allocation familiale, d'attente, et même les bourses d'études). Il est évident qu'une telle solution, si elle devait être un jour réalisée, modifierait l'ensemble de la gestion de la société. Une des conséquences importantes serait -selon ces deux auteurs- la possibilité pour les jeunes de poursuivre librement des études et ce quelle que soit leur durée.

Bien entendu, concluent M. Debry et P. Georis, ce seul changement ne suffirait pas à l'orientation des jeunes vers une meilleure formation. Il est indispensable d'adapter l'enseignement aux exigences des jeunes, notamment en diversifiant les filières de formation et en stimulant la réalisation de projets. S'ils ne semblent pas opter catégoriquement pour l'initiative privée ou publique, les auteurs considèrent cependant qu'il est essentiel que les projets de formation soient rentables économiquement pour les jeunes.

Reste à savoir, nous semble-t-il, si cette allocation universelle n'engendrera pas l'effet pervers d'asseoir les jeunes très tôt dans un confort apparent que ne permet pas -a priori- la poursuite des études. Ne vaudrait-il pas mieux se demander comment faire pour qu'une formation longue ne soit pas une charge lourde pour le jeune et pour sa famille.

La seconde partie de la revue s'attache à nous expliquer différentes formes de scolarisation existantes pour les jeunes en rupture scolaire.

Ainsi en est-il de l'article sur les centres d'enseignement à horaire réduit (CEHR) qui s'attache à analyser l'objectif qui est à l'origine de leur apparition. Cet objectif est défini dans l'article comme visant "à permettre aux élèves les moins motivés par le fonctionnement de l'école actuelle, de progresser malgré tout dans la formation, tout en visant simultanément une première expérience de travail à mi-temps, hors de l'école".

Il nous semble néanmoins qu'un aspect n'est pas abordé par l'article. Les jeunes en CEHR travaillent à mi-temps dans des conditions d'exploitation peu enviables, et notamment en ce qui concerne leur salaire. Nous pourrions dans ce sens nous demander si ce système, sans doute positif au niveau théorique, n'est pas biaisé par les conditions de travail, et provoque en fin de compte en plus du dégoût de l'école, le dégoût du monde professionnel avant même que ces jeunes n'y soient réellement entrés.

Signalons enfin les articles de M. Martin, J.P. Piedboeuf et P. Burton, sur diverses expériences d'intégration sociale et scolaire de jeunes en rupture scolaire, et souvent délinquants, dans la région liégeoise.

critique régionale 16
la construction de l'effet technique: l'ordinateur en société.

Emploi local, structures de formation et technologies nouvelles dans
des régions européennes de vieille industrialisation

Mateo Alaluf, Adinda Vanheerswynghele

Technologie et Emploi.

Remarques méthodologiques sur l'appréhension des changements
dans les entreprises

Marianne Lacomblez, Marcelle Stroobants

Adinda Vanheerswynghele

Le travail sur écran de visualisation: pratiques de recherche et
pratiques sociales en Belgique

Marianne Lacomblez

Evolution des services et développement régional

Sven Illeris

Le statut de l'objet "informatique" dans l'interprétation des systèmes
de travail

Marcelle Stroobants

L'efficacité sociale du technicien. Réflexions à partir de l'histoire de la
monnaie électronique

Jacques Roux

La culture logicielle. De l'incidence sociale et culturelle de la diffusion
des nouvelles technologies de l'information et de la communication

Pierre-Alain Mercier

Quelques réflexions méthodologiques posées par une recherche sur
les technologies de l'information

Philippe Breton

Réseaux

Jean-Claude Deroubaix

critique régionale, rue des Canonnières, 12 1400 - Nivelles

pour leur vingt ans
(printemps 1989)
les cahiers marxistes
organiseront
un colloque international
sur le thème

**“quelle stratégie européenne
pour la gauche?”**

Les «Cahiers marxistes» sont déposés dans les librairies suivantes:

DU MONDE ENTIER
rue du Midi 162
1000 Bruxelles

CERCLE D'EDUCATION
POPULAIRE
rue des Deux Eglises 128
1040 Bruxelles

F.N.A.C.
City II, rue Neuve
1000 Bruxelles

PRESSES UNIVERSITAIRES
DE BRUXELLES
av. Paul Héger 42
1050 Bruxelles

LE LIVRE INTERNATIONAL
Bd. Lemonnier 171
1000 Bruxelles

LIBRAIRIE LEFEBVRE
Rue des Colonies 7-9
1000 Bruxelles

TROPISMES
Galerie des Princes 5-11
1000 Bruxelles

L'ILE LETTREE
6914 Redu

LIBRIS - 44
Passage 44 (bd. Botanique)
1000 Bruxelles

LIBRAIRIE BIBLIO
rue de la Régence 53
4000 Liège

LIBRAIRIE ANDRE LETO
rue d'Havré 9
7000 Mons

KRITAK
Vesaliusstraat 1
3000 Leuven

LIBRAIRIE DERIVE
rue des Augustins 17
5200 Huy

CLUB ACHILLE CHAVEE
rue Hamoir 93
7100 La Louvière

LIBRAIRIE L'AVENIR
Rue St Léonard 102
4000 Liège

Prix 100F.